3 1761 07985894 0

Digitized by the Internet Archive
in 2010 with funding from
University of Ottawa

http://www.archive.org/details/uneenquteenall00iba

UNE

ENQUÊTE EN ALLEMAGNE

Copyright 1915, tous droits de reproduction
et traduction réservés, by Pierre Lafitte et Cie

I 12.4e

C. IBAÑEZ DE IBERO

Membre correspondant de l'Académie des Sciences Morales et Politiques de Madrid
Ingénieur civil. — Docteur ès-Lettres de l'Université de Paris.

UNE ENQUÊTE EN ALLEMAGNE

LA SITUATION POLITIQUE, ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE DE L'EMPIRE ALLEMAND PENDANT LA GUERRE

Préface de M. Maurice BARRÈS, *de l'Académie Française.*

Avec 20 documents originaux intercalés dans le texte.

138650
29/5/16

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'ÉDITIONS ILLUSTRÉES
(PIERRE LAFITTE, DIRECTEUR)

DU MÊME AUTEUR :

L'enseignement technique et l'école primaire, avec préface de M. Georges Blondel. (Epuisé).

Etude sur l'enseignement primaire en Espagne, broch. grand in-8° (communication à la Société de législation comparée). (Epuisé).

La enseñanza profesional y las camaras de comercio, broch. grand in-8°. (Epuisé).

Ensayo para un proyecto de organización de la enseñanza post-escolar, broch. grand in-8°.

El problema de las casas baratas y el Ayuntamiento de Paris, broch. grand in-8°.

La mise en valeur du Congo belge (Étude de géographie coloniale). 1 volume.

La perte du Maine (1898), *broch. grand in-8°.*

La participation aux bénéfices — ses applications en France du milieu du XIX*e siècle jusqu'à nos jours (ouvrage récompensé par l'Académie des Sciences Morales et Politiques de Paris). — 1 volume.*

La législation ouvrière en Espagne et l'Institut de réformes sociales (communication au 52*e congrès des Sociétés savantes), broch. grand in-8°.*

En préparation :

Etude des bases de la législation sociale en France.

Histoire de l'évolution économique et sociale de l'Espagne contemporaine (cours professé à la Faculté des Lettres de l'Université de Paris).

D
515
L3

PRÉFACE

Ces conversations recueillies à Berlin par M. Ibañez de Ibero offrent le plus grand intérêt. Nous y trouvons étalées en libres propos les raisons d'espérer qu'avaient, au mois de janvier, des Allemands hauts placés et bien renseignés, quelques-uns des grands personnages de l'Empire.

Voyons un peu ce qui subsiste de ces espérances.

Cette enquête répond abondamment à une question que chacun de nous se pose, après avoir constaté que les armées allemandes, peu à peu, sont dominées par les armées alliées et que le blocus raréfie certains éléments quasi nécessaires à la guerre. « Qu'espèrent ces Allemands ? disons-nous. Que voient-ils sur l'horizon qui les engage à persister ? Ce sont des assiégés. D'où attendent-ils leur salut ? »

Telle est la position du problème à nos

yeux. Et c'est bien ainsi que l'entendent les Allemands. Ecoutons leurs réflexions.

D'abord, ils espèrent encore traiter séparément avec la France ou avec la Russie, et les détacher de l'Angleterre.

— Notre ennemi principal, disent-ils, c'est l'Angleterre. Nous avons offert la paix à la France et à la Russie ; elles ont eu le tort de refuser. Mais du côté russe, nous n'avons pas perdu toute espérance de parvenir à un arrangement.

C'est à hausser les épaules. Dire cela en janvier, quelle insolence ! Oseraient-ils le répéter aujourd'hui ? Ces Allemands sont des êtres bien incomplets. Grands organisateurs, certes ! J'admire leur méthode et leur esprit de suite, leur puissance de travail et de coordination. Personne n'a poussé aussi loin qu'eux la préparation de la guerre. Mais vrai, ils ne sont pas psychologues ! René Gillouin me faisait un jour remarquer qu'au milieu de leur énorme production philosophique ils n'ont donné qu'un traité de psychologie, celui de Wundt, un gros ouvrage en deux parties, la première de physiologie, la seconde de méta-

physique, et où il n'y a pas de psychologie. Ils se sont trompés grossièrement, depuis huit mois, chaque fois qu'ils ont eu à calculer et à prévoir quelle réaction leurs manières d'agir détermineraient chez les différents peuples.

Ils ont cru que l'Angleterre s'abstiendrait, que la Belgique laisserait passer, que l'Italie marcherait avec eux, que la Turquie entrerait plus rapidement en campagne, que la Bulgarie se jetterait sur la Serbie, que des troubles révolutionnaires gêneraient la Russie, et la France. Si nous avons échappé à ces graves difficultés, c'est à l'Allemagne elle-même et à sa brutale méconnaissance du génie et de la dignité des divers peuples que nous le devons en partie. Qu'elle croie aujourd'hui que la France ou bien la Russie manqueront au pacte du 5 septembre, aux serments échangés à Londres, de rester unis jusqu'à ce que chacun des belligérants ait obtenu les réparations nécessaires, c'est un des signes les plus caractéristiques de l'opposition qu'il y a entre les manières de penser et de sentir allemande et française.

« Nous traiterons séparément avec la Rus-

sie, ou bien encore nous la réduirons à l'impuissance. » Ainsi parlaient en janvier les Allemands. Pour nous, disaient-ils, il ne s'agit pas de pénétrer au cœur de l'Empire russe, mais d'immobiliser ses forces. Une fois ce résultat obtenu, nous disposerons d'un million d'hommes que nous jetterons sur la France au printemps.

Nous y voici, au printemps, et l'action continue des Russes montre assez ce qu'il faut penser de ce second espoir allemand.

Et le blocus ? comment entrevoyaient-ils, en janvier de s'en dégager ?

— Bah ! disaient-ils, nous allons établir la libre communication entre nous et notre alliée turque ; nous allons disposer de la voie ferrée Berlin-Vienne-Belgrade-Sofia-Constantinople. Pour cela, toute la difficulté, c'est de réduire la Serbie. Nous nous en chargeons avec cent mille hommes de bonnes troupes.

Un beau plan, mais qu'ils n'ont même pas essayé de réaliser. Leur terreur est d'être obligés de constituer un troisième front. Et loin qu'ils soient à la veille d'établir le contact avec les greniers de l'Asie mineure, ils apprendront,

avant peu de semaines, le grand coup de théâtre de l'Italie.

En vérité, ne trouvez-vous pas avec moi les conversations de ces grands personnages de Berlin tout à fait instructives ? Ils expliquent dans quelles conditions et par quels moyens ils seront vainqueurs. Ces conditions ne peuvent pas se réaliser, ces moyens leur échappent. C'est donc que la victoire abandonne leur pays et, après quarante-quatre ans, déploie ses ailes pour retrouver ses anciennes patries.

Que va-t-il advenir de l'Allemagne vaincue ? Ils se chargent de faire la réponse.

— Si l'Empire était battu, disent-ils, nous perdrions la rive gauche du Rhin, ainsi que les provinces prussiennes à l'est de la Vistule, l'Allemagne serait condamnée à devenir un Etat sans aucune importance. L'alternative est nettement posée. Il faut que nous paralysions la Russie ; il faut que nous fassions une paix séparée soit avec la Russie, soit avec la France ; il faut que nous réduisions la Serbie, ou bien nous perdrons la rive gauche du Rhin et deviendrons un pays sans importance ».

L'événement depuis janvier, depuis que ces messieurs prophétisaient, a commencé de prendre tournure. Leurs espoirs sont à vau-l'eau. Alors, écoutez ce que vous confirmeront tous les hommes qui connaissent les Allemands ; écoutez ce que Wetterlé a dit trente fois, Wetterlé obligé de vivre pendant des années dans la société familière des chefs politiques de l'Allemagne, de toutes les Allemagnes, et, par là, au courant de tous leurs sentiments :

« L'Allemagne n'est unie que parce qu'elle est forte. Il faut comprendre le système politique impérial, l'unité allemande, comme une grande entreprise commerciale où les associés ne s'aiment guère, mais gagnent beaucoup d'argent, et s'accordent toujours parce qu'en agissant tous ensemble ils étendent sans cesse leurs affaires. Vienne le désastre, toutes les vieilles rancunes feront explosion. Le Prussien est détesté universellement dans les Allemagnes. Dès que la Prusse apparaîtra hors d'état d'assurer une protection efficace aux diverses nations allemandes qu'elle asservit et satisfait, vous verrez les Etats, ceux du Sud d'abord,

s'empresser de secouer la tyrannie de cette méchante population du Nord. »

Jusqu'à cette heure, dans les conversations recueillies par notre collaborateur, on ne voit pas percer les divisions entre gens des diverses régions. Il faut encore attendre. Nous n'en sommes pas encore au moment ou l'on pourra conclure des paix à part et successives avec le bavarois, avec le saxon. Mais déjà dans ces conversations qui datent de janvier, notez-le, apparaissent, à l'égard de l'Autriche, la suspicion, le brutal mépris et les reproches...

C'est le premier effet du désenchantement. Et chaque jour, les chefs politiques de l'Allemagne, sinon ses soldats, commencent à voir l'effondrement de leurs raisons d'espérer.

MAURICE BARRÈS.

Mars 1915.

AVANT-PROPOS

Il nous a paru qu'aux voyages à travers l'Allemagne, entrepris depuis le début de la guerre, dans le but de recueillir des impressions, pouvait et devait succéder une enquête plus approfondie.

Les voyages de tourisme ne sont pas dépourvus d'intérêt pour le lecteur mais ils ne montrent qu'un côté des choses et le public voudrait être renseigné sur un certain nombre de faits précis encore mal connus.

Notre enquête, dont la plus grande partie a paru dans l'*Écho de Paris* et *El Liberal*, de Madrid, a porté sur trois points principaux :

1° Politique intérieure et extérieure de l'Empire.

2° Etude des milieux intellectuels de l'Allemagne.

3° Situation économique et financière.

Nous avons approché les hommes politiques en vue afin de connaître par eux les aspirations actuelles des partis, nous avons comparé leurs déclarations, nous les avons contrôlées en nous adressant aux personnes dont la situation indépendante, en dehors de toute attache officielle, leur permet de parler plus librement.

Tout le monde sait à quoi s'en tenir sur les succès de la politique étrangère de l'Allemagne, mais sa politique intérieure nous est moins connue et pour cause : La presse allemande est muselée, les nouvelles nous parviennent incomplètes, souvent dénaturées, toujours par le conduit des pays neutres qui les déguisent suivant leurs intérêts. C'était donc un point à éclaircir.

Quel est actuellement en Allemagne le rôle et l'attitude des partis ? L'union est-elle parfaite dans les hautes sphères dirigeantes ? nous avons répondu à ces questions en nous basant, non pas sur des impressions personnelles, mais sur les déclarations qui nous ont été faites par les grands chefs de partis.

En matière de politique étrangère, nous avons visé non pas à surprendre des secrets politiques, ce qui aurait été du reste une prétention aussi vaine que déplacée, mais à rechercher l'orientation générale impliquée aux affaires par la Wilhelmstrasse. Quelle idée les Allemands se font-ils de la durée possible de cette guerre ? et surtout comment en envisagent-ils l'issue ? il était intéressant de connaître si l'on persistait là-bas dans les fanfaronnades du début et si l'idée des conquêtes territoriales et des profits économiques qui a si puissament contribué à provoquer le conflit actuel, était toujours aussi ancrée dans les esprits.

Qu'entendent au juste les Allemands par faire une *paix honorable* ? laissent-ils percer par là le désir de renoncer à leurs vastes projets impérialistes parce qu'impuissants à les réaliser ?

Tels sont les points que nous nous proposons d'étudier par la suite.

D'autre part, l'attitude des intellectuels allemands a provoqué dans tous les pays une stupeur profonde. On ignorait généralement

à quel point les milieux allemands de haute culture ont contribué à développer et à entretenir les idées impérialistes. Cette guerre est en partie leur œuvre, il est donc compréhensible qu'ils la défendent. Mais dans leur désir de se solidariser avec l'élément militaire ils sont allés plus loin encore, ils ont prétendu disculper les atteintes portées au droit international par les armées impériales, et loin de conserver l'attitude discrète et digne que comportait leur mission d'éducateurs ils se sont lancés avec violence dans la mêlée.

Au lieu de laisser au Temps le soin de dégager des faits les enseignements à venir, au lieu d'attendre que le moment fût venu d'établir les responsabilités, ces professeurs d'histoire, ces professeurs de droit se sont adressés « aux nations civilisées » et sur un ton impératif leur ont crié : « Il n'est pas vrai que l'Allemagne aie provoqué cette guerre », « il n'est pas vrai que nous ayons violé criminellement la neutralité de la Belgique », « il n'est pas vrai que la lutte contre ce qu'on appelle notre militarisme ne soit pas dirigée

contre notre culture, comme le prétendent nos hypocrites ennemis »... « Le mensonge est l'arme empoisonnée que nous ne pouvons arracher des mains de nos ennemis »...

Par ce langage, ils se sont aliénés toutes les sympathies, ils ont perdu la cause qu'ils prétendaient défendre, ils ont compromis l'avenir même de cette culture allemande dont ils se montrent si fiers.

Leur attitude servira d'enseignement aux générations futures dans tous les pays, car elle montrera les dangers d'un développement intellectuel dépourvu de toute indépendance, soumis aveuglément aux ordres du pouvoir.

Mais quel était le but poursuivi par les Universitaires allemands ? Il est impossible de croire qu'ils se soient laissés emporter par un mouvement de colère. La rédaction du document, les adhésions à recueillir comportaient un laps de temps suffisant pour leur permettre de reprendre leurs esprits et de méditer l'acte qu'ils allaient accomplir. Non, il faut chercher ailleurs. Les raisons sont multiples, elles tiennent au caractère même de la race, aux circonstances, à l'esprit par-

ticulier des intellectuels allemands. Nous avons essayé de démêler quelques-uns de ces facteurs et nous apporterons en temps voulu le résultat de nos recherches.

Une question importante a attiré encore notre attention : la situation économique et financière de l'Empire. Les classes élevées de la société allemande manifestent leur mécontentement au sujet des mesures économiques prises par le gouvernement que l'on accuse d'imprévoyance. L'Allemagne, en effet, n'avait pas prévu le blocus de ses côtes, elle n'avait pas songé que les mers resteraient fermées à son commerce et qu'elle risquerait d'être acculée à la famine. C'est encore une erreur de sa politique extérieure, car elle était persuadée que l'Angleterre demeurerait en dehors du conflit.

Jusqu'à quel point la situation économique de l'Allemagne peut-elle influer sur la durée de la guerre ? C'est ce que nous nous proposons d'étudier dans les chapitres qui suivront.

Mais il ne nous a pas paru suffisant d'envisager la situation sous ses trois grands aspects :

Politique, intellectuel, économique. Nous avons voulu aussi prendre contact avec l'opinion allemande proprement dite. Nous avons essayé de relever un coin du voile qui cache l'âme allemande, cette énigme pour nous, peuples latins. Après avoir consulté les hommes politiques, les professeurs d'Université, les économistes, nous nous sommes adressés à la petite bourgeoisie, aux hommes du peuple. En temps de paix nous aurions passé sans les comprendre, mais aux lueurs farouches allumées par cette guerre, on voit plus clair dans les cœurs.

Le résultat de la lutte actuelle dépendant pour une bonne part du degré de résistance des populations civiles, cette partie de notre enquête était particulièrement délicate.

En France et en Angleterre, les gens les plus modestes veulent se faire une opinion sur les événements en cours. Ils discutent les opérations militaires, ils supputent les chances de succès. Habitués en temps de paix à penser et à parler librement ils ne sauraient abandonner tout d'un coup leurs habitudes les plus chères. Ce sont des hommes libres

qui agissent comme tels, et en toute occasion il convient de compter avec eux.

En Allemagne les choses se passent tout autrement ; la petite bourgeoisie forme en temps de paix une masse taillable et corvéable à souhait. Son attitude ne pouvait changer brusquement ; elle est demeurée ce qu'elle était avant la guerre.

Reste à savoir si cette mentalité toute particulière est destinée à se maintenir jusqu'à la fin des hostilités, quels que soient les sacrifices imposés au peuple allemand.

C'est ce que j'ai recherché.

Sans violences inutiles, animé au contraire du désir de dire la vérité, loyalement, sincèrement, je raconterai ce que j'ai vu, ce que j'ai entendu.

Dans le conflit actuel, je le dis bien haut, toutes mes sympathies vont vers la France qui lutte pour la défense d'une cause juste et d'un idéal élevé, mais en dehors de ce sentiment, pourquoi prendre si nettement parti, moi citoyen d'un pays neutre ? les motifs en sont bien simples : mon pays est neutre, mais moi je ne le suis pas. Je ne nour-

ris aucune haine particulière à l'égard de l'Allemagne, mais latin avant tout, je désire ardemment le triomphe de ma race pour laquelle les miens ont versé leur sang et donné le meilleur de leurs forces et de leur intelligence. Le triomphe est assuré. J'en ai rapporté de là-bas la conviction profonde.

Il marquera une ère nouvelle dans les rapports et la vie des peuples qui auront puisé dans cette lutte gigantesque le plus beau des enseignements.

Sur les ruines de l'Allemagne vaincue, ils songeront à la fragilité des desseins de l'homme lorsque ceux-ci sont conçus dans un but de domination universelle au détriment de la liberté des autres peuples.

CHAPITRE I

PREMIÈRES IMPRESSIONS

L'arrivée à Berlin.

Le train se met en marche ; bientôt nous laissons loin derrière nous les dernières maisons de Zurich.

Je suis seul dans mon compartiment ; j'essaie de regarder les paysages qui se succèdent comme en une vue cinématographique. Mais les ténèbres envahissent la campagne, et peu à peu je m'assoupis.

J'ai peu dormi. J'ai conscience soudain que le train, dont les roues grincent, s'arrête, et je suis réveillé en sursaut par les accents d'une voix brève qui m'interpelle ; je me dresse sur mon séant : un sous-officier en tenue grise, le col et les manches ornés

d'un galon doré, le chef coiffé d'une casquette plate, est planté devant moi :

— « Pass » ! fait-il aigrement. Je comprends et je tire mon passeport ; il l'examine sur toutes les faces et prononce, sur un ton important :

— Vous êtes journaliste ?

Sur ma réponse affirmative, il me rend mon passeport ; je suis en règle et n'ai plus qu'à descendre sur le quai de la gare où j'essaie de me dégourdir les jambes, tout en regardant autour de moi.

Nous nous trouvons à la petite gare frontière de Gottmadingen ; il fait nuit noire. Du poste de garde, qu'éclaire faiblement une lampe aux reflets clignotants, deux soldats allemands sortent et reçoivent des ordres d'un officier ; il paraît que certains passeports donnent lieu à des contestations ; les intéressés sont deux hommes et une femme. Ils s'expliquent péniblement, l'air désolé, et font de grands gestes dans la nuit, mais l'officier demeure inflexible ; ils devront rester sur place jusqu'à ce que leur situation soit éclaircie.

Je gagne le wagon-restaurant où plusieurs personnes se sont déjà installées ; deux Suisses, que je reconnais pour les avoir vus à Zurich, dînent à la table à côté de la mienne ; au départ, ils parlaient le français entre eux ; maintenant ils s'expriment gravement dans la langue de Schiller et jettent de mon côté des regards soupçonneux.

Aux différentes stations du parcours, le train ne s'arrête que quelques minutes, mais des voyageurs montent en grand nombre. Un groupe de civils, munis de carnassières, le fusil en bandouilière, envahit le wagon-restaurant et s'installe près de moi. On leur sert des portions de jambon et de saucisses qu'ils mangent avec appétit, en actionnant des mâchoires énormes. Leurs assiettes vides, ils commentent les derniers événements de la guerre. L'un d'eux, un grand gaillard à la figure rubiconde ornée de favoris broussailleux, élève brusquement la voix et, s'accompagnant du couteau dont il frappe la table en cadence, il s'exclame sur un ton solennel :

« Avant quinze jours nous serons à Varsovie ; notre état-major nous l'affirme. »

Les autres personnages opinent en hochant la tête et boivent à leur santé réciproque en élevant de vastes chopes à la hauteur des yeux et en portant courtoisement la main à leur coiffure.

Mais soudain les regards se dirigent vers la porte par laquelle vient d'entrer un *Oberleutnant* tout de gris vêtu : l'œil sec, rogue et prétentieux, il s'asseoit à une table à l'écart et commande un repas.

Le silence s'est fait parmi les dîneurs ; maintenant, ils échangent à peine quelques mots, sur un ton bas et respectueux, préoccupés qu'ils sont de regarder l'adolescent galonné.

L'Oberleutnant, du reste, ne prête aucune attention à ceux qui l'entourent et avale sa côtelette d'un air digne et compassé.

Ce n'est qu'à son départ que les conversations reprennent librement. Mon voisin aux favoris a vidé sa huitième chope et il se montre de plus en plus communicatif à l'égard de ses compagnons ; ceux-ci, deux magistrats qui regagnent Berlin, trouvent que les opérations se déroulent avec trop de lenteur

sur le front occidental, mais lui, interrompt d'un geste bref et qui n'admet pas de réplique : « Notre armée est admirable. Le ralentissement des opérations sur le territoire français est dû uniquement à des raisons d'ordre tactique. »

On parle de l'Angleterre. « C'est contre elle, dit l'un d'eux, qu'il faudra concentrer tous nos efforts, afin d'écraser une fois pour toutes cette éternelle ennemie. » Mais le train stoppe ; cette fois, nous sommes arrivés à Stuttgart.

Je saute sur le quai, où il y a beaucoup d'animation : des soldats de toutes armes y circulent rapidement ; quelques femmes, munies de brocs contenant du café chaud, en offrent aux malades et aux blessés.

Des recrues s'interpellent d'une voix gutturale ; on entend des ordres brefs lancés d'un quai à l'autre et des hommes portant l'uniforme gris, le casque à pointe, et chaussés de la lourde botte jaune, s'installent bruyamment dans les compartiments de troisième classe.

Le train va repartir, et je tente de regagner ma place, mais les couloirs sont bondés

et je suis contraint à m'immobiliser durant quelques instants : j'en profite pour regarder alentour. Tout près de moi, un soldat trapu, barbu, l'œil bleu sous le sourcil épais, explique à une dizaine de voyageurs comment il fut blessé dans les combats autour de Nieuport :

« Nous sommes restés dans l'eau jusqu'à la ceinture pendant quatre jours... nous avions faim... nous étions perclus de douleurs.

« Pour ma part, j'ai reçu une balle qui m'a traversé la poitrine et qui est ressortie dans le dos ; nous en avons vu de rudes, allez ! Maintenant je suis guéri et l'on m'envoie sur le front oriental. »

On écoutait le narrateur d'un air placide, presque indifférent ; pas un seul des auditeurs ne posa une question ; leurs yeux vides n'exprimaient aucun désir, aucune curiosité.

Je regagnai mon wagon, décidé à dormir. Parfois dans le grand silence de la nuit retentirent des rires et des chants... c'étaient les soldats... De temps en temps un arrêt bref dans une gare où l'on distribuait quel-

ques secours aux blessés et nous reprenions notre marche rapide.

GESEHEN. BERLIN, 25 Oktober 1914

AUSWÄRTIGES AMT
DES DEUTSCHEN REICHS
PASS-BUREAU.
I. A.
Philippe

Visa du passeport par les autorités allemandes.

Nous arrivâmes à Berlin au petit jour. Le temps nécessaire pour changer quelques billets de banque à un guichet où, d'un geste autoritaire, l'employé attire mon attention sur le tronc destiné aux offrandes pour la Croix-Rouge, et me voilà installé au Zentral Hôtel, qui se trouve en face de la gare.

Le voyageur qui viendrait à Berlin pour la première fois en temps de guerre serait surpris de l'animation qui y règne. La Friedrischstrasse où je m'engage à ma sortie

de l'hôtel est parcourue en tous sens par les voitures et les piétons ; les devantures des magasins sont brillamment illuminées et les cafés regorgent de monde ; mais en fait l'activité a considérablement diminué depuis le début de la guerre, et la prospérité que semblent indiquer certains signes extérieurs de la vie n'est qu'apparente. Le petit commerce est ruiné et les grands magasins eux-mêmes ont beaucoup souffert. Au *Kaufhaus des Westens*, par exemple, dont l'importance équivaut à un grand magasin de Paris, le montant des achats de Noël est tombé pour l'ensemble des ventes aux 50 0/0 du chiffre réalisé durant la plus mauvaise des cinq années précédentes, et aux 30 0/0 pour les articles de luxe.

Je parcours l'avenue Unter-den-Linden, où la circulation des voitures est assez intense, et je m'arrête devant la statue de Frédéric II, au pied de laquelle six canons belges sont installés : les passants s'arrêtent et contemplent ces trophées avec admiration ; on échange des propos flatteurs, on se félicite mutuellement de la valeur déployée par

les troupes et des capacités dont fait preuve le haut commandement.

Mais on entend au loin le son aigre des fifres et tous se précipitent ; c'est un bataillon qui défile lourdement, vêtu de bleu foncé, botté de court. La chaussée s'est comme par enchantement couverte de flâneurs, qui assistent inlassables à ce spectacle continuellement renouvelé.

Aux devantures de la Leipzigerstrasse et de la Friedrichstrasse, partout s'étalent les portraits des généraux, les cartes de la guerre, les souvenirs de la guerre et en général tout ce qui peut contribuer à surexciter l'esprit chauvin de la population.

Il n'y a pas d'enfant allemand qui n'ait eu en ce jour de Noël son sabre de bois ou son uniforme chamarré.

Je m'approche de la devanture d'un libraire et je lis les titres de quelques ouvrages ou brochures parus récemment : « *Der Wellkrieg seine Ursachen und Gründe sowie Deulschlands Siegesaussichlen in demselben* » (la guerre mondiale, ses causes, ses raisons d'être, ainsi que les perspectives de victoire de l'Allemagne);

Im Kriegszustand (dans l'état de guerre) ;

Die Segnungen des Kriegs (les bienfaits de la guerre) ;

Die Neutralen und der Weltkrieg (les neutres et la guerre mondiale) ;

Amerikas Stellung und der Weltkrieg (la situation de l'Amérique et la guerre mondiale).

On en a publié ainsi des centaines depuis le début de la guerre ; si l'on ajoute à cette énumération les périodiques en grand nombre, tels que la «*Deutsche Reden in schwerer Zeit* », où collaborent tous les intellectuels de renom, les brochures de propagande insidieuse et tenace : *la Guerre en images*, *l'Allemagne devant le monde*, *l'Angleterre et sa complicité dans la guerre actuelle*, *la Neutralité belge*, *le Traité secret anglo-belge*, etc., etc., publiées dans toutes les langues, on aura une légère idée de l'activité fébrile que l'on déploie à Berlin dans le but d'influencer l'opinion allemande et surtout de capter celle des pays neutres.

L'imagerie est aussi utilisée à profusion ; les gravures et les cartes postales de la guerre sont vendues et distribuées partout

on les offre au café et au restaurant ; on les trouve sur toutes les tables. Elles sont, du reste, d'une trivialité et d'un mauvais goût révoltants.

Par la Wilhelmstrasse, je débouche de nouveau sur l'avenue Unter-den-Linden, et je me heurte à un attroupement d'au moins 200 personnes, qui s'entassent devant la vitrine d'une agence de journaux ; je m'approche et je lis les dernières nouvelles de la guerre *d'après l'agence Wolff* : Grande victoire en Pologne, 30.000 prisonniers, 50 canons capturés...

Les prisonniers de guerre.

Une visite au camp de Döberitz.

J'avais déjà sollicité depuis quelques jours l'autorisation de visiter un camp de prisonniers, lorsque je reçus un matin de janvier l'avis officiel m'annonçant que ma demande avait été agréée.

Le jour indiqué, je me rends à la Wil-

helmstrasse. Les deux fonctionnaires qui doivent m'accompagner m'attendent déjà et nous prenons place tous trois dans une auto militaire qui nous emporte dans la direction du camp.

Nous traversons quelques faubourgs et, tandis que la voiture s'engage à toute allure sur la large route asphaltée de Döberitz, nous causons.

Mes deux « cicerones » sont le docteur von Gülich, conseiller de légation, et M. Richard Meyer, attaché au ministère des affaires étrangères.

J'obtiens de leur bouche confirmation de certains détails recueillis antérieurement. Ils me disent que les camps de prisonniers sont placés sous la direction d'anciens officiers qui ont repris du service pour la durée de la guerre ; ces chefs disposent d'une grande latitude pour tout ce qui a trait au régime intérieur des prisonniers. Il va donc sans dire que ceux-ci sont plus ou moins bien traités, selon le caractère et le tempérament de ces officiers...

Mais, à certains indices, je reconnais que

nous approchons du camp. Nous croisons à plusieurs reprises des détachements armés, des fourgons du service sanitaire ou de l'administration. Des cavaliers surgissent à un détour du chemin et il faut montrer patte blanche.

La voiture a ralenti son allure, car la route est mal entretenue, le terrain boueux et défoncé.

L'auto s'arrête finalement devant une sorte de guérite : un factionnaire s'approche, puis un sous-officier ; pendant que l'on parlemente, car nous ne sommes pas attendus, j'ai tout loisir d'examiner une longue bande de prisonniers russes qui débouchent sur la route et défilent à quelque pas, encadrés par des soldats de la landwehr : ce sont pour la plupart des hommes de trente à quarante-cinq ans, barbus, trapus, le visage hâve et décharné.

Quelques-uns tournent vers moi un regard empreint de tristesse et de résignation, mais le plus grand nombre d'entre eux passent indifférents. Enveloppés dans leur longue houppelande jaunâtre, coiffés d'une casquette

plate, ils traînent péniblement un lourd chariot couvert d'une bâche.

L'auto a repris sa marche et nous débouchons cette fois sur une vaste étendue de terrain. On aperçoit, au loin, le campement entouré d'une clôture de pieux et de fils barbelés.

Le commandant vient au-devant de nous : c'est un grand gaillard au visage coloré, barré par une grosse moustache blanche. Le geste prompt et autoritaire, le verbe haut, il nous invite à passer dans une maisonnette avoisinante, où un bureau de fortune est installé. Après avoir décliné mes noms et qualités, on me demande d'apposer ma signature sur un registre et, détail qui m'a frappé, les deux fonctionnaires du ministère des affaires étrangères, sont astreints à accomplir la même formalité. Puis la visite commence.

Le camp de Döberitz contient actuellement 8.000 prisonniers (4.000 Anglais, 3.000 Russes et un millier de Français). Les prisonniers sont dans des baraques en planches ; nous pénétrons dans la première à droite ; c'est un dépôt d'habillement ; les marins

Autorisation pour visiter le camp de Döberitz.

Auswärtiges Amt.

Berlin, den 3. Januar 1915.

Am Montag, dem 4. Januar 1915, nachmittags, findet eine Besichtigung des Gefangenenlagers in Döberitz durch einige ausländische Herren der Presse statt. Euer Hochwohlgeboren werden hierzu ergebenst eingeladen, falls die Besichtigung Interesse für Sie hat.

Die Abfahrt erfolgt um 1 1/2 Uhr vom Portal des Auswärtigen Amtes, Wilhelmstraße 76, in dort bereitstehenden Automobilen.

Auswärtiges Amt.

Herrn Ibanez de Ibero

Berlin, le 3 janvier 1915.

Lundi, 4 janvier 1915, l'après-midi, a lieu une visite du camp de prisonniers de Döberitz par quelques messieurs de la presse étrangère. Nous vous y invitons par cette lettre, pour le cas où cette visite aurait de l'intérêt pour vous.

Le départ se fera à 1 h. 1/2 à la porte du Ministère des Affaires étrangères, Wilhelmstrasse 76, dans des automobiles préparées à cet effet.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

M. IBAÑEZ DE IBERO.

anglais qui l'occupent rectifient la position à l'arrivée du commandant. Ce gradé donne quelques ordres et l'on me montre les couvertures destinées aux prisonniers ainsi que l'uniforme qu'on leur remet lorsque le leur est usé. Le mot uniforme est, à vrai dire, bien pompeux. Il s'agit, en l'espèce, d'un pantalon et d'un veston noirs garni de liserés jaunes. J'ajoute en passant qu'au cours de ma longue visite, je n'ai aperçu aucun prisonnier qui portât cette défroque d'aspect macabre.

On me montre aussitôt après les chambrées. J'entre à l'improviste dans l'une d'elles, occupée par des prisonniers russes. Les hommes sont pour la plupart couchés par terre, quelques-uns reposent sur des paillasses. L'atmosphère est saturée, fétide, irrespirable. Ces hommes ne disposent pas du cube d'air suffisant et la ventilation est défectueuse.

Le commandant m'explique « que les prisonniers russes ne prennent pas les soins d'hygiène indispensables, quoi qu'ils aient à leur disposition une piscine où ils pourraient faire leurs ablutions. »

Mais je désire me rendre compte par moi-même des dimensions de chaque chambrée ; on se prête à ma fantaisie et on prend des mesures devant moi. Ces baraques ont 33 mètres sur 13 et chacune d'elle contient 100 hommes. Ils dorment sur des paillasses et disposent, paraît-il, de deux couvertures. Les chambres sont chauffées au moyen d'un petit poêle.

La visite continue par le dépôt de vivres et les cuisines. On me fait goûter un morceau de pain de guerre, du pain K. C'est une pâte noirâtre, épaisse et dure.

Dans une pièce étroite, quatre chaudrons contiennent le rata, car il est l'heure de la distribution. On m'offre une cuillerée de cette soupe : elle contient des pommes de terre, des légumes, du bouillon et des petits morceaux de viande. Ce mélange n'a rien de particulièrement agréable au goût, mais il est toutefois mangeable.

L'ordinaire de chaque prisonnier se compose, le matin, d'une soupe légère ou de café ; à quatre heures, le rata ; le soir, chacun a droit à un morceau de saucisson ou de fro-

mage qu'il peut manger sur place ou garder pour le lendemain. « Chaque homme, me dit le commandant, reçoit par jour une ration de 500 grammes de pain et 80 à 90 grammes de viande ». J'observe, d'ailleurs, que cette ration de viande n'est jamais servie en entier ; elle est toujours hachée (je viens de voir, en effet, deux petites machines qui servent à cet usage) et versée dans le rata ; dans ces conditions, il est bien difficile de savoir si chaque soldat reçoit ses 80 grammes de viande.

En somme, la nourriture offerte aux prisonniers ne m'a pas paru de mauvaise qualité, mais elle est insuffisante. « C'est la même que nous donnons à nos soldats », m'assure le commandant du camp.

C'est possible, mais alors il faut croire que ces derniers ne sont guère bien nourris.

Au sortir des cuisines, un officier allemand s'approche de moi ; il a vécu pendant plusieurs années à Malaga et parle parfaitement l'espagnol. Le commandant l'a fait chercher dans le but de me servir de guide. Il me dit quelques mots au sujet de son séjour en Es-

pagne, puis se présente ; c'est un *Offizier Stellvertreter* et il se nomme M. Horst Nagel.

— Que pensez-vous du caractère des prisonniers, lui dis-je, vous qui êtes en contact continuel avec eux ?

— Le soldat anglais, me répondit-il, se refuse à tout travail ; il demeure à l'écart ; son attitude est nettement hostile. Le Russe est un être primitif et borné. C'est le Français que nous estimons le plus ; il est d'un caractère doux, intelligent, actif et débrouillard.

— Pouvez-vous me donner quelques renseignements au sujet du régime disciplinaire imposé aux détenus ?

— Ceux-ci n'ont été astreints, jusqu'à présent, à aucun travail autre que les corvées réglementaires ; mais nous envisageons la possibilité d'utiliser leur main-d'œuvre aux travaux des routes, canalisations, etc.

Je me rappelle à ce propos que M. Lewald, directeur au ministère de l'intérieur, m'a dit avoir reçu des demandes adressées par des industriels en vue d'obtenir l'autorisation d'employer les prisonniers ; le minis-

tère allemand aurait répondu que l'on étudierait la question, mais que les intéressés seraient tenus de verser le salaire fixé par le gouvernement à la caisse de l'administration des prisonniers de guerre; ces sommes serviraient à améliorer l'organisation des camps : je dois dire que M. Lewald me tenait ces propos dans le but de me prouver que le chômage dans l'industrie allemande n'était pas aussi intense que je le croyais.

— Nous avons tenu, continue l'officier allemand, à ce que les sergents anglais, français et russes conservassent une certaine autorité sur leurs hommes ; c'est pourquoi, autant que possible, nous ne punissons les prisonniers que sur la proposition de leurs gradés.

— Et quelles sont ces punitions ? fis-je.

— Cela dépend naturellement de la faute commise, mais le correctif consiste d'ordinaire à attacher le prisonnier à un arbre pendant quelques heures.

— Les prisonniers sont-ils autorisés à fumer ?

— Non, monsieur ; notre règlement est

sévère, cela va sans dire, mais les prisonniers, croyez-le, sont traités humainement ; si nous les punissons lorsqu'ils le méritent, nous veillons à leur entretien, et nous leur accordons même à l'occasion quelques distractions. C'est ainsi, par exemple, que les Anglais sont autorisés de temps à autre à jouer au football.

La visite continue et l'on me montre un nouveau système de baraquements qui est actuellement à l'essai ; le procédé consiste à couvrir la maisonnette d'une sorte de tente en carton pâte.

Voici maintenant les ateliers du camp : dans une chambre assez vaste, quelques prisonniers anglais et russes font des travaux de vannerie ; l'on m'apprend que les petits paniers qu'ils confectionnent sont destinés à être attachés aux fers des chevaux dans le but, paraît-il, d'amortir les chocs et d'éviter les effets de la gelée ; on m'affirme que les prisonniers reçoivent un pfennig pour chaque paire de paniers.

Nous entrons dans une autre baraque et, tandis que l'on donne quelques ordres,

j'avise une pancarte fixée au mur ; c'est le règlement du camp : « En cas de révolte ou de *trahison*, le prisonnier sera passé par les armes, etc... »

Je suis tiré de ma lecture par le commandant qui m'invite à jeter un coup d'œil sur les travaux d'ébénisterie confiés aux prisonniers ; quelques soldats anglais, au visage émacié, raclent mélancoliquement des planches de sapin ; cette vue n'a rien de bien attachant et je me dispose à sortir, lorsque j'aperçois dans un coin une boîte oblongue, peinte en noir, et j'éprouve un serrement de cœur douloureux, en constatant que l'on fait confectionner à ces hommes la bière qui, peut-être, un jour ou l'autre, contiendra leurs restes.

Par association d'idées, je pose au commandant une question au sujet de l'hygiène du camp.

— Nous avons très peu de malades, m'affirme-t-il, et la mortalité ne sévit presque pas.

J'avais entendu parler, à différentes reprises du sort plus dur fait aux prisonniers

anglais en Allemagne ; hélas ! je ne possédais aucun moyen direct de contrôler ces dires. Aussi force me fut de me contenter de la réponse d'un des personnages présents, lequel m'assura « que tous les prisonniers, qu'ils soient anglais, français ou russes reçoivent le même traitement ».

Depuis le commencement de ma visite, je cherchais à voir de près les prisonniers français ; j'avais bien aperçu de loin quelques pantalons rouges, mais je n'avais pu m'approcher ; les Anglais paraissaient par contre suivre avec un intérêt très vif mes évolutions ; ils se faisaient des signes entre eux et cherchaient à se rapprocher. Je me souviens de l'un d'entre eux, grand, élancé, l'allure d'un homme distingué, qui ne me perdait pas de vue ; son masque douloureux, qu'éclairaient deux yeux bleus d'une tristesse intense, était continuellement tendu vers moi ; à quoi pensait ce prisonnier ? Sentait-il vaguement tout ce que ma visite avait d'anormal ? Rêvait-il en me voyant, au bonheur d'être libre ?

J'avais décidé de parler à un prisonnier.

J'abordai le commandant et lui demandai de m'accorder l'autorisation nécessaire :

— Ce n'est pas l'habitude, me dit-il, mais puisque vous y tenez... Vous ne parlez pas l'anglais ? le russe non plus ? C'est bien, nous allons vous mettre en rapport avec un Français, et il donna des ordres en conséquence.

On m'amène un jeune homme d'une vingtaine d'années, à la figure poupine, mais décolorée, l'air d'un enfant souffreteux ; je l'interroge en présence des officiers allemands qui se sont rapprochés et forment le cercle.

— La nourriture est-elle suffisante ?

— Oui, monsieur, fait-il timidement.

— Avez-vous à vous plaindre du traitement ?

— Non, monsieur.

— Les baraques sont-elles suffisamment chauffées ?

— Oui, monsieur.

Je vois que je ne tirerai pas autre chose de ce jeune homme que l'assemblée rend timide, et je me tourne du côté des Allemands qui sourient malicieusement.

— Interrogez plutôt ce sergent, me dit l'un d'eux, et il avise un gradé français qui se trouve à quelques pas de là.

Cette fois je suis en présence d'un homme fait, au regard intelligent, à l'air décidé.

— La nourriture est suffisante, me dit-il. Puis courageusement, et fixant toute l'assistance, il ajoute aussitôt : « Toutefois, un grand nombre de mes hommes se plaignent de la qualité des aliments ».

Les officiers allemands se sont rapprochés, je lis sur leur visage que cette déclaration n'a pas le don de leur plaire, et comme je ne veux pas amener des représailles contre ce courageux Français, je préfère m'en tenir là et je prends congé du commandant.

— Je regrette de ne pouvoir, selon la mode espagnole, vous offrir ma maison, me dit l'*Offizier Stellvertreter*, en me désignant les baraquements.

Mais je suis peu disposé à goûter la plaisanterie ; la vue de toutes ces misères m'a profondément troublé.

Tandis que l'auto m'emporte dans la nuit froide et étoilée, je repasse en moi-même

les détails de ma visite au camp de Döberitz et, songeant à l'attitude noble et décidée du sergent français, je pense qu'une nation qui possède de pareils hommes est assurée de la victoire.

Les derniers jours de l'année 1914.

Je dois me rendre au Reichstag, où j'ai pris rendez-vous avec un homme politique ; j'en profite pour faire une courte halte devant la statue de Bismarck ; c'est une œuvre lourde, massive, dépourvue de toute valeur artistique : figé dans une attitude prétentieuse, la main sur le pommeau du sabre, le cou énorme enfoncé dans les épaules trapues, le Chancelier de fer promène au loin un regard hautain ; mais à l'heure actuelle cette statue parle puissamment à l'imagination ; celle-ci supplée aux défauts d'exécution et, fouillant dans le passé, se rapporte à l'époque ou cet homme présidait aux destinées de l'Allemagne ; sa politique inexorable et l'orgueil qu'inspira aux Allemands la réussite de ses

projets apparaît alors comme une des causes essentielles de cette guerre. N'en est-il pas un des principaux responsables, lui qui fonda la puissance de l'Empire allemand sur la méconnaissance du droit et de la liberté des nations ? Aussi, c'est à la mémoire du Chancelier de Bismarck que les autorités et la population berlinoises vinrent demander la victoire, c'est au pied de sa statue, qu'au début de la guerre, l'Allemagne déposa des couronnes et dressa un autel ; une foule immense et recueillie assista à cette cérémonie où l'on pria tour à tour le Dieu des batailles et l'homme dont la politique astucieuse savait les préparer ; mais ces temps sont passés, et le Prince de Bismarck dut sourire ce jour-là, du haut de son piédestal, en voyant ceux qui connurent les mêmes ambitions que lui, mais ignorèrent le moyen de les faire triompher, lui demander une victoire impossible.

Devant la statue du Chancelier, je pense aux premiers jours de la guerre, aux défilés de troupes, aux manifestations tapageuses, toutes choses dont un Genevois de mes amis, résidant à Berlin, m'a fait la description ; le fait

est que, durant la première quinzaine d'août, la population des villes se livra à toutes sortes d'excentricités, laissant libre cours à sa nervosité, et à son inquiétude des événements Peu de temps après l'ouverture des hostilités, le bruit court que le gouvernement français envoie en Russie 800 millions qu'il fait transporter en auto ; aussitôt et sans prendre garde à l'absurdité de ce racontar, les autorités s'agitent ; on établit des barrages ; les voitures automobiles doivent s'arrêter à la première sommation ; si l'on ajoute que la surveillance de ces barrages et des voies ferrées fut confiée jusqu'au 10 août aux collégiens des classes supérieures, on aura une idée du désordre qui s'ensuivit ; le fait est que plusieurs innocents furent tués et que les autorités militaires durent intervenir pour mettre un terme à ces agissements. Mais les nouvelles colportées dans la foule allaient leur train, et certains de ces propos de guerre ont une saveur moyenageuse qui ne fait grand honneur, ni à la culture allemande tant vantée, ni à cet « esprit critique » dont m'entretiendra plus loin le professeur Se-

ring (1) ; les Russes, disait-on, empoisonnaient l'eau des sources ; on avait surpris à Metz un espion français au moment précis où il contaminait l'eau des fontaines avec des bacilles du choléra, etc... Bref, l'affolement des populations devint tel que le préfet d'une ville importante, de Stuttgart, se crut obligé à faire placarder l'avis suivant : « La population commence à perdre la tête, les rues sont remplies de vieilles gens des deux sexes, qui se livrent à des faits et gestes indignes : Chacun voit dans son voisin un espion russe ou français et pense accomplir un devoir en le frappant brutalement, lui et l'agent qui le défend. On prend les nuages qui passent dans le ciel pour des aéroplanes, les étoiles et les lanternes de bicyclettes pour des bombes ; certaines gens font courir le bruit que l'on a coupé les fils téléphoniques et télégraphiques en plein Stuttgart, que l'on a fait sauter des ponts, fusillé des espions, empoisonné les sources. Il est impossible de prévoir les événements et l'on ignore si les temps devien-

(1) Voir page 243.

dront réellement durs, mais en réalité il ne s'est rien produit de grave jusqu'ici. Cependant on croirait habiter une maison d'aliénés alors que tout homme qui n'est pas un lâche ou un oisif dangereux devrait faire tranquillement son devoir.

« Agents de police, continuez à conserver votre sang-froid, soyez des hommes et non pas des femmes ; ne vous laissez pas intimider ; ayez les yeux ouverts comme il est de votre devoir de le faire.

« Le Préfet de Police,
Signé : Dr BITTINGER. »

Qu'en termes galants ces choses-là sont dites ! Ne croirait-on pas qu'il s'agit de gourmander des enfants turbulents ; mais en Allemagne l'on ne saisit pas ces nuances, et l'on se soumet facilement aux ordres supérieurs, même s'ils sont formulés d'une façon inconvenante.

L'état d'énervement du début de la guerre a disparu aujourd'hui ; il a fait place tout d'abord à la confiance, celle-ci se basant sur les assurances données par le gouvernement ;

ce dernier promettait, en effet, une victoire rapide ; mais actuellement on commence à s'apercevoir du peu de fond qu'il convient de faire sur ses promesses.

*
* *

Je dîne ce soir-là au Zentral Hôtel ; le Hall immense est brillamment éclairé et l'orchestre attaque de temps à autre une marche guerrière ou une polka endiablée, mais sous cette gaieté factice que l'on entretient à grands frais dans les lieux publics, on sent percer parfois une mélancolie intense ; tel est le cas pour cette froide soirée d'hiver : quelques rares dîneurs échangent des propos à voix basse, un officier passe, il s'appuie péniblement sur sa canne, c'est un blessé convalescent ; aussitôt maître d'hôtel et garçon s'empressent autour de lui et le public le regarde avec admiration.

Tout en dînant je parcours quelques journaux ; qu'elle est vide la presse d'outre-Rhin ! et comme on s'aperçoit rapidement

qu'elle est toute entière asservie aux ordres du gouvernement.

Les journaux satiriques, dont on connut jadis la juste renommée, ne se distinguent pas davantage. J'ai devant moi « l'Ulk », et le « Simplicissimus » ; ce dernier montre aujourd'hui en première page un marin allemand apportant à l'Irlande, représentée sous l'aspect d'un bourgeois à la face réjouie, un magnifique gâteau sur lequel on lit les mots : Home Rule ; malgré les preuves indiscutables du loyalisme de l'Irlande, les Allemands s'imaginent naïvement qu'ils pourront encore susciter des difficultés de ce côté au gouvernement britanique ; au début de la guerre, ils avaient même remis en liberté un officier irlandais fait prisonnier en l'invitant à aller assurer à ses compatriotes que la victoire allemande leur donnerait l'indépendance ; inutile de dire que l'officier s'était simplement rendu au War Office afin d'y demander des instructions pour retourner au front. Mais voici un autre dessin qui fait allusion, celui-là, à la mission du Prince de Bulow : l'ex-chancelier s'apprête à monter sur un vaisseau de

guerre dont le capitaine n'est autre que M. Salandra ; ce dernier s'est avancé sur la coupée afin de recevoir le nouvel arrivant ; cette composition porte le commentaire suivant : « Même le plus avisé des capitaines doit faire appel pendant la tempête à l'habileté d'un bon pilote » ; quelle infatuation et quelle sottise ! Le manque de tact et de psychologie qui caractérise les Allemands s'étale ainsi partout. Je me rappelle, à ce propos, d'une aventure qui m'a fort diverti : Un personnage influent, député au Reichstag et directeur d'une des plus grandes entreprises commerciales de l'Empire, m'accorda un entretien au cours duquel il s'évertua à me montrer les avantages pour l'Espagne d'une victoire allemande ; le lendemain de cette entrevue, je recevais de la part de cet homme politique, un numéro du journal satirique « Kladderadatsch » ; on y avait souligné au crayon rouge une charge représentant un soldat anglais juché sur le rocher de Gibraltar et derrière lui, le roi d'Espagne tapi dans l'ombre, dans l'attitude d'un soldat prêt à s'élancer ; au bas de ce dessin,

s'étalait en mauvais vers allemands, la devise suivante :

Alfons, reg'dich werde munter !
Schmeis'das lange Ekel runter !

(Alphonse bouge-toi, un peu de courage, précipite par terre ce long personnage dégoûtant) ; ainsi le député s'imaginait entrer dans mes bonnes grâces et apporter un argument de plus à ses affirmations de la veille en ridiculisant mon souverain...

Mon dîner s'achève et je me dispose à m'éloigner, lorsqu'un officier s'asseoit à la table à côté de la mienne ; c'est un jeune homme à la figure poupine, presque imberbe, l'air d'un collégien. Il promène autour de lui un regard hautain et tout de suite son attention se fixe sur moi ; ma présence l'inquiète visiblement ; il appelle le maître d'hôtel et lui pose quelques questions à voix basse, mais les explications qu'on lui donne ne paraissent pas le satisfaire ; il m'inspecte d'un œil soupçonneux et tout à l'heure, sous un prétexte futile, il liera conversation avec moi ; pour ma part, je n'y vois aucun incon-

vénient, et lorsqu'il m'adresse la parole pour me demander si j'habite depuis longtemps Berlin, je lui répond que je me trouve de passage dans cette ville, et j'ajoute que je suis Espagnol ; alors, sachant que j'appartiens à un pays neutre, il reprend confiance, et tout aussitôt, avec cet empressement à faire œuvre de propagande qui est si répandu en Allemagne, il essaie de me convaincre, il étale devant moi les mérites de sa nation.

« Mon congé de convalescence vient de prendre fin, me dit-il, et pour la troisième fois je vais retourner au front ; notre armée a fourni durant ces derniers mois un effort unique dans l'histoire ; c'est vraiment, personne n'en peut douter, la première armée du monde ; on prétend que les troupes allemande occupant le territoire belge, ont fait preuve de cruauté envers les habitants du pays ; ceci est faux, des cas isolés ont pu se produire, mais c'est tout ; contrairement à ce que l'on affirme, l'Allemagne s'est montrée généreuse envers la Belgique, alors que l'attitude des populations civiles à notre égard

et les mauvais traitements infligés aux Allemands au début des hostilités, nous autorisaient à nous montrer inexorables. »

Mais mon interlocuteur ne se borne pas à vanter les qualités de sa nation, à nier des faits dont la véracité est établie de façon indiscutable, il entreprend aussi de ridiculiser l'adversaire ; « les Russes sont des brutes affirme-t-il, il n'y a rien à tirer de pareils soldats ! Je crois que nous en aurons bien vite fini avec eux ; les Français se battent bravement, certes, mais la France est une nation d'idolâtres (*sic*) » ; je crois avoir mal compris et je me fais répéter ce terme étrange : « Oui, continue l'officier, le qualificatif est mérité, car en maintes occasions, nous avons trouvé sur les prisonniers français des portraits de femmes qu'ils gardent sur eux comme des amulettes » ; mon interlocuteur dit cela d'un ton très digne et j'ai grand'peine à retenir le fou rire qui me gagne.

Cependant j'observe que, malgré la jactance de ses paroles, l'officier paraît grave, mélancolique. « Cette guerre, prononce-t-il sur un ton las, est l'événement le plus extraor-

dinaire des temps modernes ; vous en verrez la fin, sans doute ; moi je n'y compte guère, car je pars après-demain pour le front oriental...

*
* *

Noël est, par excellence, la grande fête allemande ; les anciennes coutumes familiales sont à ce point ancrées dans les mœurs que les événements actuels n'ont guère entravé les préparatifs de fin d'année. Naturellement, les cadeaux et les friandises que l'on offre sont destinés à rappeler l'époque mémorable où se déroula la Grande Guerre ; le bijou à la mode consiste en un obus en mignature que l'on porte en breloque ; les confiseurs ont rivalisé d'initiative : il y a des bombes en pâtisserie, avec les noms de Liège et d'Anvers, et des pièces montées rappelant vaguement la silhouette du maréchal d'Hindenburg ; partout la croix de fer ; elle apparaît sur les objets de toutes sortes, gravée sur le marbre ou le papier, repoussée sur les métaux, peinte ou brodée sur les étoffes ; c'est une véritable obsession.

La Leipzigerstrasse est assez animée ce soir de Noël ; je presse le pas, car je suis attendu ; je dois me rendre chez des Suisses qui m'ont invité à passer la soirée avec eux, et je sais trouver à cette réunion quelques gros bourgeois allemands avec lesquels je compte m'entretenir ; au coin de la Friedrichstrasse je me heurte à un attroupement en arrêt devant l'étalage d'un libraire ; je m'approche et je constate que c'est une carte des opérations qui attire ainsi l'attention des badauds ; deux cordons multicolores marquent les positions respectives des armées belligérantes. La foule se presse sans échanger aucun commentaire et regarde fixement les petits drapeaux indiquant les emplacements des corps d'armées. Mais l'on s'écarte pour livrer passage à un groupe d'officiers ; ceux-ci accompagnent quelques jeunes Turcs que l'on promène ainsi à toute heure dans les rues de Berlin ; sans doute, on tient à donner le change au bon public et à lui faire oublier que, en fait, l'Allemagne est isolée dans le monde et n'a plus à espérer qu'en ses propres forces.

Je m'engage dans la Franzosischestrasse; me voici parvenu à destination.

J'arrive au moment où l'on se lève de table, la plupart des invités sont des Allemands ; aussitôt que ma qualité de journaliste est connue, on m'entoure. « Vous êtes venu par la Suisse, quelles sont vos impressions sur ce pays, n'est-ce pas qu'il nous est tout acquis ? Du reste les pays neutres, en général, ne tarderont pas à comprendre que c'est leur intérêt de nous appuyer ; les patriotes espagnols, par exemple, doivent désirer le triomphe de l'Allemagne, qui seule est capable de rendre Gibraltar à l'Espagne » ; tous ces gens sont persuadés dans le fond des égards et de l'admiration que l'on doit à l'Allemagne ; ils ne comprennent pas que l'on n'aime pas leur pays. Je serais bien embarrassé pour répondre à toutes les questions qu'ils me posent, mais, heureusement, ils font les demandes et les réponses.

Enfin je vais pouvoir respirer, car l'un des convives me prend à part : c'est un gros commerçant de Hambourg ; je lui pose quelques questions sur la situation économique de

l'Allemagne, mais dès les premiers mots il m'arrête ; plus discret que les hommes politiques, que les grands financiers de son pays, il se dérobe ; d'ailleurs il tient à m'exposer ses vues personnelles sur la situation politique. Un grand événement se prépare, me dit-il : « la Russie est sur le point d'abandonner la cause des alliés » ; cette déclaration faite sur le ton important d'un homme qui détient les secrets de l'Etat m'amuse énormément. C'est étrange, fis-je, j'ai lu la nouvelle que vous m'annoncez, pas plus tard que hier, et dans le *Washington Post*, journal qui est tout acquis aux intérêts de l'Allemagne ; mon interlocuteur paraît embarrassé et n'insiste pas sur ce sujet. « Voyez-vous, continue-t-il au bout d'un instant, c'est l'Angleterre qui est la cause de tout le mal, c'est elle qui nous a acculés à cette guerre, aussi la Belgique toute entière doit-elle devenir allemande ; nous devons l'annexer, non pas dans le but de satisfaire des désirs irraisonnés de conquête, mais afin de tenir le couteau sur la gorge de la perfide Albion ? — Que pensez-vous de la France dans la bourgeoisie alle-

mande ? — Nous ne nourrissons aucun ressentiment particulier contre la France, au fond nous aimons cette nation. » J'ai souvent entendu exprimer cette opinion au cours de mon voyage ; il va sans dire qu'elle n'est pas sincère ; elle provient surtout du fait que de tous les adversaires de l'Allemagne, c'est le soldat français que cette dernière craint davantage. Mais tandis que le bourgeois de Hambourg s'apprête à se lancer dans de nouvelles dissertations politiques, j'entends de gros rires derrière moi et je m'approche du groupe d'où ils partent ; on s'entretient des prodiges accomplis depuis le début de la guerre par les aviateurs allemands, et l'on s'amuse follement de la panique qu'ils ont soi-disant semée dans Paris. Que tous ces gens sont donc crédules ! pas un instant ils ne songent à mettre en doute les communiqués du Bureau de la Presse ; les fausses nouvelles que l'on répand à profusion dans le public sont acceptées comme parole d'Evangile. En temps ordinaire, les Allemands sont d'un commerce fastidieux, mais à l'heure actuelle c'est mille fois pis ; j'y songe tout

en cherchant un prétexte pour m'éloigner, j'ai du reste l'intention de visiter quelques établissements de nuit, et je prends congé au moment ou l'on s'apprête à entonner des chants religieux en s'accompagnant d'un harmonium dont les premiers sons impresionnent désagréablement l'oreille.

Me voici dans la rue ; la nuit est froide et la neige tombe en abondance ; heureusement la « Reinischen Winzerstuben », ou je me rends, est très proche ; ce restaurant de nuit, assez pittoresque avec sa grande salle enguirlandée de feuillages et ornée d'attributs bacchiques, est très aimé des Berlinois. Ce soir l'animation y est intense et j'ai grand'peine à trouver une place ; on chante, on rit, on s'interpelle de table en table et le vin du Rhin coule en abondance, mais cette gaieté manque de spontanéité et de franchise, et sous l'inconscience qu'elle révèle perce par moment l'énervement et l'ennui ; je remarque plusieurs officiers en uniforme ; avant la guerre l'entrée des bars était interdite aux gradés, mais depuis quelques mois le règlement militaire s'est relâché sur ce point, et les officiers

de passage à Berlin en profitent largement.

Soudain le silence se fait, les hommes se pressent autour de l'orchestre et sur un ton guttural entonnent l'hymne guerrier : « *Du, Schwert, an meiner Linken* » (toi épée, à mon côté gauche) ; *Du, Schwert an meiner Linken was foll dein leil'res Blinken ? Schausl mich so freundlich an, hab meine Freude d'ran... Hurra !* (toi épée à mon côté gauche que signifie ton joyeux éclat, tu me regardes si gentiment ; j'en éprouve une grande joie... Hourra !) Cette poésie me paraît enfantine et grotesque, mais sans doute ma mentalité de latin n'atteint pas ces hauteurs.

Mais voici qu'ils reprennent en chœur une autre chanson : « *Wir treten zum Beten Vor Gott, den Gerechten ; Er wallet und hallet Ein strenges Gericht, Er last von den Schlechten die Guten nicht knechten* » (nous allons prier devant Dieu le juste ; il tient un tribunal sévère, il ne laisse pas opprimer les bons par les mauvais) et je songe, oh ! ironie ! que cette chanson s'intitule :

mer les bons par les mauvais) et je songe, oh ! ironie ! que cette chanson s'intitule :

Vieille poésie d'action de grâce *des Flandres.*

Et ainsi, bien avant dans la nuit, ces chants tour à tour religieux ou guerriers continueront à faire trembler les vitres de la *Reinischen Winzersluben...*

CHAPITRE II

LES PARTIS POLITIQUES

Ce sujet paraît devoir donner lieu à un développement bien restreint : En Angleterre, en France, la vie politique est réduite à sa plus simple expression ; tendus vers un même but, toutes les énergies se sont groupées autour du drapeau ; partout le plus bel exemple de discipline ; les rancunes, les aspirations politiques mêmes se sont tues et font place au désir de vaincre.

Voyons ce qu'il en est en Allemagne : Les Allemands eux-mêmes s'accordent à refuser à leur nation l'intelligence politique proprement dite ; le prince de Bulow entre autres, est formel sur ce point : « Nous ne sommes pas un peuple politique, a-t-il dit... le sens

politique est le sens des réalités ; c'est celui-là précisément que les Allemands n'ont pas... »

Cette opinion est assez répandue dans les couches sociales élevées, et je l'ai entendu exprimer plus d'une fois pendant mon séjour en Allemagne ; un des personnages les plus importants de la haute finance berlinoise, M. Witting, directeur de la Banque nationale d'Allemagne, me disait : « En France, en Angleterre, on peut se faire une idée de la situation intérieure en consultant la presse et en s'entretenant avec les hommes politiques ; ici il n'en est pas de même ; l'Allemagne n'est pas un pays d'orateurs et nos députés ne représentent presque rien dans la vie du pays.

— Permettez, lui fis-je observer, votre presse n'est donc pas le reflet de l'opinion publique?

J'entends par là, fit-il vivement, que la lecture de nos journaux ne permet guère de pénétrer intimement dans notre vie nationale. Si l'on avait connu à fond notre caractère, continua-t-il, cette guerre n'aurait pas eu lieu ; nous sommes dépourvus

caractère, continua-t-il, cette guerre n'aurait pas eu lieu ; nous sommes dépourvus

de la brillante imagination qui caractérise les latins ; mais nous avons des qualités solides ; il ne faut rien juger par nos hommes politiques ; ceux-ci, pas davantage que nos professeurs d'Université ou que nos chefs d'industrie, ne représentent l'âme allemande. Ce qui anime notre caractère national, ce qui en est davantage représentatif, c'est la bourgeoisie. Les bourgeois..., c'est l'élément le plus sain du pays. C'est sa force. Des hommes politiques? fit-il en s'animant... Ceux de génie sont rares. Il y eut un Bismarck. Mais des hommes comme celui-là sont encore plus rares chez nous que partout ailleurs. Notre vie politique est appelée à subir de profondes transformations. Nos ministres sont des bureaucrates, des fonctionnaires. Ils n'émanent pas du Parlement et ne sont point responsables devant lui. Peut-être verrons-nous changer tout cela d'ici peu. J'espère assister à l'avènement des réformes qui permettront aux hommes de toutes conditions d'accéder au pouvoir... Nous aurons bien des comptes à régler à la fin de cette guerre. »

Pour ce jour-là notre conversation en resta

là. Et après avoir puisé les premiers renseignements auprès de l'homme bien informé et influent qu'est M. Witting, j'allai sonner à la porte de quelques leaders de marque.

*
* *

M. von Liszt, Autrichien de naissance, est le neveu du grand compositeur Franz Lizst. Professeur de Jurisprudence à l'Université de Berlin, célèbre en Allemagne, c'est le type de l'intellectuel égaré dans la politique. Il n'y fait pas d'ailleurs mauvaise figure. Des qualités certaines, une grande habileté, de la distinction dans les manières, une intelligence prompte à saisir les détours et les opportunités de la vie publique, en ont fait un des orateurs et un des chefs les plus écoutés de la fraction libérale progressiste du Reichstag (*Fortschrittliche Volkspartei*). Encore jeune, petit de taille, l'œil bleu très clair, la parole prompte, le geste vif, M. von Liszt s'exprime couramment en français, et c'est dans cette langue que je lui indiquai le but de ma visite.

— Ah ! la guerre, me dit-il, la guerre a

fauché bien des amitiés, suspendu bien des travaux scientifiques entrepris en commun.

Mais je fais comprendre à M. von Liszt que ce n'est pas l'homme de sciences que je viens consulter aujourd'hui, que c'est au député que je m'adresse afin d'obtenir quelques éclaircissements au sujet de l'attitude de la fraction sociale démocratique.

— Je suis tout disposé à vous fournir ces éclaircissements, me dit-il.

« L'attitude adoptée par le parti socialiste, au cours de la séance du 4 août 1914, répond absolument à l'état d'esprit de la grande majorité de ses électeurs dans tout l'empire. Le peuple allemand a été, dans ces heures graves, unanime à reconnaître qu'il lui fallait employer tous ses moyens pour défendre la puissance de l'empire allemand contre les forces supérieures de l'adversaire. L'action du parti social démocratie n'a pu surprendre que les rares politiciens qui avaient douté des sentiments nationaux du monde ouvrier allemand. Depuis le 4 août, rien ne s'est modifié dans les sentiments du peuple. L'attitude de la fraction socialiste, le 2 décembre

dernier, répondait aussi à ces sentiments. Le député Liebknecht, qui ne se leva pas de

Autographe de M. von Liszt.

Dr. Franz von Liszt
Prof. der Rechte.

Berlin-Charlottenburg 2, den. 8. 1. 1913
Hardenberg-Str. 19

Sehr geehrter Herr Doktor!

Beiliegend übersende ich Ihnen

1. Die Antwort auf die von Ihnen an mich gerichteten Fragen:
2. Meine Karte für Professor Haeckel.

Mit den besten Empfehlungen

in vorzüglicher Hochachtung

Ihr ergebenster

Liszt

son siège lors du vote des crédits, a par ce fait commis un véritable suicide politique. Pas un mot ne fut prononcé par lui à cette occasion. Le discours flamboyant que les journaux français lui prêtèrent n'est qu'une pure fantaisie. L'état d'esprit du peuple allemand, en ce qui concerne la guerre, me dit-il en terminant, peut se résumer ainsi : « *Nous résisterons* jusqu'au dernier homme et jusqu'au dernier sou. »

Il prononça cette dernière phrase avec énergie. Mais comme elle était significative, cette dernière phrase ! Il y a trois mois encore, M. von Listz eût-il prononcé ce : « *Nous résisterons* »? Ce n'est plus le langage triomphant des premiers jours, c'est la parole d'un homme ayant déjà le sentiment des réalités — sentiment que je retrouverai chez presque toutes les personnes appartenant à la classe élevée.

*
* *

Pour ce qui est des affirmations sur les socialistes, M. von Richthofen, que je fus consul-

ter peu après, me le confirma presque exactement. M. von Richthofen est le fils de l'ancien secrétaire d'Etat aux affaires étrangères et jouit, de ce fait, d'une influence certaine auprès des hommes de gouvernement. Conseiller d'ambassade, il est au Parlement un des représentants les plus autorisés de la diplomatie impériale.

Je trouvai M. von Richthofen au Hansabund. Comme avec M. von Liszt, nous nous exprimâmes en français. Il le parle même avec une certaine élégance. Il pèse ses mots et sa figure rasée d'homme jeune prend par instants une expression malicieuse :

— Mon point de vue a toujours été, me dit-il, que l'assertion d'après laquelle la Social-Démocratie abandonnerait la patrie allemande à l'heure du danger était fausse. L'attitude de ce parti a été la confirmation de ce que j'attendais. Il est clair que cette manifestation du sentiment national de la part de la fraction socialiste a la plus grande importance au point de vue de l'avenir de notre politique intérieure.

— C'est parfait, lui fis-je observer, vous

me parlez de l'orientation du parti socialiste au début de la guerre ; mais depuis lors?

— L'attitude du parti ne s'est point modifiée entre temps, se contenta-t-il de me répondre, car on ne saurait attribuer une importance quelconque à l'affaire Liebknecht.

« Le peuple allemand, me dit-il en passant à un autre sujet, le peuple allemand et la petite bourgeoisie ne cherchent pas à être bien informés. Ils ne demandent qu'à être gouvernés. Il va sans dire que j'exclus de ce compte les ouvriers des fabriques. Leur mentalité n'est plus la même, et, de ce côté-là, il pourrait arriver qu'on se heurtât à certaines difficultés.

« En ma qualité de parlementaire, j'ai eu l'occasion de prendre contact avec toutes les classes de la société et je suis persuadé que le peuple allemand n'a pas voulu la guerre. Mais, d'autre part, on avait la conviction qu'elle ne pouvait plus être évitée ; et maintenant personne ne saurait douter de notre ferme résolution de la poursuivre jusqu'à ce qu'*une paix honorable* nous soit assurée. »

Une paix honorable ! Quel Allemand eût parlé de paix honorable, il y a deux mois !

« *Nous résisterons* », fit M. von Liszt. « *Nous poursuivrons la guerre jusqu'à ce qu'une paix honorable* nous soit assurée », ajoute à son tour M. von Richthofen. La dure réalité façonne les esprits allemands orgueilleux, mais souples à l'occasion. (Nous verrons au surplus dans un autre chapitre de cette enquête ce que les Allemands entendent par une paix honorable).

Je me gardai d'interrompre M. von Richthofen. Tout naturellement il revint aux questions de politique intérieure, et son langage alors ne fut pas très différent de celui de M. Witting :

— Notre organisation politique pêche par bien des côtés, nos ministres ne sont pas responsables devant le Parlement, voilà le grand mal. Tout cela s'arrangera après la guerre. Lorsque, en France, en Angleterre, on reprochait à l'Allemagne le manque de libéralisme de sa charte parlementaire, nous étions du même avis, mais nous entendions nous passer du conseil de l'étranger et faire ces réformes nous-mêmes. »

Ces critiques ne manquent pas de fondement. Elles dénotent en tout cas un état d'es-

prit que, pour ma part, je ne m'attendais pas à trouver aussi développé.

C'est un fait que durant ces dernières années le système parlementaire allemand a légèrement progressé dans un sens libéral. Le prince de Bülow fut le premier à comprendre les nécessités du moment et, plutôt que d'opposer une vaine résistance à la vague montante, il préféra lui imprimer une direction. Il réunit en un bloc les conservateurs, les libéraux et les radicaux et gouverna avec eux. Il fut ainsi le premier chancelier parlementaire de l'Empire germanique. Il tenait son influence du Parlement bien plus que du souverain.

Celui-ci le savait, c'est pourquoi il s'abstint de toucher au chancelier lorsque ce dernier lui infligea un blâme en pleine séance du Reichstag. Guillaume II préféra attendre patiemment la désagrégation du bloc, l'échec parlementaire qui le délivrerait du prince mentor. Mais à ce jeu les élus voyaient leur influence grandir. Se sentant une force jusqu'alors inconnue, ils entendaient continuer à en faire usage. Aussi le choix du nouveau chancelier

inconnue, ils entendaient continuer à en faire usage. Aussi le choix du nouveau chancelier

Autographe de M. von Richthofen.

LEGATIONSRAT FREIHERR VON RICHTHOFEN
MITGLIED DES REICHSTAGS

BERLIN NW 7 DEN 11. Januar 1914.
DOROTHEENSTR. 16

Herrn

Doktor Johannes de Ibarra,

Berlin

Centralhotel.

Sehr geehrter Herr Doktor !

Anbei übersende ich Ihnen die Beantwortung meiner Fragen. Da ich sehr beschaftigt war, habe ich dieselben in Deutsch gehalten.

Mit angelegentlichsten Empfehlungen

Ihr

sehr ergebenster

H. Richthofen.

Anlage.

causa-t-il une déception profonde, une déception qui subsiste encore et se manifeste à tout propos dans les conversations privées.

M. de Bethmann-Hollweg personnifie en effet les tendances opposées à celles de son prédécesseur. Il gouverne avec les conservateurs et le centre contre les socialistes et les libéraux, mais il est avant tout le représentant de l'empereur et ne désire être que cela. On lui reproche, surtout, de manquer d'envergure, d'esprit et de talent politique. L'échec de sa politique intérieure et extérieure est en effet complet, et les Allemands des classes élevées le reconnaissent aisément.

* * *

Après avoir vu le baron von Richthofen, je décidai d'aller frapper à la porte d'un autre libéral de marque : chez M. Siegfried Heckscher, l'un des directeurs de la puissante compagnie Hambourg-Amerika Linie.

Cette compagnie, dont les vapeurs énormes sillonnaient hier les routes de l'Atlantique, est réduite aujourd'hui à l'inactivité. Ses

vaisseaux sont immobiles. Nul transit ne fait plus frissonner leurs flancs. Je conçois que M. Heckscher n'en éprouve aucun agrément. Je le trouvai à l'hôtel Arlon, avenue Unter-den-Linden, juste en face l'ambassade de France.

Comme M. von Liszt, M. Siegfried Heckscher fait partie de la fraction libérale progressiste du Reichstag. Il a une quarantaine d'années. Il est grand, mince, blond, s'exprime posément et cherche prudemment ses mots. Notre conversation fut assez longue. Mais au bout de notre entretien il me dit :

— Je vais me résumer en une note écrite. Je vous autorise à la publier.

Il gagna son bureau et traça ces lignes que je transcris fidèlement.

« Au commencement de la guerre, l'Allemagne était unie et les partis ont cessé d'exister. Cet état durera jusqu'à la paix honorable.

« La situation économique de l'Allemagne produit, comme du reste celle de la Russie, de la France et de l'Angleterre, quelques inconvénients que l'Allemagne supporte avec patience et qui n'auront aucune influence sur la durée de la guerre.

patience et qui n'auront aucune influence sur la durée de la guerre.

« Le peuple allemand est bien instruit des événements et son état d'esprit est incomparablement confiant, résolu et enthousiasmé. Il commence déjà à montrer ses effets sur les pays neutres, malgré la campagne mensongère du câble anglais.

« L'état d'esprit des dirigeants est le même. L'esprit d'unanimité est parfait.

« Le passage militaire à travers le Luxembourg était nécessaire à cause des chemins de fer allemands en Luxembourg.

« La Belgique est une des nombreuses victimes de la politique perfide des Anglais. Comparez, s'il vous plaît, avec Gibraltar.

« Les événements ont prouvé, même pour l'aveugle et le sourd-muet, que la neutralité de la Belgique a été violée par elle-même avant que les troupes allemandes eussent franchi les frontières belges.

« Quant à la sympathie pour la nation allemande dans les pays neutres, ma conviction est qu'elle augmentera à mesure que le brouillard anglais s'évanouira. »

Je ne commenterai pas longuement les apophtegmes de M. Siegfried Heckscher : sa con-

ception sur la violation de la neutralité de la Belgique suffit à tout commentaire. Mais comment ne pas être frappé de la concision de ce texte? Toute la mentalité allemande s'y révèle en quelques lignes. Le mépris du droit des gens et des peuples éclate dans la sentence concer-

Autographe de M. Heckscher.

Hamburg-Amerika Linie
Sozialpolitische Abteilung

Hamburg, den 7. janv.

Monsieur,

Au commencement de la gu
l'Allemagne était unie et les par
ont cessé d'exister. Cet état durera
jusqu'à la paix honorable.

La situation économique en Alle
demne comme du reste celle en Ru
en France et en Angleterre quel

inconvénients que l'Allemagne porte avec patience et qui n'auront aucune influence sur la durée de la guerre.

L'état d'esprit du peuple allemand bien instruit est incomparablement confiant, résolu et enthousiasmé. Il commence déjà à montrer ses effets sur le monde neutre malgré la campagne mensongère du cable anglais.

L'état d'esprit des dirigents est le même et l'esprit d'unanimité est parfait.

Le passage militaire à travers du Luxembourg était necessaire à cause des chemins de fer allemands en Luxembourg.

La Belgique est une des nombreuses victimes de la politique perfide des Anglais. Comparez, s'il vous plaît, Gibraltar

Les événements ont prouvé, même pour l'aveugle et le sourd-muet, que la neutralité de la Belgique a été violée par elle-même avant que les troupes allemands eurent franchi les frontières belges.

Quant aux peuples neutres, la

sympathie pour la nation allemande augmentera, selon ma conviction, à mesure que le brouillard anglais s'évanouira.

Nous autres Allemands sommes convaincus que l'esprit chevaleresque des Espagnols rend justice à notre combat d'existence.

Espérant, monsieur, que vous garderez un bon souvenir à ma patrie, je vous serre cordialement la main.

W. F. Heckscher

nant le Luxembourg et la Belgique. La haine impitoyable du directeur d'une compagnie puissante pour le commerce maritime anglais s'y traduit à deux reprises par d'étranges affirmations. Et tout cela est écrit en une langue sèche et tranchante comme des ordres. M. Heckscher ne s'embarrasse point de considérations multiples : il affirme. Ce n'est pas au

surplus la manière de gagner des amitiés, et M. Heckscher, depuis trois mois, a dû constater qu'en dépit de ses prévisions la sympathie pour l'Allemagne ne s'était pas accrue dans les pays neutres.

*
* *

M. von Gwinner, directeur de la Deutsche Bank et membre de la Chambre des Seigneurs, voulut bien répondre à quelques-unes de mes questions : ses déclarations furent brèves mais significatives.

— Regardez autour de vous, me dit-il, est-ce que notre vie a changé? est-ce que nous souffrons de cette guerre? Toute chose continue comme auparavant. Voilà bien la démonstration la plus probante de notre force et de notre préparation supérieure.

Je l'écoutais, tout en pensant combien j'étais peu disposé à me contenter de ces apparences flatteuses, de ce côté extérieur des choses qui peut tromper le voyageur en quête

d'impressions, mais non celui qui tente une étude plus approfondie du milieu.

— Les partis ne comptent plus, me dit M. von Gwinner, nous sommes tous unis et tournés du côté du danger.

— Vous estimez donc que la situation est sérieuse pour l'Allemagne ?

— Sans aucun doute. Aucune personne de bon sens n'en saurait douter.

*
* *

Pour compléter mes premiers renseignements, je me rendis chez le duc de Trachenberg, prince de Hatzfeldt.

Pendant seize ans, il représenta au Reichstag la province de Silésie, dont il est un des plus grands propriétaires fonciers. Pendant seize ans, il siégea à la droite conservatrice et il est encore aujourd'hui membre de la Chambre des Seigneurs.

Je trouvai le duc dans son hôtel particulier, Beethovenstrasse. Il me reçut dans son cabinet de travail, meublé avec goût, et où je distinguai, pendu au mur, un fort beau

portrait de Lembach. Le duc, qui est grand et mince, était en uniforme de général « pour la suite », c'est-à-dire de général honoraire. Mais sous cette apparence perçait le type parfait du grand seigneur terrien. Le duc a beaucoup voyagé. Il parle le français de façon pure, et c'est dans cette langue qu'il me dit :

— Des concessions aux gauches, mais que peuvent-elles bien demander? Nous avons réalisé les grandes réformes que les socialistes avaient inscrites dans leur programme. Nous leur avons donné des retraites ouvrières, des assurances d'invalidité et de chômage.

Je fis remarquer au prince que les milieux ouvriers de l'empire sont pourtant loin d'être satisfaits des mesures prises par le gouvernement (1).

(1) On lit dans le dixième « rapport sur le mouvement syndical » (page 21) — Berlin 1914 — : « La situation actuelle se présente sous un triste aspect ; les seules institutions d'assurances contre le chômage qui ont donné, d'après l'avis unanime des experts, des résultats satisfaisants, c'est-à-dire les fonds d'assurance organisés par les syndicats ouvriers sont arrivés à la dernière limite de leurs forces. Les adhérents furent souvent stimulés à faire des sacrifices énormes, alors que l'Empire, les Etats fédérés et les com-

— Nos ministres ne sont pas responsables, répliqua-t-il, sans répondre directement à mon objection, mais dans quel pays le sont-ils réellement?

Le duc demeura quelques instants silencieux puis il poursuivit d'une voix triste : « J'espérais qu'étant donné mon grand âge, je disparaîtrais avant d'avoir vu cette guerre.

— La durée en sera longue, n'est-ce pas?

— Durant l'hiver, fit-il doucement, les troupes, de part et d'autre, souffriront beaucoup. Puis viendra le printemps. Avec lui renaîtront les forces et les opérations reprendront de plus belle. On se battra peut-être pendant tout l'été de 1915, mais les premiers frimas donneront à réfléchir et la perspective de passer un nouvel hiver dans les tranchées

---

munes apportaient une négligence impardonnable dans leur devoir de secourir ces institutions de prévoyance... Les représentants officiels du gouvernement allemand prétendent que ce dernier est à la tête des réformes sociales alors qu'il n'a pas déboursé un sou pour combattre le chômage pendant la dernière crise... les nouveaux impôts ont augmenté cette calamité sans qu'aucune mesure soit intervenue en faveur de la prévoyance contre le chômage. »

n'est pas faite pour prolonger la guerre au delà de la chute des feuilles.

Il y eut un nouveau silence. Maintenant je pensais à l'armée allemande, à ses chefs et à cet Hindenburg, objet de l'idolâtrie berlinoise.

Je l'interrogeai sur ce général :

— Hindenburg est un grand chef. Mais je ne crois pas que la possession de Varsovie vaille de grands sacrifices. L'effet moral exercé sur les neutres est à présent suffisant.

Et comme je lui posais encore une question sur la situation économique de l'Allemagne, le duc répondit :

— Les dernières récoltes de céréales et de pommes de terre sont bonnes.

Il me cita des chiffres, mais je n'insistai pas. Je me retirai.

J'entendis derrière moi se fermer la lourde porte de fer forgé. Il neigeait, il faisait froid, et déjà la chaussée de la Beethovenstrasse était couverte comme d'un duvet blanc. Tandis que je me disposais à poursuivre ma route, j'entendis prononcer mon nom. Je relevai la tête, qu'arrosaient de gros flocons de neige.

Au premier étage, dans l'encadrement d'une fenêtre grande ouverte, se dressait la haute silhouette du duc de Trachenberg. Il était immobile, mais sa bouche me lança ces mots :

— Surtout n'oubliez pas que notre dernière récolte de pommes de terre est de 450 millions de quintaux...

Et la fenêtre se referma. Je repris ma route sous la neige. C'était alors la fin de décembre. Depuis je me suis aperçu — et l'Allemagne aussi — que la récolte était tout de même un peu mince.

Il me fallait aller, pour poursuivre mon enquête, chez les socialistes. Les socialistes allemands ! De quelle grâce n'ont-ils pas été parés aux yeux de l'Internationale ouvrière ! C'était presque toujours d'eux que venait la parole sacro-sainte. C'était chez leurs théoriciens imprégnés de la lourde métaphysique allemande que les socialistes de tous les pays puisaient leur conviction et leur ligne de conduite. Que sont devenues aujourd'hui toutes ces théories ? Le socialisme a paru balayé par le grand souffle de la guerre, et la discipline

socialiste s'est inclinée, dès la première heure, en Allemagne, devant la discipline militaire. Est-ce une apparence? Est-ce une réalité? C'est ce que je suis allé demander aux socialistes les plus notoires.

M. Bernstein est une des personnalités les plus marquantes du parti. Employé de banque dans sa jeunesse, puis rédacteur pendant plusieurs années du *Social Democral*, à Zurich, il séjourna ensuite en Angleterre. Député de Breslau de 1902 à 1906, il ne fut réélu qu'en 1912. Il s'est spécialisé au Reichstag dans les questions économiques et financières. Il habite une petite villa à Schönberg, faubourg berlinois, dont il est conseiller municipal.

Edouard Bernstein est un homme de 65 ans, chauve, avec une barbe broussailleuse et grisonnante. Derrière ses lunettes, qui chevauchent son grand nez en bec d'aigle, luisent des yeux intelligents et vifs. Le député m'a reçu dans son cabinet de travail tapissé de livres. Dès les premiers mots, il se lamenta sur les conséquences de la guerre.

— Les liens internationaux que nous avions resserrés au prix d'efforts si patients sont dé-

sormais rompus. Le monde ouvrier en souffrira le contre-coup dans tous les pays. »

Je lui demandai de me faire un exposé des aspirations et de l'action socialistes depuis le début de la guerre. Et je lui posai plus précisément cette question :

— Comment motivez-vous le vote du 4 août ?

— Le moment n'est pas venu, me dit-il, de rechercher les responsabilités encourues dans cette guerre. Toutefois, je suis obligé de toucher cette question pour la clarté du sujet. En ce qui concerne l'Allemagne, la situation nous était présentée telle qu'il suit : la Russie avait procédé, au moins officiellement, à la mobilisation ; c'était donc une menace de guerre. Le gouvernement russe n'avait pas cessé sa mobilisation en dépit de l'ultimatum qui lui fut adressé par le gouvernement allemand, ceci suivant le Livre Blanc publié le 3 août par le gouvernement impérial. Selon ce même Livre Blanc, le gouvernement français aurait répondu à l'ultimatum que la France ferait ce que ses intérêts lui commmanderaient. En outre, la France et la Russie

apparurent comme étant les pays qui auraient ouvert les hostilités par une action militaire anticipée. A l'est et à l'ouest, toujours d'après les rapports officiels, des troupes ennemies auraient pénétré sur territoire allemand.

« En présence de ces affirmations du gouvernement, la fraction socialiste du Reichstag avait à déclarer, le 4 août, s'il convenait ou non d'accorder les crédits demandés.

« L'affaire austro-serbe, cause initiale de cette guerre, ne fut même pas effleurée au cours des débats préliminaires qui eurent lieu au sein du Parti. La question de savoir quel était le gouvernement qui, le premier, avait décrété la mobilisation, la lecture des rapports officiels sur l'ouverture des hostilités par tel ou tel des belligérants, éclipsèrent tous les autres points de vue.

« Pour la grande majorité de la fraction, il ne s'agissait plus que d'établir si, au moment où les ennemis avaient déjà posé le pied sur le sol allemand, et si, dans une guerre où l'ennemi principal était la Russie, un parti représentant un tiers du peuple allemand

pouvait refuser les moyens de défendre le pays.

« A l'inverse, une minorité se demanda s'il était admissible de donner au gouvernement les moyens d'entreprendre une guerre au sujet de laquelle on ne possédait qu'un rapport unilatéral et qui, en outre, était le produit d'un système politique contre lequel la Social-Democratie avait toujours combattu avec la dernière énergie. Accorder les crédits signifiait de la part des socialistes une contradiction flagrante, qui produirait la plus fâcheuse impression sur les ouvriers des autres pays.

« Cette dernière opinion ne put cependant prévaloir. *En effet, lors du vote qui eut lieu au sein du Parti, un sixième seulement des votants se déclara opposé à accorder les crédits.* En conséquence, on décida d'accéder aux désirs du gouvernement et, *comme on avait préalablement résolu de voter dans tous les cas à l'unanimité lorsque le Parti se présenterait au Reichstag*, on eut le 4 août le spectacle vraiment extraordinaire de voir la Social-Democratie voter les crédits de guerre avec les partis bourgeois. Les représentants du peuple allemand

apparurent ainsi parfaitement unis aux yeux de l'étranger (1).

---

(1) Texte du discours prononcé par M. Hugo Haase, chef du parti socialiste, au cours de la séance du 4 août :

« Nous nous trouvons à un moment décisif. Les suites de la politique impérialiste amenée par une ère d'armements qui a contribué à aggraver les différends entre les peuples ont déchaîné la guerre qui envahit l'Europe comme un torrent. Que ces responsabilités retombent sur les dirigeants de cette politique ; nous, nous les repoussons. La Social-Démocratie a combattu de toutes ses forces ce fatal dénouement, et jusqu'à la dernière heure elle a agi en faveur du maintien de la paix par de puissantes manifestations dans tous les pays et notamment en parfait accord avec ses frères de France. Ses efforts sont restés vains.

« En présence du fait acquis et menacés du danger d'une invasion ennemie, ce n'est pas pour ou contre la guerre que nous avons à nous déclarer, mais bien sur la questions des moyens à fournir pour la défense du pays.

« Il nous faut penser à des millions de nos camarades qui, sans qu'il y ait de leur faute, se trouvent entraînés dans cette fatalité ! Ce sont eux qui supportent tout le poids de cette guerre. Nos vœux les plus chaleureux accompagnent tous nos frères appelés sous les drapeaux, sans distinction de partis.

« Nos pensées vont aussi aux mères qui doivent livrer leurs fils, aux femmes et aux enfants privés de tout soutien, menacés des affres de la faim. Bientôt aussi des milliers de blessés et de combattants mutilés reviendront du front. Nous considérons comme un devoir pressant de leur venir en aide, d'alléger leur sort, de soulager ces peines immenses.

« Notre peuple et son avenir de liberté sont mis en jeu par une victoire du despotisme russe qui s'est souillé du sang des meilleurs de ses enfants. Il s'agit de repousser ce danger et d'assurer la civilisation et l'indépendance de

« Dans le parti socialiste, continua-t-il, on a fait et on persiste à faire certaines objections au vote du 4 août. Le résultat de ce vote n'ayant pas pénétré partout en même temps que la déclaration qui le motivait, et d'autre part, le télégraphe ne l'ayant transmis qu'en abrégé, cet acte fut partout interprété comme étant l'assentiment de la Social-Democratie en faveur de la guerre.

« Cet assentiment a causé une vive déception. On pensait, en effet, qu'en cas de guerre

---

notre propre pays. En agissant ainsi nous nous conformerons à nos déclarations d'avant la guerre, nous n'abandonnerons pas la patrie à l'heure du danger. Nous nous sentons en accord avec l'Internationale qui a de tout temps reconnu à chaque peuple le droit d'être indépendant et celui de se défendre, aussi bien qu'en harmonie avec ses préceptes, nous condamnons toute guerre de conquête.

« Nous demandons qu'il soit mis un terme à la guerre aussitôt que le but tendant à garantir la sûreté du pays aura été atteint et que nos adversaires seront disposés à faire une paix rendant possible l'amitié entre peuples voisins. Nous demandons cela, non seulement dans l'intérêt de la solidarité internationale que nous avons toujours défendu, mais aussi dans l'intérêt du peuple allemand.

« Nous espérons que la cruelle école des souffrances causées par la lutte actuelle éveillera chez d'autres millions d'hommes l'horreur de la guerre et qu'elle les gagnera en faveur de l'idéal du socialisme et de la paix entre les peuples.

Inspirés par ces principes, nous accordons les crédits demandés. »

l'attitude du parti fondé par Bebel et Liebknecht devait s'inspirer de la conduite de ces derniers pendant la guerre de 1870. Le socialisme, parvenu pourtant à une grande puissance fournissait les moyens en vue d'une guerre qui n'avait pas été déclarée à l'Allemagne, comme en 1870, mais au contraire, que l'Allemagne avait déclarée, à l'est comme à l'ouest.

« Voilà, conclut M. Bernstein, les objections que l'on oppose au vote qui accorda les crédits. »

« L'opinion de la majorité du parti socialiste n'a-t-elle subi aucune modification depuis le vote du 4 août? demandai-je à M. Bernstein.

— Je ne puis, me répondit-il, faire de déclarations précises à ce sujet, *mais notre attitude plus réservée à l'égard du gouvernement et les décisions qui pourront s'en suivre obéissent à notre désir de faire entendre une voix plus ferme de l'autre côté des frontières afin de pouvoir servir en temps voulu la cause de la paix.* »

J'eus quelques jours après l'explication de ces paroles lorsque j'appris que le parti so-

cialiste et les Polonais avaient pris la décision de faire bloc contre le gouvernement à la prochaine réunion du Landtag de Prusse et de voter contre les nouveaux crédits (1).

Pour des raisons que l'on devine aisément, tous les personnages que j'avais consultés jusqu'alors m'avaient affirmé que l'orientation du parti socialiste n'avait subi aucune modification depuis le début de la guerre et que cette attitude reflétait fidèlement l'opinion des couches profondes de la société allemande. M. von Richthofen s'était montré particuliè-

(1) On m'avait informé que le ministre de l'intérieur et celui des Finances avaient convoqué les délégués de toutes les fractions représentées au Landtag de Prusse. Il s'agissait officiellement d'échanger des vues au sujet de la situation financière, mais en réalité on désirait sonder les chefs des partis en vue de la prochaine demande de crédits. Au cours de cette réunion on n'avait pu aboutir à une entente au sujet du désir exprimé par le gouvernement : Celui-ci tenait à écarter des délibérations tout ce qui pourrait faire l'objet d'une discussion publique et prouver aux yeux de l'étranger qu'il existait des divergences d'opinion entre les différentes fractions politiques. Les Polonais et les socialistes avaient déclaré qu'en leur qualité de représentants du peuple, ils ne pouvaient consentir à garder le silence et qu'ils entendaient rester sur leurs positions et défendre les intérêts de leur parti.

Mon informateur, qui lui-même avait pris part à la délibération, ajoutait que l'on s'était séparé sans pouvoir en venir à une solution.

rement affirmatif à cet égard ; il me parut intéressant de le consulter à nouveau. « La coalition du parti socialiste et des Polonais, formée dans le but de faire obstacle au vote des crédits, se dissoudra avant d'arriver aux urnes me dit-il ; le gouvernement se décidera sans doute à faire des concessions afin d'éviter un vote qui pourrait avoir des conséquences fâcheuses au point de vue moral ; on se fera des concessions mutuelles et tout s'arrangera. »

On sait que les événements n'ont pas donné raison à M. von Richthofen et que l'opposition qu'on craignait s'est produite sous la forme d'une violente manifestation qui a eu lieu, non seulement au Landtag de Prusse, mais encore au Reichstag.

*
* *

Le député socialiste, M. Sudekum, dont les relations avec les milieux gouvernementaux sont très étroites, estime que le pouvoir fera peut-être quelques concessions immédiates aux partis avancés, mais il croit surtout que ceux-ci obtiendront après la guerre, sinon le

suffrage universel pour la Prusse, du moins un acheminement vers cette réforme libérale. Je lui demandai de me parler des aspirations politiques de la Démocratie allemande.

« La petite bourgeoisie, me dit-il, les petits commerçants se laissent gouverner, les ouvriers au contraire, ont l'esprit batailleur, mais la plupart d'entre eux ne sont pas partisans de faire une révolution. Leurs protestations sont purement platoniques et ils ne les formulent que dans le but d'obtenir des réformes d'ordre professionnel. La majorité de nos ouvriers ne s'est jamais montrée opposée aux armements. Ils ne critiquent le militarisme qu'en tant qu'organisation fondée sur l'esprit de caste. »

Il s'arrête un instant puis reprend avec force:

« Non, *Liebknecht le rouge*, car tel est le surnom qu'il se donne, se trompe lorsqu'il croit qu'une révolution est possible en Allemagne. En temps de paix, les ouvriers élevaient la voix dans les meetings. Ils se laissaient entraîner momentanément par l'éloquence d'un orateur populaire, mais lorsqu'il s'agissait de passer des paroles aux actes, le vide se faisait autour des agitateurs. Une révo-

lution en Allemagne est *techniquement impossible.* Des raisons matérielles s'y opposent : voyez notre organisation militaire, jetez un coup d'œil sur ces larges rues de Berlin : quelques agents de ville et un sergent suffiraient pour y briser dès le début toute tentative d'émeute... »

J'étais, en effet, à cet instant, avec le citoyen Sudekum, dans une des grandes rues de Berlin. Il me parlait en français tout en me désignant d'un geste de main le boulevard que nous suivions. Un passant nous croisa, tendit l'oreille, se retourna un peu inquiet, mais il continua son chemin. M. Sudekum sourit légèrement et reprit :

— Et puis, à quoi mènerait une révolution? Il n'existe pas au fond de pays plus libre que l'Allemagne. La France et l'Angleterre réunies ne possèdent pas autant de libertés que notre Empire allemand. »

M. Sudekum me tint un langage assez rassurant pour l'impérialisme allemand. Je dois ajouter que le jour même, M. Baumeister, qui est secrétaire de la fédération internationale des Syndicats ouvriers, ne me parla pas, lui non plus, de révolution. Tout au plus m'af-

firma-t-il « qu'après les hostilités, la lutte entre patrons et ouvriers ne manquerait pas de reprendre avec plus de vigueur que jamais. »

* * *

J'avais appris de la bouche de M. Bernstein qu'au cours de la réunion préparatoire qui précéda le vote du 4 août, la fraction socialiste avait mis aux voix la question de savoir si le parti devait ou non accorder les crédits de guerre. Je savais également qu'un certain nombre de députés, un sixième environ, vota contre les crédits. Mais ces élus se plièrent à la discipline du parti et, au Reichstag, le vote eut lieu à l'unanimité. On sait, d'autre part, qu'à la séance du 2 décembre, il n'en fut point de même et que l'un des députés du parti, M. Karl Liebknecht, resta assis au moment du vote (1). Il se disposait à motiver son attitude, mais le président du Reichstag, M. Kaempf, refusa de lui donner la parole, sous

(1) Sitôt après le vote du 2 décembre le député socialiste communiqua à la presse une note motivant son refus d'accorder les crédits, mais le gouvernement donna des ordres en conséquence, et pas un journal n'osa la publier.

prétexte que son discours eût entraîné un rappel à l'ordre.

Mon enquête eût été incomplète si je n'avais été voir Karl Liebknecht. Il m'intéressait au surplus de l'entendre parler, d'écouter cet homme dont les gestes récents ont prêté à tant d'interprétations différentes.

Je me rendis chez le député socialiste. Il exerce, avec son frère, la profession d'avocat. Dans le bureau où l'on me fit attendre, plusieurs personnes étaient déjà assises. C'étaient des clients de l'avocat : petits bourgeois berlinois à l'attitude humble. Quelques-uns lisaient un journal. D'autres promenaient leurs regards sur les portraits des grands chefs socialistes pendus au mur. J'y distinguai un portrait en buste de Liebknecht le père, enveloppé d'un drapeau rouge orné de cette devise : « Treu über's Grab hinaus des Volkes bestem Sohne gendenken dein der Arbeit rothe Bataillone. » « Fidèles jusqu'au delà de la tombe au meilleur des enfants du peuple — les bataillons rouges du Travail pensent à toi. »

Soudain, j'entendis mon nom. C'était le clerc de M. Liebknecht qui l'avait prononcé.

Autographe de M. Kaempf.

Berlin 8. Januar 15

Sehr geehrter Herr,

Ich hatte Ihnen heute morgen der Sicherheit halber geschrieben, daß ich vor Nachmittag zu Ihrer Verfügung stände. Nachdem ich trotzdem Ihre Zeilen von 7. d. M. erhalten und daraus ersehen habe, um was es sich handelt, gleiche ich auf Ihren Wunsch vorzeitig zu sollen, da es. vielleicht

wünschenswerth ist, mich über
das augenblickliche
Verhältniß über die
Sache zu unterrichten, das
Sie uns vorlegen. Ich
bitte daher es uns nicht
übel zu nehmen, wenn
ich, sobald ich Ihre Ge-
schäftsgewandtheit
hätte, Sie bitte, von dem Ge-
bieten Abstand zu nehmen.

Hochachtungsvoll

Dr. Paeuly

Il me pria de le suivre ; je traversai la pièce, j'entrai dans un cabinet de travail.

Liebknecht était debout derrière son bureau encombré de dossiers, la main tendue pour me désigner un siège. Allons : Etait-ce là Liebknecht? Etait-ce là le seul homme d'Allemagne qui eût osé protester contre un militarisme provocateur et tout-puissant ? un petit homme nerveux, la face dure coupée par une moustache au poil dru. L'air d'un sous-officier en civil. Et pourtant, à bien regarder, la dureté des traits est corrigée par un vaste front bombé, un front de rêveur. Les cheveux sont

---

Traduction de l'autographe de M. Kaempf, pages 104-105.

Berlin, le 8 janvier 1915.

Très honoré Monsieur,

Je vous avais écrit aujourd'hui à votre hôtel que je serais demain après-midi à votre disposition. Cependant après avoir reçu votre lettre du 7, et y avoir vu de quoi il s'agit, je crois devoir renoncer à votre visite, car je ne désire en aucune façon m'exprimer dans les circonstances actuelles sur les questions que vous me posez. C'est pourquoi je vous prie de ne pas m'en vouloir si, malgré le plaisir que j'aurais eu à faire votre connaissance, je vous demande de renoncer à l'interview.

Croyez à ma haute considération.

Dr KAEMPF.

noirs, abondants et crêpus, l'œil vif sous le pince-nez.

— Je ne vous ferai pas de déclarations politiques, me dit-il tout d'abord. Mais je puis vous apporter des éclaircissements au sujet de mon action parlementaire.

— En un mot, pourquoi avez-vous refusé de voter les crédits militaires?

— Pourquoi? Avant tout parce que, moi, socialiste international, je ne pouvais consentir à accorder au gouvernement les moyens de poursuivre une guerre capitaliste. C'est une guerre préventive, c'est-à-dire une chose absurde. Bismarck l'avait bien senti lorsqu'il disait que faire une guerre préventive équivalait à se suicider par crainte de la mort.

« *Quoi qu'on en dise, j'ai derrière moi, sinon la majorité, du moins une grande partie du monde ouvrier. Pourtant je ne me fais guère d'illusions sur mes chances de réussite ; mais c'était un devoir pour moi d'adopter cette attitude. J'agis ainsi par parincipe, parce que j'estime que mon action est conforme à l'idéal de notre parti ouvrier.* »

— Croyez-vous, lui dis-je, que le gouver-

nement impérial se montrerait disposé à faire quelques concessions aux partis avancés en échange, bien entendu, d'une attitude conforme à ses désirs ?

Des concessions !... Je n'y crois nullement.

Et Liebknecht sourit à cette idée, puis il reprit :

— Qu'y aurait-il de plus immoral d'ailleurs que cette combinaison qui consisterait à dire au gouvernement : « Donnez-nous des droits politiques et nous vous accorderons vos canons » ? Non ! je suis sur ce point en absolue contradiction avec la majorité de mon parti. La coalition entre les socialistes et les Polonais est immorale et contraire à nos traditions. « Enfin, conclut-il, nous, socialistes internationaux, nous ne pouvons désirer l'écrasement de la France et de l'Angleterre. Les conséquences en seraient désastreuses pour les prolétaires de ces deux pays et elles s'étendraient sur le monde ouvrier allemand. »

L'impression qui se dégage de cet entretien me paraît être avant tout que le député socialiste fut sincère dans ses déclarations.

J'ai entendu affirmer que cet homme poli-

tique n'était qu'une sorte d'agent du gouvernement impérial, un drapeau rouge que l'on brandissait dans le but d'impressionner favorablement les socialistes étrangers; l'attitude de Liebknecht, disait-on, devait servir à renouer, lorsqu'il s'agirait de parler paix, les liens rompus par la guerre avec les socialistes de France, de Belgique et d'Angleterre ; tout en faisant les réserves qu'implique la mentalité des socialistes allemands, en général, il m'avait paru que cette opinion était erronée ; les derniers événements politiques en Allemagne et la colère du gouvernement impérial, qui vient d'envoyer le député socialiste sur le front, ont prouvé que je ne me trompais pas.

*
* *

L'impression que j'avais remportée de mon entretien avec M. Liebknecht ne fit que s'affirmer au cours de ma visite au ministère de l'intérieur où je vis en premier lieu M. Lewald, directeur général.

Je lui parlai aussitôt du mouvement qui

Autographe de M. Horstmann

Chef du bureau de la Presse
au ministère des affaires étrangères en Allemagne:

Auswärtiges Amt

Ce Mercredi

Monsieur

Me référant à notre conversation de ce matin je me permets de vous envoyer ci-inclus quelques imprimés.

Je me suis occupé du sujet de notre entrevue avec Monsieur

Dalbrück et je
crois Lorsque de
pouvoir vous
faire savoir que
Son Excellence
vous recevra
un de ces jours.

Les prisonniers
à Dachsenitz vous
iront voir proba-
blement Jeudi
di après-midi.

Je me permets
de vous rappeler
encore une fois
que le Député
M. Südekum
vous attend
Jeudi à 5 hres.

Veuillez agréer
Monsieur, l'ex-
pression de mes
sentiments les
plus distingués

A. Hartman

se dessinait en faveur du fameux député socialiste.

Cette affirmation fit tressauter le directeur sur son fauteuil.

— Mais Liebknecht, s'écria-t-il, est complètement isolé ! C'est un vaniteux qui croit le moment venu pour lui de jouer un rôle international.

« Voyez-vous, poursuivit-il, cet homme a le malheur d'être le fils d'un personnage illustre ou du moins tenu pour tel. Il se croit obligé à prendre les devants et d'adopter une attitude qui, — il l'espère, — marquera dans l'histoire, mais ce geste n'a aucune portée, et personne ne s'en soucie. »

M. Lewald parlait avec véhémence, ce qui était une manière de contradiction avec ses affirmations. Il paraissait attacher plus d'importance qu'il ne voulait le dire aux faits et gestes de M. Karl Liebknecht.

— Ce député socialiste est le premier Allemand, continua-t-il, qui ait osé attaquer la maison Krupp, à laquelle l'Empire est redevable de si grands services.

« La vérité est qu'on ne saurait attribuer

aucune importance à l'affaire Liebknecht. Nous sommes tous unis, du premier au dernier des Allemands. »

Ce fut son mot de la fin. Le même jour, sous le même toit, je rencontrai M. Richter, sous-secrétaire d'Etat au ministère de l'intérieur.

C'est un homme à l'esprit rassis, modéré dans ses paroles et ses appréciations. Très posément, il m'affirma que les divergences d'opinions que j'ai pu observer n'offrent aucun caractère inquiétant, qu'elles proviennent de l'esprit critique des Allemands. « Vous n'ignorez pas, me dit-il, que nous aimons beaucoup à blaguer le gouvernement ; sur ce point, nous ne le cédons en rien aux races latines ; mais ces petits tiraillements sont purement platoniques. »

M. Richter s'interrompt à ce moment pour me dire que le ministre de l'intérieur m'accorde l'audience demandée quelques jours auparavant et qu'il va me recevoir dans un instant.

Le secrétaire d'Etat m'introduit, peu après, et il assiste à l'audience, prenant même part à la conversation.

M. Delbrück, ministre de l'intérieur et chancelier par intérim, est un vieillard encore alerte, grand, fort, les yeux clairs, la moustache blanche coupée à l'américaine.

Le ministre est considéré généralement comme un homme habile. C'est un politicien de la vieille école, mais on ne lui en tient pas rigueur parmi les jeunes, car on estime qu'il rend des services. Comme à mes autres interlocuteurs, je lui parlai de la situation intérieure de l'Allemagne, des socialistes, de Liebknecht enfin...

— Le geste de Liebknecht n'a aucune portée, me répondit-il lentement.

Puis il aborda résolument la question brûlante, à savoir la campagne actuelle de la majorité du parti socialiste uni aux Polonais.

« Il n'est pas impossible, me dit-il, qu'il se produise au Landtag prussien une démonstration en faveur de l'octroi du suffrage universel à la Prusse ; cela n'est pas mon affaire, *mais ce que je puis affirmer en ma qualité de ministre de l'intérieur et de chef du gouvernement, c'est que ce dernier est abso-*

lument décidé à ne faire aucune sorte de concession au parti socialiste. »

Voilà qui était catégorique. J'allais prendre, sur cette affirmation, congé du chancelier, lorsque d'un geste il m'arrêta :

« Mon directeur général va vous remettre une note écrite que j'ai fait préparer à votre intention. Elle concerne la situation économique de l'Allemagne...

Voici cette note fidèlement transcrite :

« L'évolution économique de l'Allemagne pendant la guerre présente se divise nettement en deux périodes distinctes et successives.

« La première de ces périodes peut être appelée celle de la mobilisation économique et avant tout financière. Elle a duré pendant une partie du mois d'août.

« Il s'agissait alors d'assurer le fonctionnement régulier du grand organisme économique surpris en pleine activité par un bouleversement des plus complets.

« Ainsi, il avait fallu fermer les Bourses allemandes, puisque, dans tous les autres pays, même dans les pays neutres, les marchés des valeurs mobilières avaient été clos déjà

avant le commencement de la guerre. L'Allemagne devait, elle aussi, prendre cette mesure sans laquelle l'étranger et notamment nos ennemis auraient vendu sur notre marché les valeurs dont ils devaient se défaire afin de pouvoir faire face à leurs obligations. Mais, d'un autre côté, la fermeture de nos Bourses aurait pu amener un état de choses à la fois lamentable et grotesque. Il aurait été possible qu'un homme richissime, possesseur de plusieurs millions en actions, ait été incapable de payer une dette de quelques centaines de marks. Pour éviter ce désastre, le gouvernement allemand a organisé dès le commencement de la guerre les caisses de prêts contre nantissement (Darlehnskassen). C'est à leur activité avant tout que l'Allemagne doit le fait que chaque possesseur de valeurs peut en faire un usage qui correspond à tous ses besoins.

« Grâce à cette institution, l'Allemagne a pu se passer d'un moratorium. Tous les pays belligérants, et bon nombre de pays neutres, ont dû arrêter presque tous les payements et ont dû de cette sorte paralyser leur vie éco-

nomique. En Allemagne, chaque commerçant est sûr de recevoir en argent comptant la valeur des marchandises vendues, ce qui, d'autre part, lui permet de s'acquitter régulièrement envers ses créanciers. Les banques ont continué, sans exception aucune, le versement des sommes déposées, ce qui a eu l'effet bienfaisant d'arrêter toute panique même avant son éclosion. Les effets commerciaux ont été escomptés par les grands instituts de crédit comme en temps de paix. Toute la vie économique avait ainsi à sa disposition l'outillage financier sans lequel elle n'aurait guère pu continuer. De cette sorte, l'adaptation économique de l'Allemagne aux exigences particulières de la guerre a été singulièrement facilitée. Il était évident que certaines industries devaient presque entièrement cesser après la déclaration de guerre. C'était surtout le cas des industries de luxe qui avaient pris un grand essor en Allemagne. De même une grande partie des industries d'exportation devaient fatalement arrêter ou du moins restreindre leur activité. Mais, en même temps, il y avait aussi des industries

auxquelles la guerre devait assurer une activité exceptionnelle. Si, par exemple, la fabrication des blouses de soie devait subir une diminution sensible, d'un autre côté, la fabrication des uniformes de soldats devait augmenter d'une façon égale ou même beaucoup plus forte. Il s'agissait donc de transmettre et les outils et les ouvriers des industries chômantes dans celles qui ne pouvaient plus satisfaire à l'immense quantité des demandes urgentes. Cette adaptation aux circonstances s'est opérée très rapidement en Allemagne et d'une façon qui a assuré aux patrons ainsi qu'aux ouvriers un gain régulier et parfois plus élevé qu'en temps de paix. Actuellement le nombre des sans travail est inférieur aux chiffres des années précédentes.

« Il va sans dire qu'une guerre mondiale comme celle au milieu de laquelle nous nous trouvons actuellement, impose à chacun des peuples qui y sont engagés de terribles sacrifices. Mais le peuple allemand fait ces sacrifices sans se plaindre. Il les accepte parce qu'il est convaincu que dans la vie économique, comme sur le champ de bataille, le

courage et l'activité sont des vertus indispensables dans les grands moments de crise nationale. Et si le peuple allemand a persisté jusqu'à maintenant et s'il persistera pendant toute la guerre dans cette activité, c'est en grande partie la conséquence de cette merveilleuse adaptation de la vie économique aux exigences d'une situation inattendue. »

Cette note est très caratéristique du bluff allemand — d'un bluff naïf.

Que nous dit en effet le ministre : que grâce à l'institution de caisses de prêts, qui ne sont qu'une forme déguisée de planches à assignats, l'Allemagne a pu poursuivre sa vie économique. Et quelles preuves nous en apporte M. Delbrück ? Des preuves vraiment extraordinaires. « C'est ainsi, nous dit-il, que si par exemple la fabrication des blouses de soie devait subir une diminution sensible, d'un autre côté la fabrication des uniformes de soldats devait augmenter d'une façon égale et même beaucoup plus forte. »

C'est une constatation qui s'applique, si je ne m'abuse, à toutes les nations en guerre. Un peu plus loin M. Delbrück nous fait savoir

que le nombre des sans travail est inférieur aux chiffres des années précédentes.

Le chancelier oublie-t-il qu'il y a en Allemagne six millions d'hommes mobilisés ?

Par contre, M. Delbrück ne fait aucune allusion au blocus économique de l'Allemagne et, pour employer une de ses expressions, « aux exigences d'une situation inattendue ». Nous en parlerons pour lui dans la partie économique de cette enquête.

CHAPITRE III

LA POLITIQUE EXTÉRIEURE

Deux mois pleins ont passé entre le moment où je recevais les déclarations qu'on va lire et celui de leur publication. Deux mois pendant lesquels les événements militaires ont été favorables pour les armées alliées. Mes interlocuteurs sont gens trop bien informés pour ne pas avoir senti que la force allemande s'épuisait peu à peu, et que le temps balayait leurs espoirs, inexorablement. Me tiendraient-ils aujourd'hui encore le langage que j'ai noté? Il est possible. Toutefois, on remarquera que tant de magnifiques projets énoncés se tempéraient déjà d'un semblant de raison. M. de Richthofen, par exemple, au commencement de la guerre, n'eût pas songé à parler comme on le verra, d'une restitu-

tion, si mince fût-elle, de l'Alsace à la France... On ne disait pas à cette époque : « Nous n'en voulons pas à la France... notre unique ennemie, c'est l'Angleterre... »

C'est l'antienne qui revient, maintenant, à tout propos. L'Allemagne n'a pas encore perdu l'espoir de faire une paix séparée, elle comprend que c'est là son unique moyen de parer au désastre. Et l'on sent bien déjà, dans toutes les déclarations qu'on va lire, en dépit de projets orgueilleux, une assurance plus feinte que réelle.

Je débutai, pour aborder cette partie très délicate de mon enquête, par interroger des théoriciens, professeurs d'université, historiens et publicistes. Je me tournai ensuite vers les hommes politiques.

J'allai frapper tout d'abord chez un des hommes qui, par la parole et par la plume, se sont faits une des places les plus enviées parmi l'élite intellectuelle de l'Allemagne, et dont les idées ont exercé durant ces vingt dernières années une influence considérable sur l'action extérieure de l'Empire. Historien célèbre, professeur à l'Université, conseiller

intime, M. Schiemann est un ami personnel de l'empereur, et, à ce titre aussi, son opinion est particulièrement intéressante à recueillir.

Il me reçoit dans son appartement de la Tauentzienstrasse, située dans un des faubourgs les plus animés de Berlin.

On m'introduit dans un vaste cabinet : des livres en profusion, contre les murs, sur les étagères et sur les tables. Partout des portraits de l'empereur et de la famille impériale d'Allemagne... Le maître de céans fait son apparition. C'est un homme d'une cinquantaine d'années, de taille légèrement au-dessous de la moyenne, la barbe et les cheveux encore noirs ; un visage aux traits fins et réguliers, mais dont la couleur terne et la sombre expression est encore accentuée par deux yeux secs d'un gris pâle.

D'un abord courtois mais glacial, le professeur commence par me dire qu'en m'accordant un entretien il a fait une exception en ma faveur, car il a pour coutume de se dérober à toute interview.

Je l'interroge sur les causes de la guerre.

— Personne en France, me dit-il, n'a de

premier abord voulu prendre la reponsabilité d'une guerre. Cependant, depuis 1904, lors de l'entente franco-anglaise, la politique française tendait à contraindre l'Allemagne à une retraite sans lutte, qui aurait équivalu à une renonciation à sa position de grande puissance.

« S'appuyant sur son entente avec l'Angleterre et sur son alliance avec la Russie, la France croyait que l'Empire allemand n'oserait jamais faire valoir ses droits ; que, lorsqu'on parlait de guerre, à Berlin, c'était un « bluff » ! On estimait en particulier que le voyage de l'empereur à Tanger et l'intervention de l'Allemagne en faveur de l'Autriche-Hongrie dans l'affaire de l'annexion de la Bosnie-Herzégovine n'étaient que de vulgaires « bluffs ».

« Les hommes d'Etat anglais étaient plus prudents ; ils n'admettaient pas cette théorie ; les préparatifs militaires de l'Angleterre en sont la preuve : on construisait de nouveaux dreadnoughts et on attendait l'occasion favorable pour intervenir. Le projet hollandais de fortifier Flessingue donna lieu, de même que

d'autres incidents, à une campagne germanophobe.

« La haine contre l'Angleterre est ici très grande, me dit le professeur, car c'est en grande partie par ses intrigues que nous avons été contraints à faire la guerre ! Personnellement, ajoute-t-il, j'avais de nombreux amis en Angleterre, dans la classe la plus élevée ; lorsque j'allais les voir, ils m'assuraient des sentiments pacifiques de leur pays à l'égard du mien ; ils m'ont indignement trompé ! »

Pour la première fois, M. Schiemann sort de son impassibilité ; son visage s'anime et d'un geste saccadé il frappe le rebord de son fauteuil.

Mais il se reprend rapidement, et sur un ton monocorde, en pesant ses mots, il continue :

— A la suite de la violation patente du traité d'Algésiras, l'Allemagne envoya le *Panther* à Agadir, pour bien montrer à la France qu'elle ne laisserait pas mépriser ses droits.

« En 1912, l'Angleterre prit une allure menaçante ; elle concentra ses flottes dans le canal de la Manche et dans la mer du Nord.

On voulait obliger l'Allemagne à renoncer à sa situation de grande puissance, soit par la force, soit par une pression paralysante.

« Lord Roberts déclara dans un article de presse que la guerre éclaterait aussitôt que l'Empire allemand aurait conscience de sa supériorité ; mais l'Allemagne n'a attaqué personne depuis 1870, et elle fut, à partir de cette époque, le membre le plus pacifique, le plus mesuré dans ses actes de tout le concert européen !

« Quant à notre empereur, on peut dire qu'il a constamment travaillé pour la paix. »

Le professeur se lève ; il se dirige vers sa bibliothèque et en revient avec quelques documents qu'il me présente à l'appui de ses dires : « Voici, ajoute-t-il, les brochures publiées par moi depuis le début des hostilités ; elles contiennent l'exposé des responsabilités incombant aux alliés dans la guerre actuelle. »

Je le priai de reprendre son récit :

— Mais bientôt, me dit-il, les événements vont se précipiter ; la catastrophe approche ; l'antagonisme de l'Autriche et de la Russie s'accentue de plus en plus, et les peuples bal-

kaniques décident de tenir tête à l'Autriche en formant une coalition. Deux ans plus tard survient l'assassinat de l'archiduc, l'homme le plus détesté en Russie. La politique de la Triple-Entente voulait passer outre et sauvegarder l'indépendance de la Serbie. Ce fut le mot d'ordre qui fit agir le parti de la guerre en Russie ; le gouvernement russe était assuré de l'appui de la France et de l'Angleterre et, en outre, on croyait que l'Allemagne ne suivrait pas son alliée, qu'elle « blufferait » jusqu'au bout.

« C'est l'Angleterre et la Russie qui ont voulu cette guerre, c'est leur guerre. »

Je regarde M. Schiemann ; à ce mot de *Russie*, le professeur s'est encore départi de son impassibilité ; son visage a pâli, ses yeux gris jettent une flamme sombre ; tout son être exprime une haine tenace et concentrée !...

Et je songe — singulier et profond mystère des âmes — *que cet homme est Russe !*

Devenu célèbre en Allemagne, choyé, admiré par tous, reçu à la table du souverain, cet historien a voulu faire oublier ses origines : il s'est forgé une mentalité allemande, un

caractère allemand, et il tient surtout à prouver que son chauvinisme ne le cède en rien à celui des pangermanistes les plus irréductibles.

L'âme humaine a des détours si inattendus que, malgré tout, cet homme est peut-être sincère et que son âme ardente et fanatique a trouvé sa voie dans ce sentiment de haine contre nature.

Mais nous passons à un autre sujet, et je prie le professeur de me donner son opinion au sujet de la violation de la neutralité belge par l'Allemagne.

— Notre action était légitime, me dit-il, car la Belgique avait conclu avec l'Angleterre un traité secret prévoyant l'occupation du territoire belge par une armée anglaise.

— Mais, fis-je remarquer à M. Schiemann, en admettant même que l'authenticité de ce document fût prouvée, vous en ignoriez totalement l'existence au moment de l'invasion de la Belgique.

— Nous avions des raisons d'en supposer l'existence, me répondit-il.

Je reprends tout aussitôt :

— Mais cette seule *supposition* ne pouvait

en aucun cas justifier un pareil acte, et puis, si le chancelier avait connu l'existence de cet arrangement, croyez-vous qu'il aurait parlé devant le Reichstag comme il le fit lors de la séance du 4 août? Vous rappelez-vous ses paroles : « L'entrée des troupes allemandes en Belgique est contraire au droit des gens ; nous essayerons plus tard de réparer cette injustice. » Il est à présumer que si le chancelier avait eu à sa portée n'importe quel autre argument, il aurait préféré l'utiliser, plutôt que de s'humilier à un tel point !

La figure de mon interlocuteur se rembrunit mais le sujet m'intéresse tout particulièrement, et, lors même qu'il déplaise au professeur de poursuivre cette discussion courtoise, j'ai le devoir de continuer à poser mes questions.

— J'ai eu sous mes yeux, lui dis-je, un facsimile du document dont vous parlez et j'ai lu en marge de la première page, la note suivante : « L'entrée des Anglais en Belgique ne se ferait qu'après la violation de notre neutralité par l'Allemagne. » C'était donc à tout prendre, une simple mesure de précaution.

Confidentielle

Lettre à M. le Ministre
au sujet des entretiens confidentiels

Bruxelles, le 10 avril 1906

M. le Ministre,

J'ai l'honneur de vous rendre compte sommairement des entretiens que j'ai eus avec le Dr. Rammenstein et qui ont fait ~~l'objet~~ l'objet de nos communications verbales.

La première visite d'ordre de la ai fait savoir. M. Rammenstein me fit part des préoccupations de l'état-major de son pays relativement à la situation politique générale et aux éventualités de guerre du moment. Les envois de troupes, d'un total de 100.000 hommes environ, était projeté pour le cas où la Belgique serait attaquée.

Le Dr. ai ayant demandé comment cette action serait interprétée par nous, je lui répondis que, au point de vue militaire, elle ne pourrait qu'être favorable, sans que cette question d'intervention ~~intervenir~~ intervenir également du ~~pouvoir~~ pouvoir politique et que, dès lors, j'étais tenu d'en entretenir le Ministre de la guerre.

M. Barnardiston me répondit que son ministère à Bruxelles en parlerait à votre Min. des aff. étr.

Il continua bien en tous : le débarq.t des ~~nos~~ transports anglais se ferait sur la côte de France, vers Dunkerque et Calais, de façon à gêner le plus possible le mouvement. Le débarq.t par ~~nos~~ nos demandeurs beaucoup plus de temps parce qu'il faudrait ~~disposer~~ des transports plus considérables et d'autre part la t'armée serait moins complète.

L'adhésion des anglais en Belgique ne se fera qu'après la rupture de cette neutralité par l'Allemagne.

Ici encore, il voulut à régler divers autres points, parmi : les transports par ch. de fer, la question des réquisitions auxquelles l'armée anglaise pourrait avoir recours, la question du commandement sup.r des forces alliées.

Il s'informa si ~~pendant la traversée et le transport~~ nos dispositions étaient ~~prises~~ suffisantes pour assurer la défense du pays durant la traversée et le transport des troupes anglaises, ~~qui~~ lorsque qu'il évaluait à une dizaine de jours.

Je répondis que les plus de trouvaient à l'abri d'un coup de main et que, en 4 jours, notre armée de campagne, forte de 100.000 hommes, serait en état d'intervenir. ~~ce qui leur donne le répit nécessaire~~

A Mr le Ministre de la guerre

Et j'ajoute mentalement : que les appétits allemands justifiaient largement.

Comme le professeur demeure silencieux, je poursuis :

— Il y a aussi, ne l'oublions pas, la question de la neutralité du Luxembourg. Pouvez-vous invoquer à cet endroit un traité secret ou quelque chose d'approchant?

— *Il y avait les motifs d'ordre militaire*, s'écrie avec force M. Schiemann.

— C'est parfait, monsieur le professeur, mais alors pourquoi s'appuyer sur l'existence d'un traité secret, lorsqu'on essaie de justifier la violation de la neutralité belge, et pourquoi ne pas invoquer tout bonnement les nécessités d'ordre militaire?

M. le professeur Schiemann demeure perplexe. Il me regarde fixement. J'ai peut-être été trop loin : je lis dans ses yeux, dont la flamme s'anime par degrés, que le moment est venu de mettre fin à cet entretien, et je prends congé de lui.

*
* *

Les Allemands attribuent la responsabilité de la grande guerre le plus généralement à l'Angleterre, c'est avant toute chose ce qu'affirme le professeur Sering, de l'Université de Berlin.

— L'Angleterre, dit-il, a établi une théorie sur l'origine de cette guerre. Il ne vaudrait pas la peine de s'y arrêter si elle n'avait pas des partisans dans les pays neutres. D'après cette théorie, le militarisme allemand serait la cause de la guerre ; mais qu'entend-on au juste par *militarisme allemand?* Ce système d'armement *(sic)* n'est pas uniquement pratiqué par l'Allemagne ; il a été adopté depuis longtemps par tous les grands Etats européens, hormis l'Angleterre.

« La conduite des plus antidémocratiques du gouvernement anglais, qui sans consulter la nation lui imposait des obligations militaires, n'était possible que dans un pays où la guerre se fait avec des mercenaires et où il est indifférent que le combattant voie dans la guerre une cause juste ou non.

« Les documents officiels publiés récemment montrent que l'Angleterre s'est servie des

antagonismes existants entre puissances pour faire éclater les hostilités et elle est entièrement responsable des événements actuels.

« Sans la certitude d'avoir le concours de la flotte anglaise et d'un corps expéditionnaire, la France et la Russie n'auraient jamais déchaîné la guerre. La perspective d'obtenir, en dehors de l'aide française, celle de la Grande-Bretagne, a poussé la Russie à entreprendre une politique tendant à l'anéantissement de l'Autriche ; dans ce but, elle appuyait ouvertement le mouvement panserbe et aiguisait ses armes en silence dans l'attente du moment propice. L'assassinat de l'archiduc suivit de très près les négociations russo-anglaises. »

A peine ai-je besoin d'ouvrir une parenthèse pour signaler que chacune de ces déclarations est une contre-vérité. Les rôles des nations y sont renversés et le professeur impute précisément aux alliés la politique suivie par l'Allemagne. Il est notamment audacieux d'affirmer que la France et la Russie avaient la certitude d'un concours complet de l'Angleterre puisque l'Angleterre, ne décida d'intervenir militairement qu'après l'entrevue à pré-

sent historique de sir Edouard Goschen et du chancelier de Bethmann-Hollweg, entrevue où ce dernier affirma, en une parole impérissable, la volonté de l'Allemagne de violer la neutralité de la Belgique. Ce n'est pas cependant que le professeur Sering n'ait pas le sens des réalités, car il continua :

« Si l'Empire était battu, nous perdrions la rive gauche du Rhin, ainsi que les provinces prussiennes à l'est de la Vistule. Si donc la coalition des puissances venait à être victorieuse, il est absolument certain qne l'Allemagne serait condamnée à devenir un Etat sans aucune importance. »

Sur ce dernier point nous sommes pleinement d'accord.

*
* *

Le professeur Burgess accuse également l'Angleterre d'avoir déchaîné les hostilités, mais il attribue son action à des motifs d'ordre économique :

— Les sentiments d'animosité contre l'Allemagne qui se sont manifestés en Angleterre durant ces dix dernières années, a-t-il dit,

sont dus en grande partie à la concurrence existant dans le commerce mondial. L'Allemagne s'est rapidement élevée à un haut degré de puissance sur mer, et la concurrence qu'elle fait à l'Angleterre a porté atteinte aux intérêts de cette dernière. Cette guerre est l'œuvre de la Grande-Bretagne, car c'est elle qui a forgé l'entente et l'alliance qui en est sortie. »

Le professeur Ludwig Stein se montre moins affirmatif sur ce point et il estime « qu'en présence de l'inévitable il est d'intérêt secondaire de rechercher les auteurs de cette guerre. » Voilà un philosophe prudent et sage.

Le professeur Donath n'a aucun doute sur le résultat final : « l'Allemagne vaincra. » Et il ajoute : « Nous ne tenons pas à des concessions territoriales en France, *en dehors des points indispensables à la stratégie* (sic), mais le danger français devra être détourné une fois pour toutes, et nous pourrions y parvenir si l'Allemagne faisait de la France une alliée ; il en résulterait des avantages considérables pour nous, pour la France et pour la paix universelle. »

Cette idée de l'alliance imposée à la France par la force des armes est assez répandue ; elle va toujours unie au désir d'avoir les mains libres dans l'avenir pour pouvoir se retourner contre l'Angleterre et l'écraser tout à son aise.

Comme je l'écrivais plus haut, les théoriciens allemands ne varient guère dans leurs opinions lorsqu'ils recherchent les responsabilités encourues dans cette guerre, et c'est généralement l'Angleterre et la Russie qu'ils accusent. Toutefois on se tromperait en croyant que leur aveuglement est complet au point d'admettre sans restriction la vérité officielle ; certes, dans l'ensemble, ils ne cherchent guère au delà ; nous verrons, en effet, lorsque nous parlerons de l'opinion allemande, que la parole du gouvernement est d'ordinaire respectée comme parole d'Evangile ; cependant, il existe en Allemagne, parmi les hommes d'étude ou les politiciens, quelques esprits indépendants qui recherchent la vérité ; ceux-là consentent même parfois à s'exprimer clairement dans les conversations privées, mais ils tremblent à la

seule idée que l'on rende publiques leurs déclarations.

L'un d'eux, écrivain et juriste en renom, puisant ses renseignements aux meilleures sources, me disait : « Depuis Agadir, la guerre était décidée, mais il fallait trouver un prétexte ; celui-ci fut fourni par l'assassinat de l'archiduc héritier. Le moment ne pouvait être plus favorable aux yeux de nos gouvernants. En paraissant nous poser en défenseurs de notre allié autrichien, nous l'entraînions forcément à notre suite et, d'autre part, nous avions le beau geste.

« Le gouvernement pensait qu'en dernier lieu l'Angleterre s'abstiendrait de s'engager dans le conflit et que la Belgique n'opposerait de résistance que pour la forme. Nous espérions que l'attitude de l'Italie serait tout autre et nous comptions sur une entrée plus prompte en campagne de la part de la Turquie.

« La Bulgarie devait profiter des événements pour se jeter sur la Serbie.

« D'autre part, qui aurait pu croire qu'en Russie, où nous savions l'existence de trou-

bles ouvriers, cette guerre serait aussi populaire qu'elle l'est actuellement ? »

Deux points sont à retenir dans cet exposé : 1° on y met en doute la fidélité de l'allié autrichien ; 2° on y affirme d'une façon catégorique qu'il y a eu préméditation de la part de l'Allemagne. Après avoir étudié la question, après avoir pris connaissance des documents diplomatiques, aucun esprit impartial ne saurait en douter, mais il est intéressant de l'entendre affirmer par un Allemand qui approche les milieux dirigeants.

Nous verrons, du reste, qu'il n'est pas le seul à émettre cet avis, mais il va sans dire que les Allemands qui consentent à exprimer une pareille opinion sont en très petit nombre, car reconnaître que l'Allemagne a voulu la guerre, c'est détruire tout le système péniblement édifié par les auteurs responsables du conflit.

*
* *

Je vais aborder maintenant les hommes politiques. J'ai déjà présenté la plupart d'entre eux dans le chapitre précédent et publierai

donc tout sèchement leurs déclarations : « La violation de la neutralité de la Belgique et du Luxembourg était justifiée par l'état de nécessité (*sic*), me dit M. von Liszt ; le plan stratégique franco-anglais avait prévu la pénétration par ce territoire, et de forts contingents français se trouvaient à la frontière belge les premiers jours d'août. Par ses arrangements avec la Triple-Entente (depuis 1906), la Belgique avait d'ailleurs perdu le droit d'être considérée par nous comme un Etat neutre. »

Je l'interroge sur la politique allemande à l'égard de l'Autriche :

« Tous ceux, me dit-il, qui connaissent l'Autriche, estimaient que son armée serait brisée au premier choc : nous avons été agréablement surpris en constatant que, si les opérations militaires sur le front autrichien sont loin d'avoir fourni un résultat favorable, il n'en est pas moins vrai que la monarchie dualiste a opposé une résistance sérieuse... »

Je pense à part moi que M. von Liszt est plein d'indulgence pour l'armée autrichienne ; et le député poursuit son discours : « Dans

les cercles influents de l'Allemagne et de l'Autriche, *on espère qu'après la guerre les deux Etats noueront des rapports politiques et économiques plus étroits.*

« Nous voyons dans cette *Fédération des puissances centrales* la garantie la plus sûre d'une paix durable. »

— Mais le gouvernement allemand, lui dis-je, a-t-il prévu le cas où, par suite des événements actuels, des difficultés surgiraient entre l'Empire allemand et la monarchie austro-hongroise?

M. von Liszt s'agite sur son fauteuil, et me répond :

« *Nous serions très peinés d'en être réduits à prendre des résolutions extrêmes ; mais j'estime, et avec moi nombre d'autres hommes politiques, que la seule solution possible consisterait alors à opérer l'annexion de l'archiduché d'Autriche* ».

Vous souvient-il que, dans un précédent entretien, le même M. von Listz me disait : *Nous résisterons.* On voit que ce vœu modeste n'exclut pas complètement cet orgueil de domination que tout Allemand porte en lui;

Mais, sachant que mon interlocuteur connaît à fond les Etats du Sud de l'Allemagne, où il a résidé durant nombre d'années, j'en profite pour m'entretenir avec lui de l'esprit qui y règne : « Certainement, me dit-il, on y est très Allemand, mais les sympathies penchent du côté de l'Autriche ; on suit avec un vif intérêt ce qui se passe à Vienne, et les événements politiques qui se déroulent dans cette capitale ont d'ordinaire leur répercussion en Bavière. »

Je demande au député libéral de me donner son opinion sur le rôle des pays neutres dans la guerre actuelle.

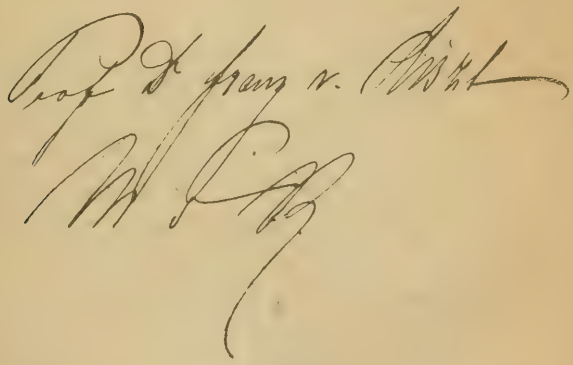
« Je ne crois pas que les pays neutres et, en premier lieu, les Etats-Unis d'Amérique, aient une bien grande influence à exercer en faveur de la conclusion de la paix. J'ai la conviction que l'Empire allemand et notre alliée l'Autriche traiteront les négociations directement avec nos adversaires sans se servir de l'intermédiaire d'une tierce puissance. »

— Mais que pensez-vous de l'attitude de l'Italie et de la Roumanie?

— Ni l'Italie, ni la Roumanie ne prendront

Autographe de M. von Liszt.

bei uns wie in Oesterreich-Ungarn herrscht vielmehr in weiten und einflussreichen Kreisen der Wunsch und die Hoffnung, dass mit dem Ende des Krieges die beiden Staaten in ein engeres staatsrechtliches und wirtschaftliches Verhältnis zu einander treten werden. Mit vielen anderen Politikern der beiden Staaten erblicke ich in einem solchen Bund der Zentralmächte die sicherste Gewähr für einen dauernden Frieden.



Traduction de l'autographe de M. von Liszt, page 143.

Dans les cercles influents de l'Allemagne et de l'Autriche on espère qu'après la guerre les deux Etats noueront des rapports politiques et économiques plus étroits.

Nous voyons dans cette *fédération des puissances centrales* la garantie la plus sûre d'une paix durable.

part dans le conflit aussi vite qu'on le croit ; il n'y a pas de pacte précis entre ces deux puissances, mais des intérêts communs font que leur action extérieure est intimement liée ; peut-être plus tard se décideront-ils à intervenir, mais il va sans dire que l'orientation de leur politique extérieure dépendra des événements militaires qui se déroulent actuellement ; personne ne peut donc affirmer de quel côté ces deux Etats se rangeront. »

*
* *

M. Heckscher, que j'ai consulté peu après, insiste sur ce point que toutes les responsabilités du conflit actuel pèsent sur l'Angleterre, laquelle, dit-il, a préparé la guerre et l'a déchaînée au moment voulu.

Il m'entretient longuement du rôle de l'Angleterre en Espagne et de l'occupation de Gibraltar par les Anglais. « En Espagne, affirme-t-il, toutes les sympathies devraient aller vers l'Allemagne, car il n'y a que nous qui puissions lui rendre ce morceau du sol national. »

Que de fois, durant mon voyage, ai-je entendu tenir ces propos ! Dès les premiers mots échangés, on me parlait de Gibraltar ; il n'y a guère que le duc de Trachenberg qui se soit moqué de cette monomanie des Allemands. Je me rappelle qu'il me dit plaisamment, au moment de nous séparer : « Notez bien surtout que je ne vous ai pas parlé de Gibraltar. »

*
* *

Je retournai après cette consultation chez le député socialiste Karl Liebknecht. « Cette guerre est avant tout une guerre impér aliste, me dit-il, provoquée solidairement par le parti militariste allemand et autrichien dans le but de parvenir à la domination capitaliste du marché mondial et à la domination politique de vastes contrées où pourrait s'installer le capital industriel ; c'est aussi une entreprise tendant à détruire le mouvement ouvrier grandissant. Ce qu'il faut, c'est une paix rapide et qui n'humilie personne. »

*
* *

M. Bernstein, député socialiste, m'a fourni au sujet des responsabilités à établir dans le conflit actuel les déclarations suivantes :

« Dans tous les pays, la mobilisation officielle est précédée d'une mobilisation secrète ; la première n'est que la terminaison des mesures militaires prises par tous les gouvernements lorsque la guerre est imminente.

« Lorsque ces armées immenses sont presque en contact aux frontières, il est très difficile d'éviter çà et là des échauffourées.

« Aucun des deux gouvernements ne peut ensuite démontrer d'une façon pertinente que l'adversaire a rompu le premier les hostilités. Mais il est tout naturel de faire davantage crédit aux affirmations de l'un ou de l'autre des pays en guerre selon l'attitude adoptée précédemment par lui dans les questions de politique internationale, et selon ses efforts en vue de maintenir la paix.

« Or, sur ce point, *l'Allemagne officielle n'a malheureusement pas été favorisée aux yeux des démocraties européennes.* De tout temps, en effet, on était habitué à craindre l'Allemagne et à voir en elle le pays classique du mili-

tarisme et de l'accroissement des armements : la loi militaire de 1913, les événements de Saverne, l'affaire Krupp, les télégrammes du Kronprinz sont présents à toutes les mémoires. On n'oublie pas non plus l'appui qu'elle accorda à l'Autriche dans l'affaire de Serbie. Nous avions aussi été mis en éveil par la mobilisation précoce de l'Allemagne, officiellement contestée, mais annoncée par le mi-officieux *Lokal Anzeiger*, et ce n'est pas sans défiance que nous reçûmes d'autres renseignements et certaines déclarations fournies pas le gouvernement.

« Les arguments émis par le chancelier au sujet de la violation de la neutralité belge par l'Allemagne ont produit, au sein des démocraties étrangères et principalement dans les partis ouvriers, une impression défavorable.

« Je sais, ajouta-t-il, que l'empereur et le chancelier n'ont pas voulu la guerre ; ils ont hésité jusqu'au dernier moment ; mais je ne pourrais en dire autant du parti militariste. »

Je lui fais part des propos que l'on m'a tenus antérieurement au sujet des prétendues res-

ponsabilités encourues par l'Angleterre dans la guerre actuelle :

« *C'est une erreur*, me dit-il, *l'Angleterre, pas plus que la France, du reste, n'ont voulu la guerre.* »

Je l'interroge ensuite sur l'action des neutres, considérée au point de vue de la durée de la guerre.

Le député socialiste pense que cette guerre est destinée à prendre fin rapidement, grâce à l'intermédiaire des neutres, « tous plus ou moins sévèrement frappés par la lutte actuelle. »

« Mon opinion est, me dit-il, que l'on doit reconnaître aux neutres une voix influente sur la question de la terminaison de la guerre. A cause de leur neutralité précisément, ils se trouvent en posture favorable pour demander la paix ou pour entamer des négociations, puisqu'en le faisant ils ne risquent pas de se compromettre. »

— *L'Allemagne se trompe*, me dit encore le député socialiste, *si elle croit pouvoir faire une paix séparée. Il faudrait pour cela qu'une des puissances alliées fût vaincue, et tel n'est pas le cas.*

Autographe de M. Bernstein.

Vu que les pays neutres sont presque tous plus ou moins sévèrement frappés par la guerre, il est mon opinion qu'on doit leur reconnaître une voix influente sur la question de sa fin. Ils y sont aussi particulièrement compétents, justement à cause de leur neutralité, étant hors du danger de se compromettre en demandant la paix ou au moins des pourparlers sur ses conditions préliminaires.

Je n'aurai rien contre une possible union douanière quand elle n'est pas jointe à une politique de haute protection vis-à-vis des autres pays. Mais je ne suis pas du tout enthousiaste dévoué de confondre la politique extérieure de l'Allemagne avec celle de la double monarchie Habsbourgeoise. Pour être agréable à la démocratie allemande une union politique de l'Allemagne avec la double monarchie présupposerait une réorganisation fondamentale de ce pays et aussi une démocratisation de la diplomatie tout entière. Nous social démocrates travaillons pour la fédération des peuples de civilisation européenne, et cette union ne formerait que trop facilement plus obstacle à ce but.

— Etes-vous partisan, demandai-je à M. Bernstein, d'une union douanière entre l'Allemagne et la monarchie austro-hongroise ?

— Je ne suis pas opposé à ce projet, mais à la condition qu'il ne soit pas lié à une politique de haute protection vis-à-vis des autres puissances. Mais je ne suis pas du tout enthousiaste de l'idée de confondre la politique extérieure de l'Allemagne avec celle de la monarchie des Habsbourgs.

« Pour être approuvée par la démocratie allemande, cette union politique de l'Allemagne avec la monarchie dualiste impliquerait une réorganisation fondamentale de ce pays et une démocratisation de la diplomatie toute entière.

« Nous, social-démocrates, nous travaillons pour la fédération des peuples de civilisation européenne, et ce dernier projet ne pourrait que trop facilement former obstacle à notre but. »

On voit donc que M. Bernstein lui-même, malgré la nuance politique à laquelle il appartient, n'est pas opposé, sous certaines réserves, et moyennant certaines garanties, à tout projet

tendant à établir des rapports plus étroits entre les Empires du centre.

*
* *

Je continuai mon enquête sur la politique extérieure de l'Allemagne en allant voir M. von Richthofen, que j'avais précédemment consulté sur un autre sujet. Le baron von Richthofen était très qualifié pour me parler de la politique extérieure. Il connaît fort bien les hommes et les projets de la Wilhelmstrasse. Il m'a parlé longuement.

Je lui demandai en premier lieu de me donner son opinion au sujet de la violation de la neutralité du Luxembourg et de la Belgique : voici les déclarations qu'il me fit à ce sujet :

— Il est regrettable au plus haut point que le droit international *ait été violé de toutes parts* dans cette guerre, et, tant pour l'avenir de l'humanité qu'au point de vue des relations entre les peuples, il en résultera maintes suites fâcheuses. *La violation de la neutralité du Luxembourg est justifiée au point de vue juridique par le consentement tacite du gouver-*

nement luxembourgeois et aussi par le fait d'avoir accepté une indemnité.

« Quant à la violation de la neutralité belge, ce n'est plus le moment d'en parler. Toutes les personnes initiées aux secrets de la politique étrangère savaient depuis longtemps que le gouvernement belge avait livré son pays (*sic*) et décidé, pour le cas d'une guerre franco-allemande, de quel côté il se rangerait; or la découverte de nombreux documents en a fourni la preuve écrite. La Belgique *n'a pas le droit de se plaindre de son sort sous quelque forme qu'il se présente ou qu'il se soit présenté.*

— Dans ce cas, fis-je, comment expliquez-vous les paroles du chancelier dans la séance du 4 août?

— L'explication est bien simple : le chancelier savait parfaitement à quoi s'en tenir sur les agissements du gouvernement belge, *mais à ce moment-là il espérait encore amener la Belgique à composition et les regrets exprimés ne l'étaient que dans le but de préparer l'avenir.* »

On sent qu'en maniant les grands facteurs de la politiqe internationale M. von Richthofen se trouve dans son véritable élément.

C'est au surplus un homme bien informé : je le laisse donc exposer sa thèse sans l'interrompre trop fréquemment.

— Nous manquons d'hommes d'Etat, me dit-il ; Zimmermann est le seul qui entende véritablement son métier, mais il ne peut pas tout ; il n'est pas le chancelier et je crois, du reste, qu'il éprouvera de grandes difficultés à atteindre l'échelon supérieur, car chez nous la naissance joue un rôle vraiment exagéré dans l'attribution des fonctions publiques.

« Pour bien suivre notre politique étrangère depuis le début des hostilités, il faut avant tout comprendre que pour nous l'ennemi principal c'est l'Anglais. C'est contre lui que nous faisons cette guerre.

« Nous avons offert la paix à la France et à la Russie, et elles ont eu le tort de refuser ; c'est leur affaire.

« Il est vrai que, du côté russe, nous n'avons pas encore perdu toute espérance de parvenir à un arrangement, mais le meilleur moyen est encore d'imposer nos désirs par la force ; aussi avons-nous entrepris sur le front occidental un gros effort qui, espé-

rons-le, ne tardera pas à produire le résultat désiré.

« Une fois la Russie immobilisée, car nous ne tendons qu'à cela et nullement à pénétrer au cœur de l'Empire des Tsars, nous disposerons d'un million d'hommes que nous jetterons sur la France au printemps prochain.

« Nous voulons imposer la paix à la Russie et à la France, mais nous n'aspirons, ni d'un côté ni de l'autre, à des acquisitions territoriales. »

M. von Richthofen me tenait ce langage dans les premiers jours de janvier. Il me donnait à connaître alors les projets de l'Allemagne — les événements l'ont prouvé. Mais ils prouvent aussi que ces projets ont échoué lamentablement.

Mais laissons la parole au député libéral.

— Nous voulons conclure avec ces deux puissances une paix honorable sur les bases suivantes : *cession à l'empire de la Flandre allemande (sic) et retour à la France des populations alsaciennes, de race française, soit dix mille habitants environ ! Quant à Metz, nous le gardons, bien entendu. L'Allemagne*

ne peut céder cette forteresse. Du côté russe, retour au *statu quo ante bellum.*

« Ces tractations auraient pour nous entre autres avantages, celui de nous permettre d'attaquer l'Angleterre à forces égales. »

On voit que cette paix honorable pour l'Allemagne, dont parle M. von Richthofen, serait tout simplement une paix déshonorante pour la France ; le député libéral propose de céder dix mille habitants d'Alsace à la France, oubliant que ce pays en comptait 1.120.000 au moment de son annexion.

— Veuillez, dis-je à M. von Richthofen, me donner votre opinion, au sujet de la politique suivie par la monarchie austro-hongroise.

— Nous avons tous cru que l'Autriche serait écrasée par les Russes dès le premier choc (mêmes paroles que M. von Liszt) ; or, la monarchie dualiste résiste encore, mais la situation est périlleuse, et il va sans dire qu'on le comprend à Vienne !

— Avez-vous entendu parler, lui dis-je, de négociations entreprises par la Ballplatz, sous le couvert d'un tiers, dans le but de conclure une paix séparée avec la Russie ?

— Vous me posez là une question bien indiscrète. Savez-vous quelque chose de précis à cet égard, ou prétendez-vous obtenir de moi des révélations? fait-il sur un ton malicieux.

— Je désirerais connaître votre opinion ; mais je sais d'une façon précise qu'il y a eu une tentative de faite, et je connais le nom de la personne chargée de ces négociations officieuses.

— Quel est ce personnage? Pouvez-vous seulement me dire la première lettre de son nom ?

— Impossible.

— C'est regrettable, car je crois que nous avons en vue la même personne. »

Ici nous interrompons pendant quelques instants la conversation ; un secrétaire vient, en effet, de faire son apparition, il apporte quelques pièces à signer.

Aussitôt que la porte se referme, je reprends mes questions :

—Etes-vous partisan d'une union douanière entre l'Allemagne et l'Autriche ?

— *Certainement, mon avis est que tout ce*

qui peut contribuer à resserrer les liens entre les deux empires du Centre doit être envisagé avec faveur.

Je demande au député de me parler de l'action allemande dans les Balkans.

— *Au point de vue militaire, me dit-il, notre action future, dans un avenir très prochain, se portera contre la Serbie ; nous ne visons, du reste, que le chemin de fer de Serbie, et nous l'aurons, dussions-nous envoyer là-bas cent mille hommes de bonnes troupes.*

« Les raisons de cette action sont multiples ; elles sont à la fois d'ordre militaire, politique et économique. Nous tendons surtout à établir la libre communication entre nous et notre alliée turque, et pour cela il nous faut disposer de la voie ferrée Berlin-Vienne-Belgrade-Sofia-Constantinople.

« C'est aussi la seule façon pratique de préparer l'invasion de l'Egypte.

« D'autre part, la situation économique de l'Allemagne s'améliorera considérablement le jour où nous aurons la voie libre vers Constantinople.

— Mais, fis-je, avez-vous envisagé l'atti-

tude possible de la Roumanie au moment où votre attaque menacera de couper le chemin de fer du Timok?

— *Lorsque les Serbes seront refoulés par nous, la Bulgarie interviendra en notre faveur, car nous lui avons promis la Macédoine. De ce fait, la Roumanie devra s'abstenir de toute action militaire.*

— Que pensez-vous de la politique suivie par le gouvernement italien? repris-je...

— *L'Italie ne bougera pas non plus* ; elle obtiendra des avantages sans tirer l'épée ; c'est déjà grâce à nous qu'elle a pu occuper Vallona sans coup férir.

« Seules, trois nations disposant de grands moyens militaires ne sont pas engagées dans la lutte actuelle : ce sont l'Italie, la Roumanie et les Etats-Unis. Or, notre action en Serbie, unie à d'autres considérations, à d'autres intérêts, arrêtera toute velléité belliqueuse de l'Italie, aussi bien que de la Roumanie ; si ces deux pays partent plus tard en guerre, ils le feront à côté du vainqueur.

« Quant aux Etats-Unis, nous avons là-bas des intérêts considérables, et le gouverne-

Autographe de M. von Richthofen.

Antwort auf Frage 8.

Es ist im hohen Masse bedauerlich, dass das Völkerrecht in diesem ganzen Kriege von allen Seiten verletzt worden ist, und fur die Zukunft der Menschheit und fur die internationalen Beziehungen der Völker wird das noch manche schädlichen Folgen zeitigen. Die Verletzung der luxemburgischen Neutralität ist juristisch durch das stillschweigende Einverständnis der luxemburgischen Regierung und die Tatsache, dass dieselbe die gezahlten Entschädigungsgelder angenommen hat, gerechtfertigt. Von einer Verletzung der belgischen Neutralität durch Deutschland zu sprechen, durfte nicht mehr am Platze sein. Fur jeden in die geheimen Fäden der Auswärtigen Politik Eingeweihten war es bereits seit geraumer Zeit feststehend, dass die belgische Regierung und der König Albert die Neutralität ihres Landes bereits preisgegeben ~~xxxxxx~~ und fur den Fall eines deutsch-französischen Krieges sich bereits entschieden hatten, auf welche Seite sie sich zu stellen gewillt sein wurden. Nun ist durch die Auffindung der verschiedensten Dokumente hierfur auch noch der schriftliche Beweis erbracht worden. Belgien hat kein Recht, sich über ~~das~~ sein Schicksal zu beklagen, wie sich dasselbe auch nach dem Frieden gestalten möge.

F. Richthofen.

Traduction de l'autographe de M. von Richtofen, page 159.

RÉPONSE A LA QUESTION 8

Il est regrettable au plus haut point que le droit international ait été violé de toutes parts dans toute cette guerre,

ment de Washington a des motifs nombreux de rester en bons termes avec nous ; et puis, ajoute-t-il en souriant malicieusement, les présidents ont besoin d'attirer à eux les votes des nombreux Allemands installés en Amérique.

— Quelle est votre opinion au sujet de la durée de la guerre?

— Encore une année peut-être, mais pas davantage ; ni la France ni la Russie ne pourront soutenir une plus longue guerre. »

Notre entretien prit fin sur ces mots. M. von Richthofen était celui de mes interlo-

---

et tant pour l'avenir de l'humanité que pour les relations internationales entre les peuples il en résultera encore maintes suites fâcheuses. La violation de la neutralité du Luxembourg est juridiquement justifiée par le consentement tacite du gouvernement luxembourgeois ainsi que par le fait d'avoir accepté les sommes d'indemnité. Quant à parler d'une violation de la neutralité belge par l'Allemagne, ce ne serait plus le moment de le faire. Pour tous les initiés dans les trames de la politique étrangère, il était depuis un certain temps établi que le gouvernement belge et le roi Albert avaient livré leur pays et décidé pour le cas d'une guerre franco-allemande, de quel côté ils voulaient se placer. Or, la trouvaille des documents les plus divers en a fourni la preuve écrite. La Belgique n'a pas le droit de se plaindre de son sort, sous quelque forme qu'il se présente.

H. Richthofen.

cuteurs qui m'avait le mieux informé, mais combien des projets qu'il me présenta sont tombés à l'eau aujourd'hui ! Ainsi les événements se précipitent et se chargent de démentir eux-mêmes un langage qui ne date que de quelques semaines.

*
* *

Sur ce sujet si important de la politique extérieure, je décidai d'interroger également un de mes précédents interlocuteurs, homme très averti, M. Witting, directeur de la Banque Nationale d'Allemagne.

Il commença par me dépeindre la situation sous un jour très favorable pour l'Allemagne.

— Nous occupons la Belgique, la France septentrionale et une partie de la Pologne, voilà, me dit-il, le bilan des cinq premiers mois de guerre.

Je lui fis aussitôt remarquer que la marche sur Paris a échoué et que les opérations dans les Flandres ont tourné au désavantage de l'armée allemande.

Il réfléchit longuement, puis reprit d'une voix grave :

— Certainement nous ne faisons pas cette guerre comme en 1870 : Nous avons rencontré des difficultés sérieuses, subi même des revers, et l'idée de la terminer en quelques mois, comme nous l'avions cru au commencement, était erronée, mais nous attendons pour une date prochaine des événements sur le théâtre occidental de la guerre. Nous comptons de ce côté-là sur des avantages décisifs et à brève échéance. Vous m'excuserez de ne pouvoir vous donner des précisions à cet égard, ajoute-t-il avec une certaine ironie.

« Du reste, continue-t-il, les difficultés que nous rencontrons dans cette guerre seront profitables à la nation allemande, car elles modèreront l'ardeur des milieux pangermanistes et nous permettront de réaliser des réformes libérales dans l'ordre politique.

« D'autre part, continue-t-il, je ne suis pas de ceux qui croient que nous pourrons parvenir à faire une paix séparée avec l'un ou l'autre des alliés. Ceux-ci demeureront unis, estimer le contraire est une erreur profonde.

Ce ne serait du reste ni la première faute ni la dernière à l'actif de notre diplomatie. »

M. Witting s'arrêta un instant, songeur. Puis il reprit :

— Cette guerre se déroule lentement. En affirmant que c'est une guerre d'usure, on ne s'est pas trompé. Du reste, je suis opposé à conclure une paix prématurée, qui nous obligerait à remettre tout en question avant dix ans.

Je lui demande ce qu'il pense au sujet du résultat final :

— Je n'aime pas à prohétiser, mais je ne pense pas qu'elle puisse se terminer autrement que par une *paix honorable* pour l'Allemagne.

« *Nous pourrons être obligés d'abandonner des territoires que nous occupons présentement, mais nous opposerons sur le nôtre une forte résistance, et j'estime improbable que les alliés puissent y pénétrer profondément.* »

J'ajouterai que je prenais ces déclarations à M. Witting vers la même date que celles de M. von Richthofen, dans la première quinzaine

de janvier. Tous deux annonçaient une action prompte et décisive en Russie et sur le front occidental : autant d'interviews qui marquent l'échec complet du plan allemand.

*
* *

Le baron von Richthofen m'avait dit : « Nous manquons d'hommes d'Etat... Zimmermann est le seul qui entende véritablement son métier. »

J'avais pensé dès cet instant qu'il me fallait absolument consulter M. Zimmermann. Je fis des démarches dans ce but. Un matin, un coup de téléphone me prévint que le sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, remplaçant le ministre qui était retenu en permanence au quartier général, me recevrait à six heures du soir.

A l'heure indiquée, je me trouvais à la Wilhelmstrasse. Je fut tout d'abord frappé de la simplicité qui règne au ministère des affaires étrangères : de longs couloirs blanchis à la chaux sur lesquels s'ouvrent de modestes bureaux où des personnages de l'importance

de M. Mumm von Schwarzenstein, ancien ambassadeur et directeur du service des pays neutres, et M. Horstmann, chef du Bureau de la presse, siègent entre quatre chaises et un bureau genre américain.

Un huissier m'introduit dans le salon d'attente qui précède le cabinet du ministre.

A quelques pas de moi le ministre de Suède et celui de Danemark s'entretiennent à voix basse ; de temps à autre, ils élèvent un peu le ton, et je m'aperçois qu'ils parlent entre eux le français. Ils n'attendent pas longtemps ; quelques minutes après mon arrivée, l'huissier les introduit auprès du secrétaire d'Etat.

Je suis seul et j'en profite pour regarder autour de moi : je me trouve dans une pièce assez vaste, éclairée par deux fenêtres donnant sur la Wilhelmstrasse ; de larges divans et des fauteuils en reps grenat ornent ce salon peu luxueux.

Au fond, j'aperçois sur une table-bureau un portrait du ministre, M. von Jagow, en uniforme, la poitrine constellée de décorations ; pendue au mur et me faisant face, s'étale une vaste composition à l'huile, d'aspect lourd

et imposant, dans le goût allemand. Elle représente l'empereur Guillaume Ier en costume d'apparat ; il porte en main le bâton de feld-maréchal, sur les épaules le manteau d'hermine aux larges pans surchargés de brocart doré.

Je suis tiré de mes réflexions par un bruit de voix ; les diplomates prennent congé du ministre, et, peu après on m'introduit à mon tour auprès de ce dernier.

M. Zimmermann ne paraît guère avoir dépassé la quarantaine : de taille moyenne et d'assez forte carrure, mais la démarche encore souple et agile, il présente une face large et poupine, barrée par une forte moustache blonde, et qu'animent deux yeux bleus à l'expression malicieuse.

Le ministre a dû être batailleur dans sa jeunesse, car il porte sur la face gauche du visage de profondes balafres qui, jadis, lorsqu'il était étudiant, ont dû faire son orgueil.

Il me reçoit aimablement et se prête de bonne grâce à mon interrogatoire.

— La violation du territoire belge ? Mais vous n'ignorez pas que la Belgique avait

conclu un arrangement secret avec l'Angleterre. Dans ces conditions, elle serait malvenue de se plaindre.

— Comment expliquez-vous, dis-je au ministre, certains termes du discours prononcé par le chancelier dans la séance du 4 août ?

— C'est bien simple : *nous ignorions alors l'existence de l'arrangement anglo-belge ; le chancelier, qui est un honnête homme avant tout, parla suivant sa conscience, en déplorant l'atteinte portée au droit des gens et en invoquant les raisons d'ordre militaire.*

— J'ai entendu dire, fis-je, que ces déclarations du chancelier furent motivées par le désir d'amener la Belgique à composition.

— *C'est exact*, affirme M. Zimmermann ; mais presque aussitôt il ajoute vivement : En somme, je ne puis rien affirmer sur ce point.

— Quelle est votre opinion au sujet de l'Italie ?

— Les sympathies du peuple italien vont vers les alliés, *mais les classes élevées et le gouvernement penchent du côté de l'Allemagne.*

Au moment de cet entretien, on parlait

beaucoup de l'affaire de Valona, et je crus devoir poser une question à ce sujet.

— Ah ! voilà encore une action militaire entreprise en vertu de raisons humanitaires ; cela m'a fort réjoui de l'apprendre, dit-il en riant.

— Croyez-vous, lui dis-je, que les pays neutres puissent exercer avec succès une action déterminée en vue de mettre un terme aux hostilités ?

— Je ne le crois pas ; en tout cas l'Allemagne fera la paix par ses propres moyens.

Je me disposais à lui poser bien d'autres questions, mais le ministre se lança soudain dans une longue dissertation au sujet du rôle de l'Espagne dans la guerre actuelle, et il devint difficile de fixer son attention sur d'autres points. Bien entendu, il me parla de Gilbraltar et il affirma avec force :

— Le triomphe des alliés dans la guerre actuelle établirait d'une façon définitive sur la péninsule Ibérique l'influence anglo-française. Aussi tous les patriotes espagnols doivent-ils se ranger du côté de l'Allemagne. ertains milieux de l'Espagne nous avonsa scnD

des sympathies : mais parmi les hommes du gouvernement, le marquis de Lema, ministre des affaires étrangères, est franchement anglophile et, naturellement, ceci est d'une grande importance.

« Non seulement nous aimons l'Espagne, nous autres Allemands, mais encore, le voudrions-nous, nous ne pourrions lui faire aucun tort.

— Pourquoi ? dis-je au ministre. Parce que vous êtes trop loin ?...

— C'est cela, parfaitement ! s'écrie-t-il.

M. Zimmermann est mis en gaieté, et il termine l'entretien par une boutade : « Nous avons un travail fou, et au milieu des graves responsabilités qui pèsent sur nous, voilà-t-il pas que l'on se mêle de nous donner des conseils. Le ministre des affaires étrangères reçoit journellement par centaines des lettres venant de tous les points de l'Allemagne et conseillant au gouvernement telle ou telle mesure en vue de sauver la chose publique ; c'est à croire, vraiment, que tous ces gens-là nous prennent pour des imbéciles... ».

*
* *

Un des plus grands torts de l'Allemagne a été de se lancer dans la guerre actuelle sans pouvoir compter sur un seul homme d'Etat vraiment digne de ce nom.

L'Empire dispose de moyens puissants, et ses dirigeants ont fait preuve depuis le début des hostilités d'une activité soutenue, mais tous ces efforts manquent de coordination et d'esprit de suite.

Cet état de choses provient aussi, pour une bonne part, des divergences de vues qui séparent le pouvoir civil de l'élément militaire ; il est vrai que ce dernier finit toujours par l'emporter, et que les ministres s'inclinent devant les décisions du Grand Etat-Major, mais il résulte néanmoins de ce manque d'unité de vues, un flottement dangereux aussi bien au point de vue de la marche des opérations militaires que sous le rapport des négociations diplomatiques.

Le Chancelier s'est montré en toute occasion inquiet, hésitant et dépourvu en somme des qualités requises dans les circonstances actuelles.

« Il a été débordé par l'élément militaire », disent certains Allemands dans le but de l'excuser ; « il ne voulait pas de cette guerre et il était opposé également à l'entrée des troupes allemandes par la Belgique » ; en admettant l'exactitude de ces affirmations, elles prouveraient surtout, si besoin en était, la faiblesse de caractère de l'homme qui tient entre ses mains les destinées de l'Empire allemand.

Tracassière et incohérente, dépourvue de finesse et de perspicacité, la politique extérieure de l'Allemagne devait fatalement aboutir à un échec ; on s'est trompé sur toutes choses : sur l'attitude de l'Angleterre et de la Belgique, sur le rôle des pays neutres, sur la valeur des armées alliées, sur la durée de la guerre.

L'Allemagne s'était préparée patiemment, savamment, à une guerre, pouvant durer, d'après l'avis des plus pessimistes, 10 mois environ. L'offensive du début ayant échoué, il a fallu recourir à d'autres moyens, faire appel à d'autres ressources, et le gouvernement allemand a dû remanier son plan de campagne au point de vue militaire, économique et diplomatique. Or, sa politique

manque de la souplesse voulue, elle ne peut se plier rapidement aux circonstances du moment ; il en résulte un malaise général qui ne fera que s'accroître à mesure que se succèderont les événements.

L'entrée en lice de l'Italie, prévue par tous ceux qui possèdent la connaissance exacte des facteurs actuellement en jeu, a prouvé une fois de plus quelles dangereuses illusions l'on entretient en Allemagne.

J'ai pu constater, en effet, lors de mon enquête, la confiance la plus absolue en la réussite des négociations entreprises par le prince de Bulow. « L'Italie ne bougera pas, m'affirmait le baron de Richthofen, elle obtiendra des avantages sans tirer l'épée » ; « les classes élevées et le gouvernement italien penchent du côté de l'Allemagne » me déclarait avec une tranquille assurance le sous-secrétaire d'Etat Zimmermann.

Pourtant les indices du contraire auraient dû frapper les dirigeants allemands ; ceux-ci ne pouvaient ignorer les grands courants d'opinion qui poussaient l'Italie à intervenir au côté des alliés.

L'intelligence politique dont les Italiens sont amplement pourvus, leur a permis de discerner, entre autres nombreux facteurs, que la neutralité bienveillante à laquelle on voulait les assujettir, à grands renforts de promesses, n'était qu'un leurre ; ces concessions tardives, imposées par les circonstances, loin d'offrir de sérieuses garanties de réalisation, dévoilait au contraire l'état précaire des Empires du Centre et l'importance des sacrifices consentis ne pouvait que hâter l'intervention italienne.

Les Italiens ont compris que c'est au vainqueur de demain et à lui seul qu'appartiendra le soin de régler le partage, et le meilleur moyen de réaliser les aspirations du pays était, à n'en pas douter, de contribuer à la victoire des Etats alliés, désormais assurée.

Au surplus, il est de règle pour les collectivités aussi bien que pour les individus, que seules les conquêtes méritées par un effort soutenu et par le noble sacrifice de soi-même offrent des garanties d'avenir ; le peuple de la péninsule était pénétré de cette vérité le jour où, dressé en un élan magnifique, il de-

manda à prendre part à cette lutte sans merci.

Dans la pensée italienne, la Triple Alliance c'était l'équilibre de l'Europe, ceci les gouvernements qui se sont succédés à la Consulta l'ont affirmé constamment, et c'est dans ce sens que, dès 1902, M. Delcassé pouvait apporter à la tribune de la chambre française les déclarations suivantes :

« Ni directement ni indirectement, la politique de l'Italie n'est, par suite de ses alliances, dirigée contre la France. Elle ne saurait, en aucun cas, comporter une menace pour nous, pas plus dans une forme diplomatique que par les protocoles et stipulations militaires internationales. En aucun cas et sous aucune forme, l'Italie ne pourrait devenir ni l'instrument, ni l'auxiliaire d'une agression contre notre pays. »

Or, les Empires du Centre ayant rompu l'équilibre européen, l'attitude du gouvernement italien était désormais tracée ; il ne lui restait qu'à se séparer de ses anciens alliés ; c'est ce qu'il fit en proclamant la neutralité de l'Italie dès le début des hostilités ; il creu-

sait ainsi un fossé infranchissable entre deux peuples qui ne pouvaient être qu'alliés ou ennemis. Mais les dirigeants austro-allemands se refusèrent à admettre cette vérité, et Vienne engagea, sous les auspices de la Wilhelmstrasse, les laborieuses négociations que l'on connaît, lesquelles ne pouvaient aboutir qu'à un échec.

Dans les Balkans, la politique austro-allemande ne paraît pas donner de meilleurs résultats. Certes, l'intervention italienne a causé à Sofia et à Buccarest quelque déception ; on espérait, en effet, que le gouvernement de Rome réserverait sa décision jusqu'au jour plus lointain, où l'entrée en ligne des armées italiennes, roumaines et bulgares apporterait un concours décisif à celui des belligérants qui saurait davantage le mériter. Nul doute cependant, que le bon sens politique ne finisse par l'emporter sur les autres considérations et que l'on comprenne que la part réservée aux aspirations de la Roumanie et de la Bulgarie est encore fort belle. Au surplus, les Etats alliés sont actuellement les maîtres de l'heure et c'est d'eux qu'il

faut tout attendre; la résistance à laquelle se heurtent les Etats balkaniques dans les négociations en cours, constituent le plus sûr garant de l'accomplissement des promesses échangées entre les Chancelleries, car l'opposition marquée sur certains points provient en grande partie du désir de sauvegarder tous les intérêts en jeu.

Considérant la question de Transylvanie comme résolue, le gouvernement roumain réclame aujourd'hui la Bukovine jusqu'au Pruth, alors que les offres de la Russie s'arrêtent au Sereth; en Hongrie, les aspirations roumaines englobent tout le banat de Temesvar jusqu'au Danube et jusqu'à la Theiss, tandis que la Russie entend fort équitablement que la partie sud-ouest du banat doit échoir à la Serbie. Que la Roumanie ne s'engage dans la lutte actuelle qu'après avoir acquis la certitude d'obtenir de sérieux avantages, personne ne saurait s'en étonner, mais l'on comprendra aussi à Bucarest que toute négociation implique des concessions réciproques et que dans les circonstances présentes aucun gouvernement ne saurait maintenir indéfiniment son

point de vue sans s'exposer à laisser fuir l'heure des réalisations.

« Lorsque les Serbes seront refoulés par nous, me déclarait M. von Richthofen, la Bulgarie sortira de son attitude expectante, car nous lui avons promis la Macédoine ». Après avoir paru renoncer à son attaque contre la Serbie, l'Allemagne semble vouloir aujourd'hui reprendre ce projet ; elle espère aussi exercer une action efficace sur la Bulgarie en contraignant le gouvernement ottoman à des concessions territoriales au profit de cette dernière ; il paraît se confirmer, en effet, que les négociations engagées entre Constantinople et Sofia sont près d'aboutir à la cession à la Bulgarie de toute la rive droite du cours inférieur de la Maritza, y compris le faubourg d'Andrinople qui s'y trouve. Cette session mettrait donc en territoire bulgare tout le chemin de fer de Dedeagatch à Mustapha-Pacha ; mais quel que puisse être le résultat définitif de ces pourparlers, on a peine à croire que la Bulgarie, dont les aspirations sont autrement plus vastes, se contente d'offres aussi minimes ; il est à présumer, au contraire, que le gouver-

nement de Sofia saura éviter le piège auquel l'Italie vient d'échapper, et que s'il négocie encore de côté et d'autre, il prendra en dernier lieu la seule décision conforme à ses intérêts véritables (1).

Le retour au pouvoir de M. Venizelos exercera sans aucun doute une grande influence sur les décisions du groupe balkanique ; l'ancien Président du Conseil est homme à faire taire les dernières hésitations et à renouer l'ancienne entente. Cette œuvre présente de grandes difficultés, mais elle n'est pas irréalisable ; c'est de sa mise au point que dépend l'avenir des jeunes nationalités balkaniques.

L'empire des Hohenzollern a soulevé contre lui la plus formidable coalition que le monde ait jamais vue et l'heure n'est pas très éloignée où tous les grands Etats, pénétrés des conditions exceptionnelles de la partie qui se joue actuellement, entreront dans la fournaise aux côtés des alliés.

---

(1) Le Gouvernement de Sofia vient d'envoyer à Paris, en qualité de chargé d'affaires, un homme d'une grande valeur, M. Grecof, Secrétaire du Cabinet politique du Roi de Bulgarie ; l'habileté du nouveau ministre contribuera sans doute à aplanir bien des difficultés.

Il n'est même pas impossible qu'au cours de cette guerre, l'Allemagne ne soit appelée à constater de cruelles défections dans son propre camp.

L'allié autrichien s'est vu constammant sacrifié pendant les négociations qui ont précédé l'intervention italienne, et dernièrement encore on cherchait à imposer à la monarchie des Habsbourg les concessions qui devaient, dans l'esprit des dirigeants de Berlin, acheter la neutralité roumaine.

Mon enquête a montré, d'autre part, que l'Allemagne songe déjà à imposer à sa voisine un vasselage économique et que l'on rêve même d'annexions aux dépens de l'Autriche.

Celle-ci a tenté une première fois de séparer son sort de celui de l'Allemagne; des motifs d'ordre militaire surtout, les contingents autrichiens étant pour ainsi dire encadrés par les troupes allemandes, l'ont empêché de réaliser ce dessein ; il lui aurait fallu se dégager par la force des armes; peut-être s'y résoudra-t-elle lorsque les événements auront prouvé pertinemment l'impossibilité pour elle de continuer la lutte au côté de l'Allemagne.

L'intervention des Etats balkaniques et l'effondrement de l'Empire ottoman une fois consommés, c'est du reste la seule chance qui demeure aux Habsbourg de sauver une partie de leur patrimoine.

Il va sans dire que cette solution,en ouvrant aux armées alliées les routes de la Bohême et de la Saxe, hâterait dans de fortes proportions la terminaison des hostilités. L'Allemagne attaquée sur trois fronts, obligée de défendre son propre territoire,ne pourrait soutenir le choc des armées alliées et ce serait la fin.

CHAPITRE IV

LES INTELLECTUELS ALLEMANDS ET LA GUERRE

Pour bien saisir l'origine de l'attitude adoptée par les milieux intellectuels de l'Allemagne, il conviendrait de remonter une cinquantaine d'années en arrière et d'étudier l'action exercée sur la jeunesse des écoles par l'Etat allemand.

L'Allemagne est avant tout une nation militaire qui, s'appuyant sur une puissante armée, nourrit de vastes ambitions, à la fois politiques et économiques ; ces ambitions, l'Etat s'est appliqué à les poursuivre méthodiquement et il a voulu les inculquer à la jeunesse : il s'est attaché à former une génération soumise à ses desseins et à perpétuer en elle les principes militaires qui ont fait

la grandeur de la Prusse. Pour parvenir à ses fins, le Pouvoir comptait sur deux facteurs essentiels : sur les instincts guerriers de la nation allemande et sur son orgueil de la puissance germanique.

On a souvent présenté le Germain comme un homme débonnaire, assez sentimental, aimant les joies paisibles du foyer ; ce point de vue n'est pas absolument faux, mais si l'on s'en tenait là on ne verrait qu'un côté du caractère allemand, et celui-ci est tout en contrastes ; dans le fond, ses atavismes, son histoire ont fait du Germain un être dur, autoritaire et combatif ; l'Etat n'a pas créé une vie factice autour de lui ; il n'a eu qu'à développer les tendances innées de la race.

Après ses victoires, la Prusse a su exploiter habilement l'orgueil qu'elles inspiraient et c'est aidée par le sentiment naïf mais puissant de la force allemande et des destinées futures de la race qu'elle a assis son hégémonie sur le reste de l'Allemagne. L'éducation a complété cette œuvre de force : Depuis l'âge le plus tendre, depuis l'entrée à l'école jusqu'à la terminaison des études

universitaires, l'Allemand destiné aux carrières libérales subit l'emprise de l'Etat qui le façonne à sa guise et ne le lâche qu'après en avoir fait, non un citoyen conscient de ses droits et de ses devoirs, mais un rouage de cette machine de guerre qu'est l'Empire allemand.

Ils ont fait de leurs établissements d'enseignement des casernes où la discipline régit les principaux actes de l'existence.

La vie corporative aide elle aussi puissamment à maintenir et à développer le goût des choses militaires ; le gouvernement ne l'ignore pas, aussi ne néglige-t-il aucune occasion de montrer son bon vouloir à ces institutions : elles jouissent de différents petits privilèges et les autorités ferment les yeux sur les bruyantes agapes et les duels retentissants de messieurs les étudiants. Mais ce qu'il importe de retenir, c'est la pression exercée sur les esprits dans les milieux enseignants : on a voulu que l'Université ne formât que des serviteurs de l'Etat ; pour y parvenir il fallait avoir sous la main un personnel se pliant facilement aux injonctions

venues d'en haut, un personnel disposé à n'enseigner que la vérité officielle; on l'a trouvé sans difficulté, car en dépit de certaines apparences l'Allemand aime à se laisser guider par le gouvernement ; il ne discute que pour la forme, et s'incline aisément devant le fonctionnaire de tout grade qui représente pour lui cette entité vague mais supérieure que l'on nomme l'Etat.

Il existe bien dans les grands centres de l'Allemagne quelques pépinières d'intellectuels indépendants qui se refusent à pactiser avec les théories en cours, mais ces isolés, dont la plus grande partie se recrute parmi les artistes et les hommes de lettres, ne jouissent d'aucune influence ; on les ignore.

En somme, seul le professeur officiel exerce une autorité véritable sur les esprits.

Par cette action méthodique et soutenue, on est parvenu à organiser solidement la société mais on a étouffé la libre expansion de l'individu, on a empêché l'éclosion de ces personnalités puissantes qui marquent le passage d'une civilisation ; si l'on jette un coup d'œil en arrière on constate que, durant

les années qui ont suivi les grandes victoires de la Prusse, c'est-à-dire à partir du moment où l'action de l'Etat s'est fait le plus fortement sentir, le développement intellectuel de l'Allemagne a subit un ralentissement ; il ne correspond plus de nos jours à l'accroissement des forces économiques et de la puissance militaire de l'Empire.

C'est parmi les intellectuels allemands que j'ai trouvé les idées les plus violentes et les plus arrêtées au sujet de la guerre ; les politiciens et les financiers m'ont paru beaucoup plus modérés dans leurs appréciations ; les professeurs d'Universités font preuve trop souvent d'un entêtement fâcheux et d'une incompréhension totale des événements actuels ; certains cerveaux paraissent même sérieusement atteints et leurs propriétaires sont considérés par les Allemands eux-mêmes comme de véritables cas pathologiques.

En signant le fameux manifeste, certains parmi les intellectuels ont voulu faire preuve de zèle, tout simplement ; mais c'est là une minorité ; la plupart d'entre eux sont

animés d'un patriotisme étroit, mal compris, mais sincère ; ils s'imaginent devoir faire abstraction de leur personnalité et se refusent à eux-mêmes jusqu'au droit de penser.

Au surplus, la mentalité du professeur d'outre-Rhin n'est guère compliquée ; il peut parfois faire preuve de malice, et d'astuce, mais il manque de psychologie ; il l'a bien prouvé dans les circonstances présentes en mesurant si mal la portée des actes qu'il accomplissait ; il a cru qu'il convenait avant tout de se solidariser avec l'élément militaire afin de prouver au monde que la nation allemande était étroitement unie ; il n'a pas calculé que la lettre « aux nations civilisées », tant par sa forme que par les arguments invoqués, produirait un effet déplorable dans les milieux intellectuels de l'étranger.

Il est vrai qu'aujourd'hui, les intellectuels allemands déplorent l'acte accompli ; ils le regrettent non pas comme étant contraire à leur mission d'éducateurs, à leur rôle d'hommes de science, mais parce qu'ils estiment, non sans raison, avoir produit par ce geste l'effet

contraire à celui qu'ils se proposaient d'obtenir.

*
* *

C'est en Suisse que j'ai recueilli les premiers éléments de mon enquête sur les intellectuels allemands. Lors de mon passage par Berne, j'appris que l'on projetait dans cette ville la création d'une « revue des Nations » (1) sorte d'organe neutre, disait-on, auquel seraient appelés à collaborer les intellectuels appartenant aux nations belligérantes.

M. Häberlin, professeur à l'Université de Berne et l'un des promoteurs de la revue en question, voulut bien me donner quelques éclaircissements à ce sujet; j'appris ainsi que l'idée de fonder une « revue des Nations » avait fait l'objet de quelques entretiens entre le professeur bernois et ses collègues de Genève, mais sans qu'une décision quelconque fût prise ; le projet semblait devoir

(1) Sans doute les promoteurs ignoraient l'existence d'un organe de ce nom, lequel se publie à Paris.

tomber dans l'oubli lorsqu'un jour on téléphona de Genève à M. Häberlin : « le juriste autrichien Brockhausen s'intéresse à notre projet, lui dit-on ; venez nous trouver et nous en causerons » ; dès lors l'idée était lancée.

— Disposez-vous, dis-je à M. Häberlin, des fonds nécessaires pour mener à bien votre entreprise ?

— Nous avons déjà une partie des fonds, me fut-il répondu ; une dame américaine et un commerçant français ont versé des sommes importantes ; le surplus nous viendra d'Autriche et d'Allemagne ; nous l'attendons incessamment.

— Avez-vous pu vous assurer le concours moral des intellectuels appartenant aux nations belligérantes ?

— J'ai fait récemment un voyage en Allemagne, me répondit M. Häberlin ; j'ai eu des entretiens avec les professeurs les plus éminents des Universités allemandes, et tous abondent dans mon sens ; j'entreprendrai prochainement un voyage en France dans le même but ; nous entretenons à ce

sujet une correspondance avec différentes personnalités du monde intellectuel français.

J'assumerai avec M. Gonzague de Reynold, professeur à l'Université de Genève, la direction de la nouvelle revue.

Je demandai à M. Häberlin de me remettre une note concernant le but précis qu'il poursuivait ; voici le texte de cette note :

« Nous voudrions essayer de rétablir sur notre sol neutre le contact rompu entre les représentants spirituels des nations belligérantes, mais un contact de nature à n'altérer en rien les convictions personnelles, les sentiments patriotiques.

« Nous ne songeons point à être pour le moment des préparateurs de la paix. Nous acceptons la situation qui est faite aujourd'hui à l'Europe. Notre but n'est pas non plus d'établir « la vérité », chose encore objectivement impossible. Nous laissons à la guerre tous ses droits momentanés. Nous voulons nous abstenir de tout sentimentalisme. Notre désir est simplement de créer l'occasion d'un entretien calme, positif et sincère.

« Organe suisse, mais de culture euro-

péenne, la revue traitera des questions et des problèmes que la guerre a soulevés. On y exposera également les points de vue des différentes nations.

« Des discussions et des explications ne seront admises que si elles demeurent objectives et courtoises et ne dégénèrent point en polémique stérile.

« La revue paraîtra en français, en allemand et en anlgais.

« Elle aura pour directeurs responsables deux Suisses qui, par l'origine, la langue et la culture, représentent l'un la race latine, l'autre la race germanique. Cette direction commune, en même temps qu'elle est un symbole, assure l'unité et la neutralité de la revue. »

Il ne me fut pas difficile de démêler, après avoir entendu ces explications et pris quelques autres renseignements, que ce groupe (sans d'ailleurs que la bonne foi de ses promoteurs pût être suspectée) était né du désir des intellectuels allemands de réparer l'effet déplorable causé par leur manifeste.

*
* *

J'avais sollicité une entrevue de M. F. W. Fœrster, professeur de pédagogie à l'Université de Munich. Il me l'accorda à Zurich quelques jours avant qu'il ne partît pour la Bavière. M. F. W. Fœrster est un homme jeune encore, de haute taille, d'allure distinguée, le front haut et découvert.

Avant d'être professeur à Munich, il exerça sa charge à Vienne et à Zurich ; au cours de sa carrière, il s'est distingué par l'indépendance de son caractère et de ses opinions ; il est fils du professeur à l'Université de Berlin, l'astronome en renom.

A une question que je lui pose, il me répond :

— Les termes du manifeste aux nations civilisées sont maladroits. C'est un message de « non-intellectuels » (*sic*). D'ailleurs, en général, les professeurs d'Université, en Allemagne, sont des esprits arriérés, en marge du mouvement des idées. C'est encore parmi les grands industriels qu'on trouverait les hommes les plus distingués.

Puis M. F. W. Fœrster se lance dans une critique assez vive des pangermanistes et de

la politique agressive de l'Empire avant la guerre.

— L'Allemagne a de ce fait, affirme-t-il, encouru certaines responsabilités dans le déchaînement du conflit actuel.

Mais, malgré ces critiques, le professeur demeure profondément allemand, et quelques instants après ces déclarations, lorsque je lui parlerai de Louvain et des atrocités commises par les troupes allemandes, il répondra :

— Toutes les affirmations de la presse française à ce sujet sont mensongères.

Je lui demande son avis au sujet du résultat final de la lutte engagée.

— L'Allemagne sera victorieuse, répond-il ; *elle a sacrifié sa culture morale et intellectuelle au développement de sa puissance militaire, et le résultat de cette guerre sera la revanche du sacrifice consenti.*

Finalement, je demandai à M. F. W. Fœrster de me résumer ses opinions en une note écrite. La voici :

« *Toutes* les nations portent dans une certaine mesure la culpabilité de cette guerre. Toutes les nations qui s'appellent civilisées

ont exagéré d'une manière insupportable le principe de l'égoïsme national. Non seulement les peuples de la Triple-Entente, mais aussi les nations neutres imputent au militarisme allemand toutes les causes de cette guerre. Mais on oublie que la situation géographique de l'Allemagne, entre la France, qui n'a jamais cessé de mettre en avant l'idée dangereuse et antichrétienne de la revanche et la Russie, avec ses irruptions dans la vie intérieure des peuples slaves en Autriche, avec ses prétentions d'exercer un protectorat fortuit sur ces peuples, a dû préoccuper les Allemands eux-mêmes que toute injustice rebute.

« Je voudrais espérer que cette guerre inouïe montrera toute l'absurdité d'un déchirement des peuples cultivés, et amènera ces peuples à la conviction que, non seulement les biens économiques, mais aussi ceux de la culture spirituelle ont besoin de la solidarité et de la collaboration pacifique de tous les peuples civilisés. Chaque nation, chaque race a reçu du ciel les qualités qui peuvent et doivent *compléter* les qualités données par le ciel aux

autres races, pour former « un seul peuple de Dieu » prédit par les prophètes. »

Autographe de M. F. W. Fœrster.

Toutes les nations portent dans une ve
mesure la culpabilité de cette guerre. Toutes
les nations qui s'appellent civilisées, ont exagéré
d'une manière insupportable le Principe de l'égoïsme
national. Non seulement les peuples de la Triple-Alliance
mais aussi les peuples neutres imputent au militarisme
Allemand toutes les causes de cette guerre. Mais on
oublie que la position géographique de l'Allemagne entre la France qui n'a
pas cessé avec l'idée dangereuse et antichrétienne
de la Revanche, et la Russie, avec ses irruptions
dans la vie intérieure des peuples slaves en Autriche
avec ses prétentions, d'exercer un protectorat fortu
sur les peuples, a du préoccuper même les homme
en Allemagne, aux quelles toute sorte d'injustice
résiste. Je voudrais espérer, que cette guerre
inouï montrera toute l'absurdité d'un déchirement
des peuples cultivés et amènera ces peuples à l
réunion, que non seulement les biens iconom
mais aussi ces de la culture spirituelle ont besoin
de la solidarité et de la collaboration pacifique
de tous les peuples civilisés. Chaque nation,
chaque race a reçu du ciel des qualités, qui
peuvent et doivent compléter les qualités
données du ciel aux autres races, pour former
un „seul peuple de Dieu" prédit par les prophètes

F. W. Foerster
Université de Munich

J'ai consulté l'un des premiers parmi les intellectuels, M. Wilhelm Ostwald, professeur à l'Université de Leipzig, lauréat du prix Nobel. Il a, en Allemagne, la réputation d'un grand chimiste, d'un spécialiste éminent, et ses travaux sont très estimés dans les milieux scientifiques. A ce titre, il jouissait, avant la guerre, de la considération qui s'attache aux hommes de science. On lisait ses ouvrages. On imprimait ses écrits dans les revues, en Allemagne, et aussi en France. Dans le numéro du 10 mai 1910 de la *Grande Revue* de Paris, on retrouverait en effet un article du professeur Ostwald, intitulé le *Grand Pas*. Ce n'était pas, à vrai dire, un article scientifique. M. Wilhelm Ostwald ne proposait aux Français, dans ce travail, rien moins que désarmer. « J'exprime la conviction, écrivait le professeur de Leipzig, que le peuple français est appelé à accomplir le premier le plus grand des actes politiques que connaîtra l'histoire de ces derniers siècles : le désarmement volontaire. »

Et M. Ostwald écrivait encore : « Je suis un internationaliste ».

Une fois de plus, par la voix d'un de ses savants, l'Allemagne s'employait à mettre la France en confiance et tentait de diminuer les forces garantissant son indépendance. Ce ne sera pas un travail sans intérêt d'étudier un jour tout ce qui fut mis en œuvre dans ce but par l'Empire des Hohenzollern. Tous, depuis le socialiste jusqu'au savant allemand, s'appliquèrent à désarmer la France, à préparer son égorgement.

M. Ostwald a repris aujourd'hui sa vraie figure, celle d'un irréductible chauvin, d'un patriote exalté. Il a mis sa plume, ses pensées, tout son esprit au service de la culture et de la patrie allemandes. Il y a même mis, avec orgueil, son laboratoire, et il a aidé à préparer pour cette France, à laquelle il demandait naguère le désarmement, de ces pastilles incendiaires qui firent merveille dans les villages de Lorraine.

En vérité, il m'intéressait de consulter M. Wilhelm Ostwald.

*
* *

Que pensez vous de l'état d'esprit du peuple allemand en présence de la guerre actuelle ? lui ai-je demandé.

— L'état d'esprit de la nation allemande, me déclara-t-il, se manifeste par son énergie à défendre son sol et à maintenir sa position dans le monde. La volonté de vaincre règne dans tout le peuple allemand, qui ne doute pas du résultat de la lutte.

« Comme résultat de la guerre on désirerait obtenir, en premier lieu, une sécurité plus étendue et durable de la paix mondiale. Quant à savoir comment on y parviendra, les opinions diffèrent encore beaucoup sur ce point. »

M. Ostwald parlait prudemment. Nous n'en étions pas encore à ses chroniques des *Sonntags Prediglen.*

— Que pensez-vous des milieux intellectuels allemands depuis le début des hostilités ?

— Il est difficile de répondre à cette question... On peut toutefois constater que les représentants des sciences appliquées et expérimentales voient dans les résultats

obtenus jusqu'ici dans la guerre actuelle la confirmation de l'énorme valeur de leurs efforts. Sur ce terrain, l'idée de la science appliquée s'étend bien au delà de la physique, de la chimie, et, même de la médecine, attendu qu'elle comprend en particulier l'économie politique et tout le domaine de le technique. Par contre, les prétendues sciences d'ordre purement intellectuel se sont montrées incapables, en somme, de contribuer sérieusement, en quoi que ce soit, au succès de l'Allemagne dans la guerre actuelle. Il s'ensuit que la position respective des différents représentants de notre intellectualité est actuellement très différente. Ceux qui sont des maîtres dans les sciences appliquées trouvent un champ d'action immensément vaste dans les nombreux problèmes de l'organisation technique, économique et sociale, tandis que les représentants des sciences de l'esprit doivent rester à l'écart et méditer sur l'impuissance de leurs efforts et sur leur inutilité.

« Après la conclusion de la paix, je m'attends à ce qu'il s'opère une forte tendance

de toute la vie intellectuelle allemande dans le sens d'une conception positive et active de la science. La passion typique des Allemands pour le travail s'accroîtra encore du fait des événements actuels. En outre, j'espère que si l'état d'esprit des autres peuples le permet, l'Allemagne pourra continuer après la guerre l'œuvre entreprise en vue de l'organisation internationale des sciences ; l'idée d'une science restreinte ne saurait, en effet, s'acclimater parmi nous. »

Mais je tiens aussi à connaître l'opinion de M. Ostwald sur la situation politique de l'Allemagne.

— Avant 1870, affirme-t-il, l'Allemagne ne possédait pas une organisation uniforme ; c'était partout l'individualisme qui prévalait : grâce à Bismarck, elle est arrivée à ne former qu'un corps ; c'est lui qui, en abolissant la confédération germanique, a donné à l'Allemagne la force dont elle dispose aujourd'hui.

« L'Angleterre est parvenue à rendre l'Europe aussi impuissante que l'était la Confédération germanique. En mettant en avant

l'idée de l'équilibre européen, la Grande-Bretagne a réussi à maintenir le reste de l'Europe dans un état d'infériorité afin d'étendre partout sa supériorité maritime.

« Il faut venir à bout de l'individualisme européen et créer une Europe organisée en un seul corps. »

Autographe de M. Oslwald.

Die zweite Frage nach dem Verhalten der Intellektuellen ist weniger einfach zu beantworten. Man kann konstatieren, dass sämtliche Vertreter der experimentellen und angewandten Wissenschaften in den bisherigen Ergebnissen des gegenwärtigen Krieges eine Bestätigung für den ungeheuren Wert ihrer Bestrebungen erblicken. Dabei geht der Begriff der angewandten Wissenschaft weit über Physik, Chemie und etwa Medizin hinaus, da er insbesondere auch noch die Volkswirtschaft und das gesamte Gebiet der Technik umfasst. Dagegen haben sich die sogenannten Geisteswissenschaften im wesentlichen unfähig erwiesen, für die Betätigung des deutschen Volkes in der gegenwärtigen Kriegslage irgendwie erhebliches beizubringen. Demgemäss ist auch die Stellung der Intellektuellen gegenwärtig sehr verschieden, Diejenigen, welche den zuerst erwähnten Berufsarten angehören, finden in den zahlreichen und wichtigen Problemen der technischen, wirtschaftlichen und sozialen Organisation ein ungeheuer reiches und dankbares Arbeitsgebiet, während die Vertreter der Geisteswissenschaften abseits

stehen müssen und sich mit der Frage beschäftigen, welchen Sinn und Zweck denn überhaupt ihr bisheriger Lebensinhalt gehabt hat. An der Grenze zwischen beiden stehen diejenigen Intellektuellen, welche von den Geisteswissenschaften herkommend sich die Denk- und Arbeitsmittel der exakten Disziplinen mehr oder weniger zu eigen gemacht haben. Demgemäss erwarte ich nach dem künftigen Frieden eine starke Wendung des ganzen deutschen Geisteslebens im Sinne der positiven oder aktiven Auffassung der Wissenschaft. Die typische Leidenschaft der Deutschen für die Arbeit wird durch die gegenwärtigen Ereignisse vorläufig noch gesteigert werden. Hiermit steht im Zusammenhange, dass meiner Hoffnung nach von Deutschland aus nach dem Kriege, so bald es die psychische Verfassung der andern Völker irgendwie gestattet, die Arbeit an der internationalen Organisation der Wissenschaften alsbald wieder aufgenommen wird, da die Idee einer national abgeschlossenen Wissenschaft in Deutschland durchaus keinen Boden findet.

W. Ostwald

Traduction de l'autographe de M. Ostwald, pages 200-201.

La seconde question sur l'attitude des intellectuels est moins facile à répondre. On peut constater que tous les représentants des sciences appliquées et expérimentales voient dans les résultats obtenus jusqu'ici dans la guerre actuelle la confirmation de l'énorme valeur de leurs efforts. A ce propos l'idée de la science appliquée s'étend bien au delà de la physique, de la chimie et, on peut dire, de la médecine, attendu qu'elle comprend en particulier aussi l'économie politique et tout le domaine de la technique. Par contre les soi-disantes sciences d'ordre purement in-

Nous y voilà, M. Ostwald va définir sa conception de l'hégémonie allemande appliquée à l'Europe. Ecoutons-le :

« A cet effet, un organe central doit être fondé et celui-ci, le cerveau de l'Europe, ne pourra être que l'Allemagne, car elle possède seule le secret de la culture organisatrice. »

---

tellectuel se sont montrées en somme incapables de contribuer quelque peu sérieusement en faveur de l'action du peuple allemand dans la situation actuelle de la guerre. Par ce fait la position des intellectuels est présentement très différente. Ceux qui font partie des vocations mentionnées en premier lieu, trouvent un domaine d'action immensément riche et alléchant dans les nombreux et importants problèmes de l'organisation technique, économique et sociale, tandis que les représentants des sciences de l'esprit doivent rester à l'écart et méditer sur l'impuissance de leurs efforts et sur leur inutilité. Entre ces deux se placent ceux des intellectuels qui n'appartiennent pas aux sicences exactes mais qui se sont acquis plus ou moins les moyens de penser, de travailler dans ce domaine. Par conséquent je m'attends, après la conclusion de la paix, à ce qu'il s'opère une forte tendance de toute la vie intellectuelle allemande dans le sens d'une conception positive et active de la science. La passion typique des Allemands pour le travail augmentera encore par les événements actuels. A cela vient s'adjoindre que, selon mon espérance, le travail pour l'organistion internationale des sciences sera reprise par l'Allemagne après la guerre, en tant que l'état psychologique des autres peuples le permettra, vu que l'idée d'une science restreinte ne saurait s'acclimater en Allemagne.

W. Ostwald.

On sait qu'à la suite de la publication d'une lettre adressée par M. Ostwald à un collègue suèdois, le professeur allemand a été l'objet d'un blâme de la part du Conseil de l'Université de Leipzig ; cette sanction était due, paraît-il, au fait que M. Ostwald est considéré comme un patriote de l'espèce tiède ; après cela il est permis de se demander quelle épreuve est exigée de la part d'un intellectuel allemand avant de lui décerner le qualificatif de chauvin.

*
* *

M. von Liszt, professeur de jurisprudence à l'Université de Berlin, est un des Allemands dont j'ai le plus souvent cité le nom au cours de mon enquête.

Je le revis pour lui demander son avis au sujet du manifeste aux nations civilisées, manifeste qu'il signa.

— Notre appel aux nations civilisées, me dit-il, était une protestation contre les nouvelles mensongères que l'Angleterre, en tirant

parti de son monopole des câbles sous-marins, répandait dans le monde entier contre l'Allemagne.

« Notre appel devait en même temps établir qu'il n'existait aucune divergence d'opinion, en ce qui concerne l'origine et l'importance historique de la grande guerre, entre la Prusse militaire et le peuple des poètes et des penseurs. Ce but, nous croyons l'avoir atteint.

« En général, continua-t-il, on estime que ce geste fut maladroit, mais je ne suis pas de cet avis, car *l'intention principale n'était pas de convaincre qui que ce soit, mais d'affirmer notre solidarité avec l'élément militaire.*

« L'un de nous a dit, avec raison, que le manifeste en question devait avoir le caractère d'un coup de poing que l'on appliquerait sur la table... »

*
* *

M. von Harnack est directeur général de la Bibliothèque royale de Berlin. C'est un

personnage officiel, un homme d'aspect froid et réservé. Il est mince, élancé, et paraît n'avoir guère dépassé la cinquantaine.

Il me reçut dans son cabinet de travail, à l'Université. Je lui demandai tout d'abord de me donner son opinion au sujet du fameux manifeste des 93 intellectuels allemands.

— La lettre ouverte commençant par les mots : « Ce n'est pas vrai ! » contient des affirmations dont j'approuve la teneur ; j'en suis, vous le savez, un des signataires. Elle n'est peut-être pas adaptée à la mentalité des autres peuples, mais, je le répète, sa teneur est conforme à la vérité.

— Que pensez-vous de l'état d'esprit des dirigeants de la politique allemande depuis le début des hostilités ?

— Je n'ai pas été en relation directe avec le gouvernement depuis le commencement de la guerre ; je ne puis donc répondre à votre question que sur la foi des déclarations publiques faites par nos hommes politiques ; suivant ces déclarations, et aussi en se basant sur les décisions prises par nos dirigeants, on peut affirmer que ceux-ci marchent à la

tête du peuple allemand en lui donnant l'exemple du sérieux, du courage et de la confiance.

Je reproduis exactement les paroles de M. von Harnack. Elles sont assez confuses. Il va sans dire que M. von Harnack usait de prudence et qu'il mesurait la portée de tout ce qu'il disait.

Je lui demandai de me donner son avis sur le rôle des pays neutres dans le conflit actuel.

— Je crois qu'en ce moment personne ne peut répondre à cette question ; en outre, les pays neutres ne représentent pas un tout, et leurs opinions diffèrent sensiblement ; il y a une neutralité amicale et une neutralité non amicale.

— Et la situation économique ? repris-je.

— J'ai la conviction, me répondit M. von Harnack, que l'Allemagne pourra soutenir une longue guerre. Nous possédons de grandes ressources, tant au point de vue militaire, qu'économique.

Je laissai le professeur sur ces déclarations optimistes qui, malheureusement pour l'Alle-

magne, ne correspondent pas à la réalité des faits (1).

*
* *

J'ai eu plusieurs entretiens avec M. Wilhelm Fœrster, ancien Directeur de l'Observatoire royal de Berlin, professeur à l'Université, et l'un des savants les plus réputés de l'Allemagne.

M. Fœrster est un des signataires du fameux manifeste. Lorsqu'on lui en communiqua le texte, il manifesta le désir d'y voir changer quelques termes qu'il estimait être trop violents. On lui promit de le faire, mais on passa outre, et le document fut envoyé sous sa forme originale.

Je m'indignai de ce manque d'égards. Mais M. Fœrster ajouta aussitôt : « Remarquez bien que je ne formule aucune critique contre les autres signataires. »

D'après M. Fœrster, ce sont la Russie, l'Angleterre et la France qui portent toutes

(1) A ma demande, M. von Harnack me remit une note écrite ; nous reproduisons ce document aux pages 228-229.

les responsabilités de la lutte engagée. « L'Angleterre, affirme-t-il, a commis un acte indigne en appelant le Japon à son secours ». Sur une de mes objections à ce sujet, il me répondit qu' « il réprouvait aussi, quoique moins vivement, la politique qui a consisté, de la part de l'Empire allemand, à attirer la Turquie dans le conflit actuel. »

Nous parlons du résultat final de la guerre, et j'envisage le cas où elle serait poussée par les alliés jusqu'au démembrement de l'Empire allemand.

M. Fœrster sursaute à ces mots : « Poursuivre ce but, me dit-il, serait à la fois une injustice et une absurdité ; je ne suis pas partisan de la politique des nationalités, *mais c'est une nécessité pour le monde que l'existence de l'Empire allemand ; celui-ci doit subsister et resserrer chaque jour davantage les liens qui l'unissent à l'Autriche ; l'Empire germanique doit doter l'humanité (par la persuasion et non par la violence) d'une organisation parfaite ; les Etats-Unis d'Europe apporteront la paix au monde civilisé.* »

Pour clore nos entretiens, je demandai à M. W. Fœrster de me remettre une réponse écrite aux quatre questions suivantes : Que pensez-vous : 1° du manifeste des 93 intellectuels allemands ; 2° de la violation de la neutralité belge ; 3° des origines de la guerre ; 4° du rôle des pays neutres dans la guerre actuelle.

Voici les réponses écrites qu'il me remit :

1° J'ai donné ma signature à une déclaration commençant par les mots : « Es ist nicht wahr », soutenue par un grand nombre d'autorités allemandes officielles et non officielles, lesquelles s'adressaient aux intellectuels des pays neutres et mêmes des pays hostiles pour leur demander d'user de circonspection quant aux exagérations calomnieuses répandues sur l'action du gouvernement allemand.

2° Notre état-major a eu connaissance de documents qui assuraient à l'Angleterre et à la France la coopération de la Belgique immédiatement après la déclaration de guerre de la part de l'Allemagne.

3° Le peuple et les classes moyennes allemande sont *unanimes* à reconnaître que la

Autographe de M. œrsler.

Ad 1° J'ai donné ma signature à une déclaration „Es ist nicht wahr", soutenue par un grand nombre d'autorités allemandes — officielles et non officielles — qui s'adressaient aux intellectuels des pays neutres et même des pays hostiles, pour leur demander circonspection quant aux exagérations calomnieuses répandues par l'action du Gouvernement allemand.

Ad 2° Le peuple et les classes moyennes allemandes sont unanimes à reconnaître que la guerre actuelle a été inévitablement préparée par la Russie, l'Angleterre et la France et qu'il faut défendre l'Allemagne parfaitement armée jusqu'au dernier effort, ainsi qu'il n'y a aucune possibilité de paix durable sans assurer l'indépendance intégrale de l'Allemagne entière.

Ad 3° Quant à la violation de la neutralité Belge notre Etat-Major a eu connaissance de documents qui assuraient à l'Angleterre et à la France la coopération de la Belgique immédiatement après la déclaration de la guerre de la part de l'Allemagne contre ces deux pays.

Ad 4° L'Allemagne espère que les pays neutres seront invités à s'entendre avec les pays belligérants et entre eux en faveur d'une organisation fédérale qui elle seule pourrait garantir dans tout l'avenir la prospérité de l'état social de la Terre.

W. Foerster 21

guerre actuelle a été inévitablement préparée par la Russie, l'Angleterre et la France, et qu'il nous faut défendre l'Allemagne parfaitement unie jusqu'au dernier effort ; il n'y aura donc aucune possibilité de paix durable, si celle-ci ne maintient pas intégralement l'indépendance de l'Allemagne tout entière.

4° L'Allemagne espère que les pays neutres s'entendront avec les nations belligérantes et entre eux en vue d'une organisation fédérale qui elle seule pourrait garantir dans l'avenir la prospérité de l'état social de la Terre.

*
* *

Entre temps, je demandai au professeur Sering, que j'avais déjà interrogé à plusieurs reprises, au cours de cette enquête, de me donner son opinion au sujet du manifeste des intellectuels.

— Ce manifeste, me dit-il, est conforme à la vérité. Les termes en sont un peu vifs, mais ce ton tient à la colère que souleva parmi nous les calomnies répandues sur notre peuple et notre armée. Mais de telles déclara-

tions servent de peu, car, dans le moment que nous vivons, un petit nombre d'hommes, seul, aspire à connaître la vérité ; la majorité ne désire écouter que ce qui flatte ses passions et ses préjugés.

Le professeur Schiemann consulté peu après estime, lui aussi, que la lettre « aux nations civilisées » fut une erreur, « car on a prétendu convaincre ceux qui ne veulent à aucun prix être convaincus », fait-il sur un ton amer.

*
* *

M. Haeckel, professeur de Zoologie à l'Université de Iena, a tenu depuis le début de la guerre à se solidariser étroitement avec l'impérialisme allemand ; il a sans doute à tâche de racheter ses attaques passées contre le militarisme prussien (1) ; quoiqu'il en soit,

(1) Dans la première édition de son « Histoire de la création des êtres organisés », M. Haeckel se livrait à de violentes attaques contre le militarisme prussien qu'il qualifiait d'agent destructeur de la culture allemande ; après la guerre de 1870 l'auteur s'est rétracté et a consenti à supprimer le passage incriminé dans les éditions suivantes.

il fut un des signataires du manifeste des 93 ; il a fait des conférences, il a publié des brochures de propagande, en un mot il n'a cessé de s'agiter ; un de ses gestes a produit même une certaine irritation dans les milieux artistiques de la Suisse : l'Université de Iena possède un tableau, dont l'auteur est Hodler, le grand peintre suisse, et qui représente la jeunesse allemande partant pour le combat. Or, on apprit à Iena que M. Hodler avait signé une protestation contre le bombardement de la cathédrale de Reims ; aussitôt le professeur Haeckel, plein de zèle et d'indignation, proposa de vendre le tableau au profit de la Croix-Rouge.

M. Haeckel a répondu par écrit à quelques-unes de mes questions :

— Que pensez-vous, lui ai-je demandé tout d'abord, de l'état d'esprit qui règne chez le peuple allemand pendant la guerre ?

— Le peuple allemand est uni *tout entier* sans distinction d'opinion.

— Quel est votre avis au sujet du manifeste des intellectuels, manifeste que vous avez signé ?

— Il exprime sans doute la conviction sincère de la plupart des intellectuels allemands. Mais il n'est guère adroit au point de vue diplomatique.

Je poursuis mon interrogatoire en demandant à M. Haeckel ce qu'il pense de la violation du territoire belge. Sa réponse est identique à celle de la plupart des Allemands :

— La violation de la neutralité belge était préparée depuis plusieurs années par l'Angleterre en faveur de la France. Il faut s'en rapporter aux actes et conventions.

— Quelle est votre opinion au sujet du rôle des pays neutres en faveur de la conclusion de la paix?

— Les pays neutres sont en général mal informés sur la vérité ; ils sont induits en erreur par le grand système de mensonges *(sic)* de l'Angleterre.

— Quelles sont, à votre avis, les causes de cette guerre ?

— La *cause première* de la guerre mondiale est la *jalousie commerciale* de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne.

« L'Empereur a toujours voulu la paix ;

c'est l'Angleterre, la France et la Russie qui ont voulu la guerre. Voyons quelle est la plus coupable de ces trois puissances.

« La Russie a déclanché la guerre par son attitude dans l'affaire de Serbie. Quant à la France, on peut dire qu'elle a toujours songé à la revanche, mais que le peuple voulait rester en paix, d'autant qu'il se considérait en état d'infériorité au point de vue des armements ; en France, c'est un petit, un très petit parti qui a poussé à la guerre.

« La plus coupable, il n'y a pas de doute, c'est l'Angleterre... C'est l'Angleterre, la perfide Albion, qui ne voit en toute circonstance que son intérêt propre et qui a saisi tout de suite l'occasion de se battre avec l'Allemagne, sous prétexte que celle-ci avait violé la neutralité belge.

« L'entrée de l'Angleterre dans le conflit a eu pour nous les conséquences les plus graves. Au début nous avions à faire front de deux côtés et nous pouvions bien espérer vaincre, mais maintenant la situation politique et stratégique est modifiée ; il nous faut faire front de trois côtés.

Fragestellung

1. Was denken Sie über den Geist der im deutschen Volke herrscht im gegenwärtigen Kriege?
2. Welche ist Ihre Ansicht in Betreff des Dokuments, das mit den Worten: „Das ist nicht wahr" beginnt?
3. Welche Rolle spielen die neutralen Länder zu Gunsten des Friedenschlusses
4. Wie denken Sie über die Frage: „Verletzung der belgischen Neutralität" genannt
5. Welche sind, nach Ihrer Meinung, die Ursachen, die den Krieg motiviert haben?

Antwort an Herrn
Fr. Ibáñez de Ibero —
Jena 3. 2. 1915.

Ernst Haeckel.

1. Das ganze deutsche Volk — ohne Partei-Unterschied — ist einmütig national.

2. Das fragliche Dokument enthält zwar die wahre Überzeugung der meisten intellektuellen Deutschen, ist aber nicht sehr diplomatisch geschickt.

3. Die neutralen Länder sind meistens schlecht über die Wahrheit unterrichtet durch das grosse Lügen-System von England irre geleitet.

4. Die Verletzung der Belgischen Neutralität war seit mehreren Jahren von England (zu Gunsten von Frankreich!) vorbereitet; aktenmäßig!

5. Die wahre erste Ursache des Weltkrieges ist der Geschäftsneid & Konkurrenz-Hass von England

« L'Angleterre, dans cette guerre, vise à l'empire universel ; c'est un rêve stupide, car l'histoire des peuples enseigne que de tels projets sont entièrement irréalisables.

« Il ne fait pas le moindre doute que l'Angleterre a déchaîné cette guerre parce qu'elle craignait l'avènement d'une Fédération des

---

Traduction de l'autographe de M. Haeckel, pages 216-217.

QUESTIONNAIRE

1. Que pensez-vous de l'esprit qui règne chez le peuple allemand pendant la guerre actuelle ?

R. *Tout* le peuple allemand — sans distinction de parti — est *unanimement* national.

2. Quelle est votre opinion au sujet du document qui commence par les mots « Ce n'est pas vrai ».

R. C'est sans doute la conviction *sincère* de la plupart des intellectuels allemands, mais il n'est guère adroit au point de vue diplomatique.

3. Quel rôle jouent les pays neutres en faveur de la conclusion de la paix ?

R. Les pays *neutres* sont en général *mal* renseignés sur la vérité ; ils sont induits en erreur par le grand système de *mensonges* de l'Angleterre.

4. Que pensez-vous de la question : « Violation de la neutralité belge » ?

R. La violation de la neutralité belge était *préparée* depuis plusieurs années par *l'Angleterre* (en faveur de la France) ; s'en rapporter aux actes et conventions !

5. Quelles sont, à votre avis, les causes de la guerre ?

R. La vraie *cause première* de la guerre mondiale est la *jalousie commerciale* et la haine de la concurrence de *l'Angleterre.*

Etats continentaux de l'Ouest de l'Europe ; elle a déchaîné cette guerre dans le but d'anéantir l'Allemagne. L'attitude du peuple allemand est une garantie du succès final, mais si nous ne pouvions obtenir la victoire, nous chercherions à nous délivrer de la tyrannie de l'Angleterre avec autant de persévérance que nos pères ont mis à se libérer du joug napoléonien ».

*
* *

M. le professeur Adolphe Lasson est un vieillard encore fort alerte malgré ses 83 ans bien sonnés. Il me reçoit dans son appartement de Friednau, orné de beaux tableaux et de marbres anciens.

Avant que je n'aie ouvert la bouche, M. Lasson commence à me faire un cours d'histoire, et me parle de la politique extérieure de l'Allemagne depuis les guerres du premier Empire, — ce qui me laisse des loisirs pour détailler le physique du professeur : c'est un homme de taille moyenne, trapu, aux traits accentués ; les yeux très vifs,

pétillants sous l'arcade sourcilière touffue, le menton proéminent, le nez fort ; tout indique dans ce visage l'obstination, l'entêtement irréductible.

Autographe de M. Lasson.

Herr Dr. Ibañez de Ibero wünscht von mir einige Worte der Empfehlung zur Einführung bei Herrn Geheimrat Franz Liszt. Ich habe geglaubt, ihm diesen Wunsch erfüllen zu dürfen und hoffe dafür auf freundliche Aufnahme. Mit freundlichen Gruss und herzlichen Wünschen zum neuen Jahre

2. I. 15. A. Lasson.

Traduction de l'autographe de M. Lasson ci-dessus.

Monsieur le Dr Ibañez de Ibero me demande quelques mots d'introduction auprès de M. le conseiller privé F. von Liszt. J'ai cru pouvoir satisfaire à son désir et espère donc qu'il sera aimablement reçu.

Avec mes salutations amicales et mes vœux cordiaux pour le nouvel an.

2. I. 15.

A. Lasson.

Soudain le professeur élève la voix et prononce : « Notre idéal fut toujours de réaliser l'unité de la race germanique » ; j'ouvre la bouche mais déjà il s'élance de nouveau et avec une extrême volubilité : « Je veux dire que nos désirs tendaient à réunir en un bloc les Allemands du Nord et ceux du Sud. »

Je me hasarde à placer une question :

— A qui attribuez-vous la responsabilité de la guerre ?

— Sûrement pas à l'Allemagne... L'Allemagne n'a pas voulu la guerre... *Notre empereur est innocent de cette guerre comme un petit enfant (sic).*

En dépit de cette affirmation comique, je n'ai garde d'interrompre M. Lasson, et il continue :

— La coalition qui s'est formée contre nous est le produit de l'envie ; l'Angleterre est une puissance essentiellement envieuse ; quant à la France, c'est une nation inquiète, une voisine dangereuse. *On parle de l'impérialisme allemand ; mais c'est un mot vide de sens ; notre impérialisme est la forme la plus parfaite de l'éducation de l'homme, celle qui fait*

ressortir et met en lumière toutes les facultés du corps et de l'âme.

« *La nation allemande est avant tout une nation pédagogique (sic) ;* elle a su élever ses enfants comme pas une seule ne l'a fait ; l'éducation anglaise est, en effet, bien inférieure à la nôtre.

« Quant à l'instruction, voyez ce que nous avons fait ; pas un seul illettré chez nous ; comparez avec la France et avec l'Angleterre. »

Je profite d'un instant d'accalmie pour poser une nouvelle question :

— Croyez-vous à la réussite finale des armées allemandes ?

Le professeur s'agite, et, d'une voix tonnante : « Nous résisterons, monsieur, nous résisterons jusqu'au dernier homme. »

Lorsque j'avais parlé de rendre visite à M. Lasson, les Allemands me déconseillèrent de le faire : « C'est un illuminé, me disait-on ; du reste, il ne représente aucune tendance de l'esprit allemand. »

Je crois que l'une et l'autre de ces affirmations sont inexactes ; le professeur Las-

son est un violent, mais il m'a paru sain d'esprit.

D'autre part, loin d'être un isolé dans la grande famille des intellectuels allemands, il est, au contraire, le produit le plus parfait de toute une organisation et de tout un système.

CHAPITRE V

L'OPINION ALLEMANDE

C'eut été une naïveté singulière de ma part de croire qu'au moment où j'allais chez eux les Allemands les plus notoires de l'Empire me feraient des déclarations conformes à leurs pensées intimes. Ils m'accueillaient courtoisement, mais ils me parlaient avec mesure. Il est même très significatif, étant donné ce que je sais de leurs habitudes, de leurs façons d'être, de leur orgueil, que nombre d'entre eux aient laissé percer une part de leurs inquiétudes. Je trouve ce trait tout à fait réconfortant, et il nous portera tout naturellement à faire certaines déductions.

Mais si l'état d'esprit parmi les classes dirigeantes et chez les personnalités averties de l'Allemagne n'est plus celui d'un peuple sûr de son fait et certain d'une victoire écrasante, — ce qu'il était avant la guerre et

pendant toute la campagne du mois d'août, — cependant telle est la force de discipline de toute l'Allemagne, de tout ce qui pense et de tout ce qui écrit, qu'à peu d'exceptions près, rien n'apparaît, dans la presse, les livres et les discours, des doutes qui ne manquent pas d'assaillir *ceux qui savent*. Par une sorte de complicité morale, tout ce qui dépasse un peu la moyenne est d'avance asservi à la raison d'Etat, d'avance décidé à ne rien révéler à la bourgeoisie et au peuple, à lui laisser tout ignorer. L'opinion allemande se trouve ainsi façonnée sur un modèle unique et empreinte de l'unanimité la plus certaine. C'est ce qui permit à M. von Harnack, Directeur de la bibliothèque royale de Berlin, de m'écrire, lorsque j'allai l'interroger sur l'opinion allemande et la guerre, les appréciations suivantes :

« L'esprit qui règne chez nous depuis le début de la guerre est empreint de sérieux, de courage et de confiance. La nation toute entière est prête à n'importe quel sacrifice, attendu qu'elle sait que la guerre a été amenée par la Russie et l'Angleterre, afin d'anéantir

l'Allemagne politiquement et économiquement.

« La guerre a eu pour conséquences de créer au sein de la nation allemande un état d'unanimité complète. Sur beaucoup de questions capitales, l'opinion était d'ailleurs unanime avant la guerre. Toujours est-il qu'il n'y a plus de Prussiens, de Bavarois, de Saxons. Il n'y a que des Allemands. Il n'y a plus de conservateurs, de libéraux, de socialistes. Il n'y a que des Allemands. Il n'y a plus de catholiques ni de protestants ; il n'y a que des Allemands. Il va du reste sans dire qu'après la guerre ces distinctions réapparaîtront, mais elles seront très atténuées. »

Et comme je demandais à M. von Harnack :

— Mais les classes moyennes et le peuple sont-ils bien informés ?

Il me répondit :

— Ils sont parfaitement bien informés des causes, de l'importance et de la marche de cette guerre, car notre classe ouvrière possède un haut degré d'instruction et ne se laisse pas leurrer. Aussi personne ne prétend le faire. »

Autographe de M. von Harnack.

Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften.

Berlin NW 7, den 8. Januar 1915
Königliche Bibliothek.
Telephon: Amt Zentrum Nr. 11542

Antworten.

Quest. I: Der Geist des deutschen Volkes während der 5 Kriegs-Monate war ernst und ernst, mutig und zuversichtlich. Die ganze Nation ist zu jedem Opfer bereit, da sie weiss, dass der Krieg von Russland und England herbeigeführt wurde, um Deutschland politisch und wirtschaftlich zu vernichten.

Quest. II [„L'état d'esprit des dirigeants de la politique allemande"]: Ich habe während der 5 Kriegsmonate keine persönliche Berührung mit den Führern der deutschen Politik gehabt und kann daher die Frage nur auf Grund der öffentlichen Kundgebungen der Führer und ihrer Taten beantworten. Nach diesem ist klar, dass sie in Bezug auf Ernst, Mut und Zuversicht dem deutschen Volke vorangehen.

Quest. III: Der Krieg hat die deutsche Nation, die schon vor dem Kriege in vielen Hauptfragen eins war, zu einer vollkommenen Einheit gebracht. Es gibt keine Preussen, Bayern, Sachsen mehr, es gibt nur noch Deutsche. Es gibt keine Conservativen, Liberalen, Sozialdemokraten mehr, es gibt nur noch Deutsche. Es gibt keine Katholiken und Protestanten mehr, es gibt nur noch Deutsche. Natürlich werden nach dem Kriege die alten Unterschiede wieder hervortreten, aber sie werden sehr gemildert sein.

Quest. IV: Die Mittelklassen in Deutschland sind vollkommen informiert über die Bedeutung, die Ursachen und den Gang des Kriegs, denn unser Arbeiterstand steht auf einer hohen Stufe der Bildung und lässt sich nicht täuschen. Es ist auch Niemand da, der ihn täuschen will.

Quest. V. Der offene Brief, der mit den Worten beginnt: „Es ist nicht wahr", enthält das Richtige und ich habe ihn auch unterschrieben. Er ist vielleicht nicht gut auf die Mentalität der anderen Völker berechnet, aber sein Inhalt ist zutreffend.

Quest. VI [„Du jugez vous de la question dite, de la? [das Wort ist unleserlich] ... de la Belgique et du Luxembourg?"]: wo ich das wichtigste Wort nicht zu lesen vermag, so weiss ich nicht sicher, was der Fragende gewollt hat. Wenn er die „Zukunft" Belgiens gemeint hat, so kann ich darüber nichts sagen. Die Zukunft Luxemburgs ist nach dem Kriege so sicher, wie vor dem Kriege.

Quest. VII [„Le rôle des pays neutres en prévenir de la conclusion de la paix?"]: Darüber nachzudenken habe ich noch keine Zeit gehabt. Allgemein glaube ich, dass in dem gegenwärtigen Moment Niemand diese Frage zu beantworten vermag. Dazu kommt, dass die neutralen Staaten keine Einheit sind und sehr verschiedene Meinungen haben. Es giebt eine freundliche und eine unfreundliche Neutralität.

Quest. VIII. Ich bin überzeugt, dass Deutschland den Krieg auch ökonomisch aushalten wird, so lange er dauern wird. Nicht nur unsere militärischen Kräfte, sondern auch unsere wirtschaftlichen Kräfte und Hilfsmittel sind ausgezeichnet.

A. von Harnack

Traduction de l'autographe de M. von Harnack, pages 228-229.

1. L'esprit qui règne dans le peuple allemand durant ces 5 mois de guerre est sérieux, *courageux* et *confiant*. *Toute* la nation est prête à *n'importe quel sacrifice*, attendu qu'elle sait que la guerre a été amenée par la Russie et l'Angleterre afin d'anéantir l'Allemagne politiquement et économiquement.

2. Je n'ai point eu de relations personnelles avec les chefs de la politique allemande pendant ces 5 mois et ne puis répondre à la question que sur la foi des manifestations publiques des chefs et de leurs actes. Suivant ceux-ci il est évident qu'ils marchent à la tête du peuple allemand quant au point de vue du *sérieux*, du *courage* et de la *confiance*.

3. La guerre a eu pour suite d'amener la nation alle-

Laissons dire. Nous verrons tout à l'heure comment les classes moyennes et le peuple sont bien informés. Nous verrons aussi qu'ils ne cherchent pas à l'être mieux.

Cette unanimité dont parle le professeur Harnack, comment l'a-t-on entretenue ? En affirmant, comme me le fit à moi-même M. Heckscher, que « l'Allemagne ne faisait pas une guerre de conquête, mais menait un combat pour défendre son existence menacée. »

---

mande à *une unanimité complète*; d'ailleurs cette unanimité existait déjà avant la guerre dans beaucoup de questions capitales. Il n'y a plus de Prussiens, de Bavarois, de Saxons; il n'y a que des Allemands. Il n'y a plus de conservateurs, de libéraux, de socialistes ; il n'y a que des Allemands. Il n'y a plus de catholiques et de protestants ; il n'y a que des Allemands. Il va sans dire qu'après la guerre ces distinctions réapparaîtront, mais elles seront très atténuées.

4. Les classes moyennes en Allemagne sont parfaitement informées au sujet de l'importance des causes et de la marche de la guerre ; car notre classe ouvrière est arrivée à un haut degré d'instruction et ne se laisse pas leurrer. Aussi n'y-a-t-il personne qui veuille la tromper.

5. La lettre ouverte commençant par les mots : « Ce n'est pas vrai » renferme ce qui est exact, et je l'ai signée moi-même. Elle n'est peut-être pas bien adaptée à la mentalité des autres peuples, mais sa teneur est très juste.

6. Que pensez-vous de la question dite de la mot illisible de la Belgique et du Luxembourg ?

Cela, les socialistes parlementaires, tous les députés, les financiers, l'aristocratie, la cour et les intellectuels savent pertinemment que c'est inexact. Les uns et les autres ne cessent pourtant d'en assurer la véracité. C'est ainsi qu'on a vu les intellectuels, qui avaient à jouer le plus beau rôle qui pût être offert à des esprits libres, se faire les actifs propagateurs de ces idées. Ils mirent leur plume au service du pouvoir, signèrent le fameux manifeste, firent des conférences et publièrent des livres pour justifier aux yeux des masses l'attitude du gouvernement im-

---

Ne pouvant lire le mot principal, je ne suis pas sûr de ce que l'interpellant a voulu. S'il a voulu dire « l'avenir » de la Belgique, je n'en puis rien dire. L'avenir du Luxembourg est aussi assuré après la guerre qu'il l'était avant.

7. Le rôle des pays neutres en faveur de la conclusion de la paix.

Je n'ai pas encore eu le temps de réfléchir sur cette question. Du reste je crois qu'en ce moment personne ne peut y répondre. En outre, il y a le fait que les pays neutres ne représentent pas une unité et que leurs opinions sont très différentes. Il y a une neutralité amicale et une neutralité non amicale.

8. J'ai la conviction que l'Allemagne pourra aussi soutenir la guerre économiquement, tant que celle-ci durera. Nos forces et moyens sont excellents, non seulement au point de vue militaire, mais aussi au point de vue économique.

Autographe de M. Sering.

Staatswissenschaftlich-statistisches Seminar
der
Königl. Friedrich-Wilhelms-Universität.

Berlin, den 9 Januar 1915

Grunewald, Lützowstr. 9.

Sehr geehrter Herr Kollege,

Ihren Fragen sind wir gern behilflich; die Erklärung, es ist nicht „wichtig", genügt, soweit ich mitsprechen kann, in jedem Falle gewiß nicht; ich aber bin Ihnen über die Veränderungen unseres Volkes und Heeres vorläufig genug. Aber solche Erklärungen helfen wenig, weil die wenigsten Menschen in dieser Zeit die Wahrheit hören wollen, sondern nur Lüge, die ihrer Leidenschaft und ihrem Vorurtheil schmeichelt.

Ein Mittel unseres Volkes und, was dasselbe ist, unseres Heeres passt mehr darauf wie Kinder als der der Jagdhunde, Franzosen oder Russen. Auch scheint es überflüssig das öffentlich zu erklären.

2) Neutralität Belgiens. Meine Ansicht ist in der beiliegenden Rede dargelegt.

3) Auf 10000 Katholiken kommen Analphabeten in Deutschland 5, in England 1700, in Belgien 1000, in Frankreich 400, in Italien 100. Ein Schulzwang

ist also in keinem anderen Lande zu
widerreden wie in England. Auch
ist der Ausdruck viel mehr kritisch gerichtet
als in anderen Nachrichten; man arbeitet
in Wahrheitsliebe bezüglich weniger mit
Hyperbolen als in Frankreich, Belgien, Amerika
etc. Wir verlangen klare und wahrheitsgemäße
Berichte von unserem Generalstab. Zu
einfach sind
jetzt die fremden Berichte ab. Es ist
mehr, glaube ich, besser bei alle in allem
Berichten über die Ereignisse als deutsche
mitzuteilen. Dazu kommt eine stetige
Correspondenz mit den geschätzten
Herren.

Traduction de l'autographe de M. Sering,
pages 232-233.

Réponse : 1° La déclaration : « Il n'est pas vrai » cor respond, autant que j'en ai le souvenir, sur tous les points et est assez suffisamment concevable par suite de la colère provoquée par les calomnies visant notre peuple et notre armée. Mais de telles déclarations servent de peu, parce qu'un petit nombre d'hommes, seul, aspire à savoir la vérité dans ces temps agités, et que la majorité ne dé-

périal. L'Allemagne apparut ainsi unie toute entière. Et M. von Liszt put me définir comme suit la situation :

— Au moment décisif, tous les éléments directeurs de la nation allemande se sont trouvés absolument unis. Au cours des phases qui ont précédé immédiatement la guerre, lorsqu'il s'agissait de peser et de discuter, il s'est bien produit des divergences d'opinion déjà par le fait que l'état de choses se modifiait quotidiennement et même heure

---

sire connaître que les choses flattant ses passions et ses préjugés.

La morale de notre peuple et (ce qui revient au même), de notre armée, n'est vraiment pas plus abaissée que celle des Français ou des Russes. Mais il semble qu'il soit inutile de le déclarer publiquement.

2° Neutralité de la Belgique. Mon opinion est exposée dans le discours ci-joint.

3° Sur 10.000 recrues, les illettrés en Allemagne se chiffrent à 5 hommes, en Russie, 7.700, en Belgique à 1.000, en France, à 400, en Angleterre à 100. L'instruction dans les écoles n'est dans aucun pays aussi répandue qu'en Allemagne. Aussi le peuple allemand est-il plus porté à la critique que n'importe quelle autre nation. Dans notre presse on se sert bien moins de mots d'ordre qu'en France, en Angleterre, en Amérique, etc. Nous demandons de notre Etat-Major des rapports clairs et sobres. Il les fournit. Aussi nos journaux impriment tous les rapports de l'Etranger. Nous sommes donc dans tous les cercles, mieux informés sur la situation, je pense, qu'au dehors. A cela s'ajoute une immense correspondance avec les troupes sur le front.

par heure ; mais on a vu le 4 août que tous les organes de l'Empire — Empereur, conseil fédéral, et Reichstag — étaient à l'unisson » (1).

Et comme je posais à M. von Liszt la même question qu'à M. von Harnack : « les classes moyennes sont-elles bien informées ? » le député professeur répliqua :

— Les différentes classes de la société allemande puisent leurs informations en premier lieu dans les communiqués du grand état-major, et, si nous sommes certains que ces derniers ne disent pas tout, du moins sommes-nous sûrs qu'ils disent la vérité. Nous nous instruisons aussi par les articles qui paraissent dans la presse des pays neutres et par les rapports des armées ennemies. »

Et ayant posé une question semblable au professeur Sering, je m'attirai la réponse que voici :

— Sur dix mille recrues, les illettrés se chif-

(1) Rappelons à ce propos qu'au sein du parti socialiste cette « unanimité » n'était qu'apparente, étant donné qu'au cours de la réunion préparatoire, plusieurs députés s'étaient prononcés contre le vote des crédits.

frent en Russie à 7.700 hommes, en France à 400, en Angleterre à 100, en Belgique à 1.000, et en Allemagne à 5 hommes ; l'instruction n'est dans aucun pays aussi répandue qu'en Allemagne. Aussi le peuple allemand est-il plus porté à la critique que n'importe quel autre peuple. Nous demandons à notre état-major des rapports clairs et sobres... Et il nous les donne ».

*
* *

Ainsi donc, voilà à trois reprises des affirmations on ne peut plus précises : les classes moyennes et le peuple allemand sont bien informés. Et par qui sont-ils bien informés ? Par la presse, elle-même alimentée par les agences. Cela vaut la peine qu'on s'y arrête.

Personne n'ignore que la presse allemande est entièrement à la discrétion du gouvernement. Les directeurs des principaux journaux sont convoqués périodiquement par les ministères. Un mot d'ordre leur est donné, et ils mettent un soin particulier à ne pas l'enfreindre. Le journaliste le plus infime sait qu'il y a des choses qu'on ne doit pas dire et il

ne les dit jamais. C'est ainsi que le rôle de la censure se trouve infiniment réduit. Et le socialiste Edouard Bernstein me disait plaisamment à ce sujet :

— Chez nous, voyez-vous, les journaux sont particulièrement dociles, la direction du bureau de la presse est une véritable sinécure ! »

Il n'y a qu'un périodique d'allure assez indépendante. C'est l'organe de Maximilien Harden : *la Zukunft*. Mais cette revue, qui jouit d'une certaine réputation à l'étranger, n'est par contre que peu répandue dans le peuple et la petite bourgeoise allemande. Son prix de 50 pfennigs ne la met pas, en effet, à la portée des classes moyennes. Maximilien Harden est considéré comme un polémiste aux idées originales, mais non pas comme un écrivain de haute envergure. Ses écrits sont lus avec curiosité dans un certain milieu, mais ils ne pénètrent pas dans la masse. On ne doit pas oublier d'ailleurs qu'il faisait au commencement de la guerre chorus avec l'Allemagne impérialiste et qu'il écrivait : « Nous faisons la guerre avec la

ferme conviction que l'Allemagne peut exiger et doit obtenir un domaine plus vaste et des voies libres pour y faire valoir notre esprit, notre langue, nos échanges !!! »

Depuis lors ses opinions se sont modifiées ; son frère, M. Witting, qui a des rapports suivis avec les membres du gouvernement,

Autographe de M. Harden.

Grunewald, 10. 1. 15

Monsieur le Docteur,

sincèrement je regrette que le mauvais état de ma santé me prend pour cette fois-ci, l'impossibilité de me répondre de vive voix. Je manque de m'excuser et de revire à mes meilleurs sentiments dont, j'espère, vous vous persuaderez dès votre retour à Berlin.

Agréez, Monsieur, l'assurance de mon estime fort particulière.

Harden

doit l'avoir mis au courant de la situation ; c'est pourquoi il écrit postérieurement :

« La flamme de la confiance allemande ne doit pas s'éteindre dans le froid et les tempêtes, dans la neige et les boues. Il est de notre devoir de lui préparer les essences, non pas seulement pour une course rapide, mais pour le long chemin à travers des couches arides. Nous ne devons pas jouer d'hypocrisie en racontant que nous touchons au but... l'Allemagne doit être préparée aux plus dures nécessités. »

Mais sans doute on lui reproche sa franchise car il reprend la plume aussitôt et se plaint avec amertume des journaux étrangers qui dénaturent sa pensée et il se défend de toute autre intention que de « préserver les guerriers et les bourgeois allemands d'un désenchantement. »

En résumé, point de liberté de presse. Les journaux neutres qui, selon M. von Liszt, sont lus dans toute l'Allemagne, ont été interdits, à quelques rares exceptions près. Quant aux rapports militaires, ces rapports « clairs et sobres », dont me parlait

M. Sering, ces communiqués « qui ne disent pas tout, mais ne cachent pas la vérité », nous avons eu l'occasion de voir ce qu'ils valaient. Les revers dans le Nord de la France ont été soigneusement cachés. La bataille de la Marne ne fut, au dire des informateurs militaires, qu'une manœuvre habile tout à l'éloge du haut commandement. Et il ne fut jamais question des défaites turques en Transcaucasie. En sorte que la masse éduquée du peuple allemand n'en sait pas davantage que les cinq recrues sur dix mille que le professeur Sering consentait — dans sa statistique ingénieuse — à déclarer ignares.

*
* *

Que la presse n'ait pris à aucun moment une part très active dans la vie allemande, que dans les circonstances actuelles elle garde, plus que jamais, le silence sur tout ce qui pourrait gêner le gouvernement, personne ne saurait s'en étonner, car elle représente une opinion publique qui ne s'exprime encore qu'en balbutiant ; en fait celle-ci était à

peine en formation lorsque éclata la guerre : elle avait pris corps dans la classe ouvrière, où la Social-Démocratie compte des adeptes en grand nombre ; c'est surtout en vue de s'attirer cette partie de la population que le gouvernement met en œuvre tous ses moyens de séduction.

« Notre classe ouvrière ne se laisse pas leurrer » affirme M. von Harnack ; « nos ouvriers ont l'esprit batailleur » renchérit M. von Richthofen. Certes, mais encore faut-il, même pour cette partie de la population, ne pas oublier que l'Allemand est, au fond, essentiellement passif et discipliné.

On pourrait objecter, il est vrai, que l'on emploie trop souvent le terme générique d'allemand, sans tenir compte suffisamment des différences de milieux régionaux.

Les Allemands du Nord et ceux du Sud, gens de même race, se rattachent entre eux par certains traits communs, et surtout par l'idiome, mais les différences de climat, de terrain, de coutumes et de religions s'accusent assez vivement dans les caractères : les Bavarois sont des artistes, des poètes,

des écrivains, les Prussiens des guerriers et des meneurs d'hommes.

Le Prussien est tout en contrastes : buveur de bière à l'aspect placide et débonnaire, il s'agite soudain et se livre, sans autre motif que sa fantaisie ou son désir de mystifier le prochain, à des violences dans les paroles ou dans les actes ; il sait faire preuve à l'occasion de douceur et d'amabilité, surtout lorsqu'il y est poussé par l'intérêt, car notre homme est fort opportuniste, mais neuf fois sur dix il est cassant et autoritaire. Astucieux et retors dans le fond, il éprouve pourtant assez fréquemment le besoin de s'épancher ; il agit alors sans discernement et s'abandonne avec une excessive facilité.

En somme, il y a en lui quelque chose de fruste, de primitif.

Ces contrastes dans les caractères se remarquent, aisément lorsqu'on observe les luttes de la politique ; le Prussien y est à la fois batailleur et soumis à l'excès ; il passe d'un état à l'autre avec une excessive facilité ; inquiet, aimant à discuter les décisions

du pouvoir, il s'efface lorsque le moment d'agir est venu.

Beau parleur comme un Méridional, sans en avoir, toutefois, ni l'imagination ni le brillant, il tient à passer pour un homme original et indépendant, précisément parce qu'il ne l'est pas.

De façon générale, et à quelque région qu'il appartienne, l'Allemand est discipliné; par tempérament autant que par conviction, il reconnaît la suprématie sans conteste de l'Etat sur l'individu.

Le monde ouvrier même, en dépit de l'activité plus grande qu'il déploie dans l'ordre social, subit cette discipline. Seuls, une misère infinie, le chômage et la faim à l'état aigu ou la défaite pourraient l'en faire sortir. Et, dans la bourgeoisie, cette passivité prend la forme la plus absolue. C'est une vérité profonde que me disait M. von Richthofen : « Nos bourgeois ne cherchent pas à être bien informés. Ils ne demandent qu'à être gouvernés. »

Rien n'est plus juste : il n'y a chez eux aucun désir, aucune aspiration au delà de la

limite tracée par la main tutélaire du gouvernement. Je n'en eus pas d'exemple plus topi quequ'en allant interroger M. Friedrich Schær, professeur à l'Ecole supérieure de commerce. Comme tout naturellement je lui parlais questions économiques, il me répondit d'un ton doctoral :

— Le gouvernement assure que nous pourrons attendre sans encombre la prochaine récolte. Il nous l'affirme et cela me suffit.

— Mais encore, insistai-je, vos prévisions personnelles vous permettent-elles de contrôler ?...

Il m'interrompit pour répéter :

— Le gouvernement assure que nous pourrons atteindre sans encombre la prochaine récolte... Il nous l'affirme (et à cet instant, il leva le doigt d'un geste grave), cela suffit.

Et il me fut impossible d'en rien tirer d'autre, non qu'il s'y refusât de mauvaise grâce, ou qu'il craignît de se compromettre ; non, cet homme se sentait en possession de la vérité suprême ; il était convaincu par la grâce du gouvernement, et les yeux fermés il acceptait la parole qui venait d'en haut.

A quelques rares exceptions près, la classe moyenne tout entière est ainsi ; que j'aille du professeur d'école commerciale à un *offizier stellvertreter*, médecin dans le civil, ou à un petit boutiquier, marchand de nouveautés, ou « friseur », qui vous parle en vous rasant, ils me répèteront, les uns et les autres, la parole officielle comme parole d'évangile. Ils me parleront gravement de la révolution à Paris, de la paix séparée, de la perfide Angleterre... En un mot, de tous les clichés mis en circulation par les soins du bureau de la presse.

La femme allemande n'a pas davantage de sens critique, ni d'initiative personnelle.

En Angleterre, les femmes ont, par leur énergie, contribué à accroître le nombre d'engagements volontaires. En France, par leur attitude digne et courageuse, elles auront été un des auxiliaires de la victoire. En Allemagne, il semble qu'elles soient frappées d'inconscience. J'en ai vu assister à des spectacles, couvertes de bijoux, et d'autres se trouver assises, en deuil, dans des restaurants de nuit, coudoyant des filles et buvant le

champagne. Nul désir donc, de part et d'autre, de discerner la portée réelle des événements.

Dès lors quelle valeur attribuer à cette unanimité dont se flattent les professeurs allemands ? Certes, il est utile, il est nécessaire même de posséder cette « confiance » dans les dirigeants dont me parlait M. von Harnack, mais encore faut-il avoir un jugement assez indépendant pour la bien placer. Mal informé sur les causes et sur la marche des événements actuels, le peuple allemand va ou on le mène, les yeux fermés. S'il était instruit exactement, changerait-il d'attitude ? Nous ne le croyons pas : la passivité naturelle de son caractère, les habitudes d'obéissance, l'orgueil inné de la race l'emporteront tant que l'intérêt supérieur de la conservation n'aura pas été directement mis en jeu.

Certains croiront à tort, à mon avis, que cette mentalité est avantageuse pour le gouvernement impérial, puisque grâce à elle il a les mains libres dans la lutte actuelle. J'estime, au contraire, que rien n'est plus dangereux : dans les moments critiques le Pou-

voir a besoin plus que jamais de se sentir appuyé par l'opinion, et si ce concours lui manque, il s'écroule en emportant avec lui l'édifice tout entier

Mais de cet état de l'opinion faut-il conclure que la guerre actuelle est uniquement celle des dirigeants de l'Empire et qu'il convient d'établir une distinction entre eux et le reste de la nation ? tel n'est pas notre avis.

La race germanique dans son ensemble, et le Prussien en particulier, sont des gens de mœurs guerrières. Tout le reste est accessoire, les intellectuels allemands l'ont bien prouvé. En somme, la majorité des Allemands font cette guerre, sinon avec enthousiasme, du moins avec méthode et avec goût. Elle était du reste, prévue, calculée et tous y prennent part sans regrets parce qu'elle est conforme à leur atavisme de peuple conquérant.

Toutefois, l'Allemagne d'aujourd'hui manque de cet enthousiasme guerrier qui naît d'un grand idéal national : les longues années de paix, la force acquise à l'intérieur et à l'extérieur, ont, il est vrai, aiguisé ses appé-

tits ; mais l'idéal, dont la source est plus pure, s'est éteint lentement, et la valeur morale du Germain s'est affaiblie.

On le constate en particulier, lorsqu'on approche les milieux dirigeants : la confiance, l'orgueil immense du début ont fait place rapidement au doute, à l'inquiétude, et malgré toutes les réticences on devine un état d'âme profondément troublé.

CHAPITRE VI

LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

En Allemagne, la question financière se double de préoccupations économiques. Isolé à présent au centre de l'Europe, l'empire des Hohenzollern doit se suffire à lui-même. Combien de temps peut-il encore le faire ? C'est ce que j'ai demandé à un certain nombre de financiers et d'économistes allemands.

Je vais d'abord donner leurs réponses. Je me réserve par la suite d'ajouter quelques commentaires à leurs déclarations.

*
* *

M. von Havenstein, président de la *Reichsbank*, m'avait prévenu qu'il me recevrait

dans le courant de l'après-midi ; je me présentai donc à la Banque d'Empire et l'on m'introduisit aussitôt dans le cabinet de travail du directeur.

C'est un homme de haute taille, à l'allure distinguée ; il ne paraît guère avoir dépassé la cinquantaine ; le visage basané qu'encadre une barbe noire et qu'éclairent deux yeux perçants dénote l'intelligence et l'énergie ; je me rappelle les éloges que lui décernèrent ses compatriotes qui le considèrent comme l'organisateur du système financier échaufaudé par l'empire depuis le début de la guerre.

— Notre situation financière est excellente, me dit-il ; l'emprunt de guerre allemand a donné des résultats qui dépassent toutes les prévisions ; cette opération financière est de beaucoup la plus remarquable qui se soit jamais réalisée dans le monde ; le peuple allemand a mis d'un seul coup à la disposition du gouvernement 4 milliards et demi de marks ; ce succès est dû en partie à notre organisation économique et financière, qui est bien supérieure à celle des alliés.

— Quelle est votre opinion, dis-je à M. von Havenstein, au sujet de la situation économique de vos adversaires ?

— Je me bornerai à vous dire, fait-il, que la situation économique de l'Angleterre et de la France n'est pas mauvaise actuellement ; quant à la Russie, n'en parlons pas ; sa position est absolument critique, c'est un fait acquis.

Je me dispose à poser d'autres questions, mais le directeur revient sur le sujet antérieur:

— Nous avons pu nous passer, me dit-il, du moratorium, et notre vie économique se poursuit presque normalement. Je ne veux pas dire que nous ne souffrions pas de la guerre, mais grâce aux mesures que nous avons prises dès le début, nous sommes parvenus à limiter les inconvénients de l'état de guerre au strict minimum. Je vais, du reste, vous remettre un document qui vous permettra d'étudier à fond notre organisation économique et financière depuis le début des hostilités.

Tandis que M. von Havenstein cherche

le document en question, je regarde autour de moi. Le bureau directorial est une pièce de petite dimension, éclairée par une baie qui donne sur une grande cour de la *Reichsbank* ; au fond, une vaste bibliothèque, et bien en vue, à côté du bureau américain, encombré de dossiers, une statuette en pied de Frédéric II. La main sur le pommeau de l'épée, le regard dur sous le tricorne, la silhouette du fondateur de la Prusse militaire se dégage hardiment sculptée dans la pierre blanche.

— Voici, me dit M. von Havenstein, le rapport présenté au Reichstag par M. Delbrück, chancelier par intérim, vous y trouverez un exposé complet de notre situation économique.

Je reçois de ses mains ce document officiel et notre entretien continue :

— Est-il exact, dis-je au directeur, que l'Etat allemand s'acquitte envers les fournisseurs de l'intendance en leur remettant des bons du Trésor ou des obligations de l'emprunt de guerre ?

— Ceci est absolument faux, s'écrie avec

force M. von Havenstein ; ce sont des inventions colportées par la presse anglaise.

— Encore une question : « Quelle est votre opinion sur la durée de la guerre ? »

— J'estime, me dit-il textuellement, que ni la Russie, ni même la France ne pourrait soutenir financièrement une guerre, qui durerait plus d'une année à partir d'aujourd'hui.

C'était le 4 janvier.

*
* *

M. von Gwinner, directeur de la *Deutsche Bank*, dont j'ai eu déjà l'occasion d'entretenir mes lecteurs, est un homme d'une cinquantaine d'années, à l'aspect jovial, et tout en couleurs. Il porte un beau nom pour un financier, puisque « Gewinner » signifie en allemand « celui qui gagne ». Il a habité l'Espagne pendant plusieurs années et possède parfaitement notre langue. Aussi notre entretien se poursuivit-il en espagnol.

— Voudriez-vous, lui dis-je, me donner votre opinion sur la situation économique et financière de l'Allemagne ?

Il caresse sa barbe blonde, et ses yeux me fixent malicieusement :

— Les résultats de notre emprunt ne vous sont pas inconnus, fait-il ; d'autre part, vous n'ignorez pas que nous n'avons eu nul besoin de recourir au moratorium ; comment douter après cela de la prospérité de nos finances ; durant ces trente dernières années, l'Allemagne a devancé la France et l'Angleterre sur le terrain économique. Nous possédons une organisation économique et financière bien plus souple et bien supérieure à celle de nos adversaires.

Je songe que le mot *souple* est encore trop modeste pour définir le système de « planches à assignats », pratiqué par l'Allemagne depuis le début des hostilités, mais il va sans dire que je garde pour moi cette réflexion et je poursuis mes questions.

M. von Gwinner nie également que l'administration militaire allemande paye en bons du Trésor les fournitures de l'armée.

— C'est absolument contraire à la vérité, affirme-t-il.

— Parlez-moi, je vous prie de la situation

économique... Estimez-vous qu'elle soit aussi brillante que l'état de vos finances, dont vous venez de me donner un tableau si flatteur ?

— Non, me dit-il en souriant, je n'en dirai pas autant, mais elle n'est pas aussi critique qu'on le prétend ; nous pourrons attendre la prochaine récolte. Quant au bétail, nous en avons en abondance.

— Au début de la guerre, n'avez-vous pas été forcé d'abattre du bétail en grande quantité ?

— Nullement. Cette assertion est inexacte. Je suis moi-même propriétaire d'une grande ferme d'élevage, et je sais à quoi m'en tenir sur ce point. En général, la question des subsistances n'est pas inquiétante pour l'Allemagne.

— Vous espérez sans doute, fis-je, que les pays neutres continueront à pourvoir aux besoins de l'Empire. Vous comptez sur la contrebande ?

— Mais, s'écrie M. von Gwinner, il ne s'agit nullement de la contrebande. Selon le principe Salisbury, seuls doivent être considérés comme entrant en contrebande les produits

destinés directement aux armées belligérantes, la subsistance des populations civiles doit être mise hors de cause.

On sait quelle a été la réponse de l'Angleterre à cette théorie. L'espoir que nourrissait M. von Gwinner s'est évanoui.

— Quelle est votre opinion au sujet de la question des métaux ?

— Nous manquons de cuivre surtout. Nous serons probablement forcés d'utiliser le cuivre des canalisations électriques ; il est vrai que les petites agglomérations seront privées par ce fait de l'éclairage électrique, mais qu'y faire ?

Je pris sur ces mots congé du directeur de la *Deutsche Bank*.

*
* *

M. Witting, directeur de la *National Bank für Deutschland*, a des vues très optimistes sur la situation financière de l'Allemagne : « Voyez les rapports de la *Deutsche Bank*, vous constaterez que l'état de nos finances est excellent. Le directeur de notre *Reichs-*

bank est un homme éminent qui a su procurer à l'Empire les ressources nécessaires ; naturellement, au début de la guerre, le public a été pris de panique. Chacun voulait garder son numéraire et puis la réflexion est venue et on s'est empressé de répondre à l'appel de M. von Havenstein ; aujourd'hui la Banque d'Allemagne possède une réserve en or de plus de deux milliards et demi et nous espérons que dans les six mois qui vont suivre un autre milliard entrera en caisse ».

— Mais le problème de l'alimentation, quelle est votre opinion à ce sujet ?

— Nous serons forcés d'en venir à la réglementation complète de l'alimentation, mais avec notre discipline, qui est parfaite, nous nous y ferons. Que peut-il arriver ? Que nous soyons obligés de nous contenter du pain de guerre ? Eh bien ! nous en mangerons, il n'est du reste pas mauvais, j'en ai essayé moi-même, et je déclare qu'il est mangeable. »

Ces mots me rappellent ma visite au camp de Döberitz et j'ai un haut-le-cœur rien qu'en songeant à la pâte noirâtre que ma

conscience d'informateur scrupuleux m'obligea à ingérer ; mais si c'était sur ce point seulement qu'il me fût donné de contredire M. Witting, la chose n'aurait qu'une importance relative ; or, nous verrons par la suite le cas qu'il faut faire des bilans publiés par la *Reichsbank* et les procédés que l'on a utilisés dans le but de donner aux finances allemandes une apparence de prospérité aux yeux de l'étranger.

Je poursuis mon questionnaire :

— Que pouvez-vous me dire au sujet de l'état de l'industrie et de l'agriculture allemandes depuis le début des hostilités ?

— Rien que vous ne puissiez contrôler vous-même : les industries dont le rendement peut être utilisé pour la guerre, telles que la fabrication des draps, des souliers, etc..., sont florissantes, et les résultats obtenus de ce côté compensent les pertes provoquées notamment par l'arrêt de l'exportation : il va sans dire, d'autre part, que les industries d'Etat, comme celle du fer et de l'acier, sont en pleine prospérité ; le gouvernement s'est montré très généreux et il est venu en aide

largement aux maisons les plus frappées par la guerre. Quant à notre agriculture, on peut affirmer qu'elle ne souffrira nullement par suite de la guerre, grâce aux mesures prises dès le début ; les chiffres de la dernière récolte ont même dépassé toutes les prévisions ; en résumé, j'estime que nous ne manquerons pas des substances nécessaires à la nourriture de notre population.

*
* *

M. Witting m'avait paru travestir la vérité d'une façon trop complète ; j'estimais qu'il eût mieux valu qu'il s'abstînt de toute déclaration plutôt que de me fournir les « renseignements » qui précèdent.

Aussi, lors de mon interview suivante, accordée par le docteur Riesser, me laissai-je entraîner à lui dire à quel point j'étais étonné du procédédé qui consiste, de la part des notabilités de la finance berlinoise, à traiter les publicistes étrangers un peu comme des enfants.

— Comment pouvez-vous douter de notre

parole ? s'écria mon interlocuteur. Ce que nous affirmons est toujours exact et nous n'avons aucun secret à cacher.

— Je suis très heureux de cette déclaration, fis-je, car j'en déduis que vous allez me parler avec autant de franchise que vous le permettent vos fonctions ?

— Je suis en effet, tout disposé à vous donner les éclaircissements désirables.

Et tandis qu'il cherche dans un dossier quelques brochures qu'il me remettra tout à l'heure, je regarde autour de moi. Je suis au *Hansa-Bund* (Ligue hanséatique), dont M. Riesser est le président ; c'est une importante organisation formée par l'union des industriels et des commerçants « qui réclament l'égalité des droits des classes productives », en opposition avec la Ligue des agriculteurs (*Bund der Landwirte*), qui, elle, représente la tendance agraire ; M. Riesser m'a reçu dans son cabinet directorial, une pièce fort simple, éclairée par une large fenêtre qui donne sur la Dorotheestrasse.

— Voici, me dit M. Riesser, quelques rapports sur la situation financière de l'Alle-

magne, et notamment un mémoire sur l'emprunt de guerre, dont je suis l'auteur ; vous y trouverez les données qui établissent à quel point l'essor économique de l'Allemagne a été magnifique durant ces dernières années.

« Les résultats de notre dernier emprunt sont dus pour une bonne part au patriotisme qui anime tous les Allemands et au succès de nos armes ; mais les hommes qui dirigent nos finances sont des organisateurs de premier ordre, et c'est aussi à eux qu'il faut attribuer les résultats de notre mobilisation financière.

« Nous avons fait la guerre pendant deux mois sans avoir recours au marché financier, et nos prévisions font espérer que nous pourrons poursuivre la lutte pendant trois mois encore, sans faire un nouvel appel au crédit. »

Ces paroles étaient dites vers le milieu de janvier ; moins d'un mois et demi après, l'Allemagne recourait à un nouvel emprunt.

— Se lancer dans un emprunt intérieur de plusieurs milliards, continue M. Riesser, avant d'avoir obtenu des succès définitifs sur le théâtre de la guerre, pouvait paraître

à tout autre qu'à nous une entreprise bien risquée : la preuve en est que ni la France ni l'Angleterre n'ont osé le faire. »

Je songe à ce moment aux nouvelles de l'Agence Wolff, et je comprends d'autant mieux la portée de ces paroles.

Je me décide à poser à mon interlocuteur une question délicate, non éclaircie dans les interviews précédentes.

— On m'a affirmé, lui dis-je, que le gouvernement allemand s'acquitte envers les fournisseurs militaires en leur versant des bons du Trésor ou des obligations du Trésor ; pouvez-vous me donner des précisions à cet égard ? Ces renseignements sont-ils exacts ?

M. Riesser paraît très mécontent de ma question ; son visage rasé, aux traits accentués, s'est rembruni, ses yeux bleus jettent une flamme sombre :

— Je ne puis en aucune façon vous répondre.

— Vous voyez bien, lui dis-je en prenant congé sur cet aveu, que la haute finance allemande a tout de même des secrets à cacher.

*
* *

Après avoir consulté les financiers de carrière, je me suis adressé à un spécialiste des questions économiques, le professeur Sering. Voici ses déclarations (1) :

« Les chiffres concernant la récolte de 1914 ne sont pas encore publiés. Je connais ceux concernant la Prusse et la Bavière. D'après ces données, nous avons eu une récolte correspondant très exactement à une moyenne de cinq années.

« En matière de blé de pain (seigle et froment réunis), nous manquons de 8 à 10 0/0 des besoins de l'année, mais nous pouvons facilement le remplacer par les pommes de terre, dont pas un pays ne récolte autant que l'Allemagne.

« Nous devrons abattre et mettre en conserve nos énormes réserves en porcs, parce que les fourrages de l'étranger font défaut, mais nous pourrons conserver nos vaches à lait, car la moisson en foin, pour l'année 1914, a été particulièrement abondante ; toutefois, le man-

(1) Voir à la page suivante le document original contenant ces déclarations.

4) Die Frühjahrsfrost 1914 hat mich enttäuscht. Es kann dagegen [illegible] Abgang. Wenn Reben [illegible] nur Frost, welche den 5jährigen Bestand [illegible] schwächt hat, genau entspricht.

An Erdbeerstreich (Raggen u. Rhabarber zusammen) haben wir einen Ausfall von 8 – 10 % des Jahresbestandes. Wir können ihn leicht durch Kartoffeln ersetzen, an denen kein Land so viel verdient wie Kartoffel.

Unseren ungefähren Bedarf an Tomaten müssen wir zur Zeit [illegible] einschlagen und konservieren. Das geht nicht; der Versuch ist in einem Jahr unter geht zu machen.

Die Milchpreise können wir durchhalten, weil die Heu-Ernte 1914 ganz außerordentlich groß war. Das Fehlen der ölhaltigen Futtermittel wird den Milchpreis etwas reduzieren.

An Futterhaferbau wir dagegen so viel mehr anbauen (24 Mill. Kopf Zentner Produktion, inkl. Verbrauch 13, bisher. Export 11 Mill. M.) und können dadurch den Ausfall des Futter. Importes an Futtermitteln ausgleichen.

Letzt: von einem Ausstreuen können wir Kunstdünger sparen.

Die Lebensweise muß sich etwas ändern.

Die Nahrung bleibt aber einfach und kräftig. Ein wirklicher Mangel wird sich für morgen einstellen, weil die Bevölkerung sehr viel Knochen und Knorpel ißt (wegen des vom Krieg) und wir den Weizenverbrauch nur zu 2/3 decken. Aber unser Hauptbrot ist Roggenbrot, und an Roggen haben wir bisher bekanntlich einen großen Export, der nun aufgehoben ist.

Fische, Hafer, Gerste, Reis haben wir im Überfluß. Welche haben wir viel zu Verfügung und werden versuchen, daß wir die Lücken damit recht gut decken können.

Die Lazarett- und Spital-Verhältnisse gut unterbringen und zu versorgen; sind sie mit großer Präzision und Hilfe eines eingezeichneten Verteilungsplans den neuen Verhältnissen angepaßt, indem sie Gebäude herstellen. Trotzdem ist die Arbeitskraft gering. In vielen Industrien fehlen wir Mangel an Arbeitern.

Da werden wir den gegen uns unternommenen Wirtschaftskrieg zu tragen und glauben an den Sieg unserer heiligen Sache.

M. Shine

Die weiteren Informationen, sagt er morgen Bericht über die Reise

que de fourrage oléifère réduira un peu la production du lait.

« Quant au sucre, nous en avons deux fois plus qu'il nous en faut (production : 24 millions de quintaux ; consommation : 13 millions de quintaux ; exportation jusqu'à ce jour : 11 millions de quintaux) et nous pourrons par ce fait suppléer au manque de matières grasses importées jusqu'ici.

« Nous souffrirons d'un manque réel de froment parce que la population mange beaucoup de pain blanc (plus qu'avant la guerre) et qu'un tiers des besoins de la consommation nous fait défaut. Mais le peuple allemand consomme du pain de seigle, et pour ce produit, nous avons une grande exportation qui est actuellement arrêtée.

« Nous avons en abondance du fer, du charbon, des nitrates, de la potasse, du phosphate ; quant à la laine, nous en avons trouvé des stocks énormes en France et en Pologne.

« Il va sans dire que l'industrie des objets de luxe et d'exportation a souffert par suite des circonstances actuelles ; mais, grâce à un excellent crédit, elle s'est adaptée aux nouvel-

les conditions avec une grande élasticité, et elle fabrique maintenant les objets nécessaires à l'armée. C'est pourquoi le chômage est minime. »

Le professeur Sering est, comme on voit, un optimiste endurci. C'est son affaire et je n'aurais rien à dire si j'étais convaincu de sa sincérité. Mais je ne puis croire que cet éminent économiste ignore, par exemple, que l'Allemagne ne reçoit plus de nitrate et qu'elle est forcée de recourir à des procédés spéciaux de fabrication pour subvenir à des besoins urgents.

« Le chômage est minime, dit M. Sering, parce que l'industrie s'est adaptée aux nouvelles conditions avec une grande élasticité. » Le professeur oublie-t-il que quelques millions de travailleurs sont actuellement sur le front ?

Je ne puis, d'autre part, souscrire aux chiffres qu'il nous présente dans la partie de sa déclaration qui a trait à la consommation des céréales. Nous verrons plus loin ce qu'il faut retenir de cet exposé « pro domo ».

*
* *

Je fus consulter peu après M. Baumeister, secrétaire de la Fédération internationale ouvrière, et je lui demandai de me parler du chômage en Allemagne pendant la guerre. Voici l'exposé qu'il me fit.

« Comme dans tous les pays, la guerre a exercé en Allemagne une grande influence sur la vie économique de la nation et n'a pas été sans avoir une forte répercussion sur l'activité des syndicats.

« La plupart des entreprises furent désorganisées par le départ des soldats, par la réquisition d'une grande partie des moyens de transport et par le désarroi jeté dans les affaires. Ce fut le moment où le chiffre du chômage s'éleva d'avantage.

« Puis les affaires reprirent lentement, des mesures furent prises pour diminuer le chômage, et chaque mois nous voyons, en effet, que le nombre des sans travail se réduit dans une assez forte proportion, ainsi que l'on en peut juger par les chiffres que voici :

« A la fin du mois de septembre 1914, 39 organisations, ayant un effectif total de 1.644.684 membres, participèrent à une en-

quête, mais on n'obtint des indications que pour 1.384.586 membres. Ces chiffres relativement minimes s'expliquent parce qu'un grand nombre de sections des frontières ont dû suspendre leur activité, et que de nombreux militants furent appelés sous les drapeaux.

« Le même fait se reproduira dans les enquêtes suivantes, mais dans une moindre proportion, au fur et à mesure que les groupements pourront se ressaisir. Parmi les membres qui donnèrent ces indications à fin septembre, il y avait 216.603 chômeurs, c'est-à-dire 16 0/0. Si l'on compare ces chiffres à ceux du mois d'août, où il y avait 316.639 chômeurs, soit 22.4 0/0, cela fait une diminution de 99.036 sans travail.

« Une enquête plus complète fut faite par la commission générale des syndicats d'Allemagne au 31 octobre 1914.

« A la fin juillet 1914, les syndicats affiliés à la commission générale avaient un effectif de 2.514.138 membres ; 9.432 sections sur 11.206 participèrent à l'enquête. Elles groupaient 2.301.829 membres, soit 91,5 0/0 de l'effectif d'avant la guerre. A

la fin d'octobre, 661.005 syndiqués, soit 31,3 0/0 de l'effectif total, avaient été appelés sous les drapeaux. Il restait 1.640.824 membres. A cette date, on comptait 175.500 chômeurs, soit 10,7 0/0.

« Certaines catégories d'industries sont beaucoup plus fortement atteintes que d'autres. Ainsi les lithographes, les porcelainiers, les sculpteurs, les verriers, les chapeliers, les musiciens sont les plus fortement atteints.

« D'autres catégories de travailleurs eurent moins à souffrir : tels les bouchers, les ouvriers municipaux, les brasseurs, les mineurs, les jardiniers, les chaudronniers en cuivre, machinistes et chauffeurs, charpentiers en navires, ouvriers de transports, boulangers, travailleurs de la pierre, tonneliers.

« Certaines industries ont été occupées par les besoins de la guerre et le sont encore. D'autres furent arrêtées par l'impossibilité d'exporter, mais quelques-unes d'entre elles ont trouvé une compensation plus ou moins étendue en cherchant à remplacer les produits précédemment importés.

« Les charges imposées aux syndicats

par le chômage furent telles, dès le début de la guerre, que la plupart des organisations modifièrent leur système de secours. Presque toutes suspendirent momentanément les secours de maladies, de déménagements, etc., etc..., et versèrent des secours de chômage.

« Du 3 août au 31 octobre, période pendant laquelle le chômage fut le plus étendu, les organisations versèrent 12.776.940 marks de secours aux sans travail. En outre, les familles des syndiqués partis sous les drapeaux ont reçu jusqu'à cette date une somme de 2.935.505 marks.

« Dès que la guerre eut éclaté, nos groupements entrèrent en pourparlers avec les fédérations patronales, et ils obtinrent de celles-ci l'assurance que les tarifs et conventions seraient respectés. En général, les conditions de travail sont respectées lorsqu'elles se trouvent dans la sphère d'action des syndicats, mais ailleurs il en va tout autrement : à différentes reprises, des tentatives ont été faites, surtout auprès des ouvriers à domicile, dans le but de parvenir à une réduction des salaires. En plusieurs endroits, les comman-

dants de place ont dû intervenir et ont publié des ordonnances interdisant de verser des salaires inférieurs à un certain minimum. Mais la difficulté réside dans le contrôle de l'application de ces ordonnances, et quelques excès se sont produits. »

*
* *

M. von Richthofen n'est pas, au Reichstag, qu'un représentant de la diplomatie impériale. Il s'y est occupé également de questions économiques et financières, et actuellement il est attaché au Hansa-Bund ; il était donc intéressant de connaître son opinion sur les difficultés économiques de l'Allemagne. Ses déclarations furent brèves ; et je les reproduis à la lettre :

« D'après moi, l'idée d'affamer l'Allemagne est entièrement erronée. Il va sans dire qu'à la suite des mesures prises par l'Angleterre, nous aurons des difficultés, et que celle-ci grandiront au cours de la guerre ; mais je considère comme impossible que les autres nations continentales puissent con-

tinuer la lutte jusqu'à ce que nous soyons contraints de faire la paix. Il faudrait, pour cela, une guerre de plusieurs années, et c'est nous qui pourrions finalement la soutenir mieux que la France et la Russie.

« Nous n'aurons pas de sérieuses difficultés avant la prochaine récolte ; après nous verrons ; il nous manque un 20 0/0 du blé nécessaire à la consommation ; la question de l'alimentation du bétail présente aussi un problème dont la solution est difficile. Dans le Schleswig-Holstein, où l'on donnait de l'orge au bétail, on le nourrit maintenant avec les pommes de terre.

« Quant à notre situation économique, elle est, sans contredit, brillante jusqu'à présent ; les mérites de la Banque d'Empire et de son président, lequel a si bien préparé les finances de l'Allemagne en vue de la guerre, ne sauraient être assez vantés. De ce côté-là, non plus, même si la guerre devait durer plusieurs années, nous ne serons pas acculés à faire la paix. »

*
* *

M. Sudekum m'a entretenu assez longuement de la situation économique ; je me bornerai à reproduire la partie essentielle de nos entretiens :

— Notre industrie a beaucoup souffert au début de la guerre, me dit-il, mais grâce à sa souplesse elle a repris assez rapidement le dessus.

Et il me cite le cas de maisons allemandes qui, avant la guerre, fabriquaient des couleurs ou de la porcelaine, et maintenant fournissent des obus à l'armée. Je lui fais remarquer que cette adaptation aux circonstances n'est pas uniquement le fait de l'Allemagne, mais de tous les pays engagés dans la lutte actuelle. Il ne paraît pas ajouter foi à mes paroles, et il continue à me citer des chiffres, à me soutenir contre toute vraisemblance que l'effort nouveau fourni par l'industrie allemande compense l'arrêt forcé occasionné par l'impossibilité d'exporter.

Je ne lui cache pas mon opinion au sujet de la situation économique de l'Allemagne.

— *Nous nous en tirerons*, me dit-il, *car cette guerre sera courte.*

— Voilà qui n'est nullement prouvé, et en supposant que vous atteigniez la prochaine récolte sans encombre, vous savez bien que la situation deviendra fort critique si la guerre se prolonge.

M. Sudekum ne me répond pas ; il réfléchit profondément puis :

— Le gouvernement ne tardera pas à prendre des mesures extraordinaires destinées à parer à toute éventualité.

M. Sudekum faisait sans doute allusion à ce moment-là aux dispositions concernant le monopole des céréales dont j'eus du reste confirmation avant mon départ d'Allemagne.

Je lui parle enfin de la question financière et il se lance comme mes autres interlocuteurs dans un long exposé tout à l'éloge de « l'admirable organisation de la Banque d'Empire ». — Vous savez, fait-il, ce qu'un très haut personnage allemand disait dernièrement : « Si cette guerre se termine à notre avantage, les vainqueurs en seront le direc-

teur des chemins de fer impériaux et celui de la *Reichsbank* ».

Le moment me paraît propice pour demander à M. Sudekum ce qu'il pense de la dépréciation du billet de banque allemand à l'étranger.

— Que voulez-vous, me dit-il en manière de conclusion, nous ne pouvons pas exiger que les autres pays aient la même confiance que nous-mêmes dans le succès de nos armes ».

En effet...

*
* *

M. Bernstein, député socialiste, me fit de brèves déclarations, mais elles furent significatives :

— Un fait vraiment extraordinaire, me dit-il, c'est que cette guerre est populaire partout, même en Russie. Mais au point de vue financier, aussi bien que sous le rapport des masses engagées, elle représente un effort et des sacrifices si énormes que je ne crois pas qu'elle puisse se prolonger au delà de quelques mois, voilà pourquoi la situation écono-

mique et financière de l'Allemagne ne m'inquiète pas outre mesure.

Grâce en partie aux denrées de toutes sortes provenant des pays neutres, l'Allemagne est encore en mesure de se soutenir.

— La situation est difficile au point de vue économique, lui dis-je, mais ne pensez-vous pas que le manque de métaux pourrait amener plus rapidement encore une crise qui obligerait l'Allemagne à conclure une paix rapide ?

Bien entendu, M. Bernstein ne répond pas directement à ma question.

— Les pays neutres, me dit-il, nous pourvoient aussi d'une grande partie des métaux indispensables pour la continuation de la guerre.

— Et la situation financière ?

— *Nous vivons sur notre capital, notre prospérité financière est une façade. A ce point de vue, l'Allemagne se trouve dans la situation du malade auquel on fait respirer de l'oxygène et qui, pour quelques heures, paraît être revenu à la santé.*

*
* *

« Notre situation financière est excellente », m'avait dit M. von Havenstein, et M. Witting renchérit encore et étala devant moi le succès du fameux emprunt de guere.

Cherchons à voir ce qu'il en est, en nous bornant à relever les déclarations par trop optimistes des gros bonnets de la finance berlinoise.

L'Allemagne avait préparé dans les moindres détails sa mobilisation financière. « Lorsqu'on émit, en 1906, des billets de 50 et de 20 marks, fait observer le professeur Iastrow, dans un récent ouvrage, l'importance de cette mesure n'échappa à personne ; trois ans plus tard on imposa l'acceptation des billets de l'Empire (jusqu'alors ils avaient passé sans difficulté, mais sans que l'obligation de les accepter fût imposée par la loi) et la *Reichsbank* fit en sorte désormais pour qu'il fût remis au public non pas de l'or mais des billets ; c'est ainsi que nous nous habituâmes à prendre et à donner du papier ; dès lors il fut fait de moins en moins usage du droit de tirer de l'or de la *Reichsbank* ; la politique qui avait pour but d'instituer la Banque d'empire

comme la gardienne des réserves d'or de la nation avait fait déjà tant de progrès, qu'au moment de la guerre elle pouvait donner son maximum de résultat ; en juillet 1914, le billet prédominait et les pièces de 20 marks ne faisaient plus que de rares apparitions. »

On se rappelle, d'autre part, qu'en 1913, à la suite de l'augmentation des effectifs militaires, le Reichstag accorda l'établissement d'un impôt de guerre (*Wehrbeitrag*) réparti sur les années 1914, 1915 et 1916 ; le premier tiers, échu peu avant la guerre, s'éleva à 300 millions de marks qui vinrent s'ajouter aux 120 millions de la tour Julius et à une somme égale provenant de la frappe supplémentaire de monnaie d'argent ; en outre on avait doublé les bons de la Caisse d'Empire qui, de ce fait, furent portés de 120 à 240 millions de marks.

La *Reichsbank*, d'autre part, réalisait un effort continu en vue d'augmenter son encaisse. Celle-ci, qui était de 1.156 millions et 700 mille marks vers le milieu de 1913, s'est élevée à 1.356 millions et 800 mille marks au 23 juillet 1914.

Avant même que la guerre fût déclarée par l'Allemagne, une grande émotion s'empara du public berlinois. On assiégea les guichets de la Banque d'Empire qui, en 8 jours, du 24 au 31 juillet, se vit obligée à rembourser 103 millions d'or.

Mais on versa à la *Reichsbank* le trésor de guerre de Spandau et la réserve d'or constituée à la suite de l'application de la loi de finances dont nous avons parlé antérieurement, de sorte que le 7 août l'encaisse or était remontée à 1.473 millions de marks ; par suite de la propagande des plus active réalisée par la presse, par l'administration et les agents du gouvernement, cette réserve s'est constamment accrue depuis lors et, s'il faut en croire les bilans officiels, elle atteignait ces temps derniers 2.800 millions. (Dans cette encaisse sont compris les bons de caisse impériaux ; pour quelle somme la *Reichsbank* en a-t-elle ? voilà ce que l'on ignore ; rappelons, d'autre part, que l'afflux d'or à la Banque d'Empire a passablement diminué depuis janvier.)

La plus grande partie de cette augmentation de l'encaisse or a été prise dans la circulation

de l'Allemagne. Le stock total d'or de l'Empire est fixé au chiffre, d'ailleurs hypothétique, de 3 milliards 1/2. Il comprend les encaisses de la *Reichsbank*, des sociétés de crédit et l'or appartenant aux particuliers : on déduit de ces chiffres que l'Allemagne n'a opéré en somme qu'un déplacement de son or ; mais cette encaisse de métal jaune permet d'en faire tripler fictivement la valeur par des émissions de billets. On sait, en effet, que la Banque d'Empire possède la faculté d'émettre des billets de banque pour une somme égale à trois fois son encaisse métallique. D'autre part, les « Billets de l'Empire » jouissent, au point de vue de l'émission de la *Reichsbank*, du même privilège que l'or. Au cours du seul mois d'août, celle-ci escompta du papier pour 5 milliards ; mais on chercha à empêcher que la Banque d'Empire n'émît un trop grand nombre de billets, et dans ce but on créa des établissements à côté tels que les banques de crédit de guerre, banques de prêts de guerre, banques de l'aide de guerre, établissements qui furent autorisés à émettre des billets

que la *Reichsbank* est obligée de recevoir.

Les caisses de prêts (*Darlehenskassen*) furent autorisées à différentes reprises, en 1848, 1866 et 1870. Elles consentent des prêts sur gages mobiliers au moyen de l'émission de bons de quotités fixes de 5, 10 et 25 thalers. Les *Darlehenskassen* furent organisées dès le temps de paix. Aussi le 5 août, put-on ouvrir 99 caisses et 86 succursales, et le même jour on prêta au public 4 millions de marks. Le nombre des caisses de prêts est actuellement de 123.

On prête, en règle générale, une somme équivalant à la moitié de la valeur du gage (selon la nature des titres, valeurs ou marchandises) et exceptionnellement jusqu'aux 2/3 de cette valeur. Voici, au surplus, quelques chiffres exacts : pour l'argent, le cuivre, le laiton, l'étain, le plomb, le zinc, la laine, le coton brut, on prête 60 0/0 de la valeur ; pour les objets en or, 85 0/0 ; pour les céréales, l'alcool, le sucre brut et raffiné, le cuivre brut, 66 0/0 ; pour les sels de potasse brute, 30 0/0. La limite de prêt est fixée à 75 0/0 pour les

valeurs de l'Empire et des Etas fédéraux ; 70 0 /0 pour les titres des institutions de crédit, banques d'hypothèques, obligations communales ; 60 0 /0 pour certains titres étrangers ; 50 0 /0 pour les titres étrangers dont la liste est donnée et pour les obligations des sociétés étrangères.

Le taux d'intérêt des prêts est fixé à 6 1 /2 0 /0 (les avances sont consenties pour une durée de 3 à 6 mois renouvelable), mais il est réduit au 1 /2 0 /0 pour les prêts contractés en vue de l'emprunt de guerre.

Du 5 août au 7 octobre, les *Darlehenskassen* ont avancé plus de 1.115 millions, dont 710 millions correspondaient à l'emprunt de guerre ; du 7 au 31 octobre, le total des prêts s'est abaissé de 48 millions de marks, tandis que la somme des prêts pour l'emprunt de guerre augmentait de 68 millions (rapport au Reichstag).

L'établissement de ces caisses de prêts a été critiqué à différentes reprises par les Allemands eux-mêmes, et M. Riesser, directeur de la *Hansabund*, entre autres, n'en est nullement partisan, quoi qu'il en dise.

C'est un fait évident que le gage offert par des marchandises, surtout en temps de guerre est insuffisant ; d'autre part, le gouvernement allemand, en faisant affluer aux *Darlehenskassen* les titres de son premier emprunt de guerre, a réalisé un artifice financier qui n'échappe à personne ; déjà, lors du premier emprunt, on avait la faculté d'emprunter sur le papier même qui s'émettait, les caisses de prêts avançant les 75 0/0 nécessaires pour lever les titres. On saisit à quel point cet expédient, qui consiste à faire défiler plusieurs fois le même papier, est dangereux et c'est par de semblables procédés que l'on est parvenu à ces « résultats merveilleux » dont me parlaient MM. von Havenstein et Witting. Pourtant, M. Witting, mieux que personne, sait à quoi s'en tenir sur les difficultés financières de l'Allemagne. Il est directeur d'une des premières banques de son pays, et cet établissement, qui ne distribue plus de dividendes à ses actionnaires, annonce qu'il procèdera à des amortissements supérieurs même à ses bénéfices de l'année. Ce n'est du reste pas un cas

isolé, et plusieurs autres grandes banques, telles que la *Dresdner* et la *Disconto* accusent de lourdes pertes et réduisent leurs dividendes.

*
* *

En moins d'une année, soit en emprunts sur titres ou sur récoltes, soit en hypothèques ou en espèces métalliques, le public allemand en aura été pour dix-sept milliards. Combien de temps cet appel au crédit intérieur pourra-t-il trouver un écho dans le pays? Voilà ce que l'on ne peut savoir. Mais ce qui est certain dès maintenant, c'est que tout le système financier de l'Allemagne repose sur un « bluff » gigantesque. La mobilisation financière de l'Empire était préparée soigneusement, nous l'avons vu, *mais seulement dans l'hypothèse d'une guerre courte, marquée par des victoires éclatantes ; en septembre, au moment du premier emprunt, il a fallu cacher le revers de la Marne*, et depuis lors on n'a cessé de berner le bon bourgeois berlinois en faisant miroiter à ses yeux une série non interrompue de succès imaginaires. Aussi la cam-

pagne pour l'emprunt de guerre n'a-t-elle donné aucun résultat dans les pays neutres où l'on était bien renseigné sur la marche des opérations militaires.

— Nous n'avons pas fait appel à l'étranger », m'affirmait M. von Havenstein. En réalité, on a fait flèche de tout bois et, après les objurgations patriotiques publiées par communiqués dans 2.800 journaux, on s'est tourné du côté de l'étranger. Des commerçants allemands n'ont pas hésité à s'adresser aux négociants suisses et même anglais dont ils étaient les débiteurs pour les aviser qu'ils employaient les sommes qui leur étaient dues en souscription à l'emprunt de guerre. Suivant la méthode allemande, on passait des offres aux menaces, et lesdits négociants étaient informés que, faute de se soumettre à cet arrangement, on s'abstiendrait après la guerre de tous rapports commerciaux avec eux. En Allemagne, non plus, la souscription à l'emprunt n'a pas toujours présenté le caractère de spontanéité qu'on veut bien lui prêter, et en maintes occasions on est allé jusqu'à forcer la main au public.

Les combinaisons financières de l'Etat allemand cherchant par tous les moyens à se procurer du papier-monnaie ont compromis l'avenir financier de l'Allemagne. C'est ce que M. Edmond Théry nous a très judicieusement fait observer dans un de ses remarquables exposés : « Lorsque la *Reichsbank*, dit-il, aura consommé son stock de métal jaune, ce qui se produira dès la fin de la guerre, les industriels et les commerçants allemands rencontreront des difficultés inouïes pour nouer de nouvelles relations d'affaires avec l'étranger, car, après le blocus, la masse de papier-monnaie accumulée dans le pays — c'est-à-dire le seul instrument de paiement extérieur dont ils auront la disposition — sera à peu près sans valeur. Seule une guerre de très courte durée pouvait permettre à l'Allemagne de se tirer d'embarras ».

Mais voyons un autre aspect de la question financière : « Nous n'avons pas rendu de décrets moratoires, affirme M. von Gwinner, voilà bien une preuve éclatante de notre solidité financière. »

Cette affirmation n'est pas tout à fait

exacte ; en réalité, il existe actuellement en Allemagne un « moratorium » partiel : En vertu de la loi du 7 août, « tout commerçant allemand, pour des dettes contractées à l'intérieur avant le 31 juillet, peut obtenir un sursis de 3 mois dans les poursuites judiciaires » ; « le fait d'accorder un délai, ajoute le texte de la loi, permet aussi aux deux parties de s'entendre sur le mode de paiement» ; en outre, le Bundesrath a supprimé tous frais de justice, quant aux délais en question, pour les sommes au-dessous de 100 marks ; d'autre part, « toutes les dettes contractées avant le 31 juillet, à l'étranger, même par traite, ne peuvent être l'objet d'une action judiciaire. »

En ce qui concerne la législation sur les faillites, on a pris de nouvelles mesures juriques : en vue d'empêcher les faillites, le Bundesrath a rendu le 8 août le décret sur la surveillance des maisons de commerce ; à la demande de surveillance, le commerçant doit joindre la liste de ses créanciers et un aperçu de sa situation de fortune ; on accorde la surveillance si l'on peut prévoir que le

commerçant sera en mesure de payer après la guerre.

La même loi du 8 août supprime certaines clauses du code de commerce : en cas d'incapacité de paiement de la part d'une société, les administrateurs ou les liquidateurs sont tenus, en temps normal, de demander la mise en faillite ; cette disposition est supprimée.

L'ordonnance du 6 août 1914 prolonge de 30 jours francs le délai accordé pour les protêts ; dans toutes les succursales de la Banque d'Empire on a fait usage de cette faculté ; « En cas d'occupation du pays par l'ennemi, le délai est prolongé jusqu'à 6 jours après le rétablissement de la normalité » ; le Bundesrath (ordonnance du 29 août 1914) a porté ce délai de 6 jours à 2 semaines (rapport au Reichstag).

Quant aux loyers, on a établi dans les grandes villes un bureau spécial d'arbitrage (*Mietseinigungsaml*) qui peut imposer aux propriétaires une réduction du prix de leurs loyers ou accorder aux locataires un sursis de paiement pour la durée de la guerre et même pour plusieurs années au delà.

Par contre, les communes viennent en aide aux propriétaires qui ne peuvent payer leurs hypothèques.

Pour les dépôts en banques, il n'y a pas de « moratorium » officiel, mais je connais quelques cas où les déposants ont dû se contenter de la remise d'une petite quantité en billets, le reste étant versé en bons du trésor.

Il va sans dire qu'à ces mesures s'ajoute un sursis général concernant les mobilisés et leur famille.

Par cet exposé succint, on peut se rendre compte à quel point les renseignements fournis par les financiers allemands étaient loin de répondre à la réalité des faits.

Point de doute, cependant, que malgré le « bluff » persistant dont s'entourent les Allemands, la situation véritable de leurs finances ne soit connue à l'étranger. La preuve en est dans l'effondrement du change allemand sur les grands marchés financiers de New-York et d'Amsterdam.

En résumé, la situation financière de l'Empire m'a été parfaitement dépeinte par M. Bernstein : l'Allemagne se trouve dans la

situation du malade auquel on fait respirer de l'oxygène, et qui, pour quelques heures, paraît être revenu à la santé.

*
* *

L'Allemagne n'était pas préparée, au point de vue économique, à une longue guerre, à une guerre d'usure. Le gouvernement impérial espérait que l'Angleterre resterait en dehors du conflit et que l'Allemagne échapperait au blocus ; de cette conviction vint cette négligence à s'organiser économiquement, étonnante chez un peuple qui considère la guerre comme le mode d'expansion le plus propice :

Au début des hostilités, le gouvernement allemand assurait que les subsistances ne feraient nullement défaut (pourtant avant la guerre on avait pris soin d'évaluer les réserves ; en effet une statistique fut dressée *le 1er juillet 1914*) ; mais vinrent les premiers échecs militaires, et la bataille de la Marne donna à réfléchir en haut lieu. On comprit qu'il ne fallait plus songer à imposer rapide-

ment la paix aux Etats alliés ; on envisagea la possibilité d'une guerre à longue durée ; de là une série de mesures prises par les autorités impériales du 20 au 25 octobre. Résumons ces mesures :

1°) Interdiction d'alimenter le bétail avec des céréales — orge ou maïs, — ces substances devant être remplacées par des tourteaux et des betteraves.

2°) Fixation d'un prix maximum des céréales suivant les régions (c'est le Bundesrath qui fixe les prix maxima ; en cas d'infraction à ces ordonnances les marchandises sont saisies par les autorités).

3°) Etablissement d'une procédure pour la réquisition des céréales afin d'éviter l'accaparement.

L'ordonnance du 28 octobre 1914 décide que le seigle doit être moulu jusqu'à 72 0/0 et le blé jusqu'à 75 0/0. Il est interdit de produire une farine de première mouture pour le seigle.

La même ordonnance stipule l'adjonction au pain de froment d'au moins 10 0/0 de farine de seigle ; en outre il faut ajouter au

pain de seigle au moins 5 0/0 du poids de farine de pommes de terre ou 20 0/0 du poids en pommes de terre écrasées ; si on ajoute au pain de seigle plus de 20 0/0 du poids de pommes de terre, il faut le désigner par la lettre K ; si le pourcentage est supérieur, on ajoutera le chiffre correspondant à la lettre K (ordonnance du 28 octobre).

On fonda une société pour l'utilisation des pommes de terre sèches, et des syndicats dont le but est de transformer de grandes étendues de marais en terrains de culture.

Le gouvernement fit distribuer à profusion une brochure intitulée « l'alimentation en temps de guerre » ; on y donnait quelques conseils en vue de préparer les populations à la réglementation des subsistances ; les professeurs furent invités, eux aussi, à faire entendre leur voix (on se rappelle le manifeste des professeurs d'économie ménagère).

D'autre part, on cherchait à rassembler des stocks de céréales ; des agents furent envoyés dans les pays neutres afin d'activer l'afflux des denrées de toutes sortes vers

l'Allemagne. Mais ces dispositions furent jugées insuffisantes.

On fonda une société d'accaparement pour les céréales (*Kriegsgetreide Gesellschaft*) au capital de 50 millions de marks, dont 20 millions furent souscrits par les villes de plus de 100.000 habitants ; plusieurs industriels souscrivirent également des sommes importantes (la maison Krupp, entre autres, 1.300.000 marks).

Cet organisme a pour but d'établir une estimation exacte des denrées visibles et cachées, d'empêcher la spéculation et de rassembler des stocks de céréales.

La Société des Céréales doit acheter 3 à 4 millions de tonnes de grains à 5 millions d'agriculteurs (3.000 commissaires sont employés à cette seule fin); elle est chargée de prendre les mesures nécessaires pour assurer les besoins de la consommation pendant les mois critiques qui précéderont la nouvelle récolte ; la société entreposera les stocks de céréales jusqu'au mois de mai ; elle a la défense de vendre jusqu'à cette date ; Ces mesures marquaient l'acheminement vers

le monopole des céréales qui fut décrété peu après mon départ de Berlin.

Le 26 janvier, le Bundesrat prescrivait la saisie et la mise sous séquestre de tous les approvisionnements en blé, orge et farine ; les propriétaires de céréales furent obligés de déclarer les approvisionnements qu'ils possédaient ; les céréales saisies sont conservées soit chez les producteurs, soit dans les magasins communaux ; la « Société Centrale d'achat » et celle des céréales de guerre sont chargées d'envoyer les grains aux moulins.

A ces mesures vint s'ajouter la mise en vente d'un nouveau pain de guerre contenant plus de 20 0/0 de farine de pommes de terre, d'orge, d'avoine et de riz.

Restait à savoir si, malgré les sacrifices imposés, on parviendrait à atteindre la prochaine récolte.

Avant de décréter le monopole des céréales, avant même d'instituer les sociétés d'accaparement, le gouvernement allemand déclarait que les ordonnances d'octobre étaient édictées non pas en vue d'atteindre la prochaine récolte, mais celle de 1916.

« Cette année, déclare le chancelier par intérim (rapport au Reichstag), le peuple allemand n'a guère à sa disposition que la récolte du pays ; cette récolte couvre les besoins en seigle, avoine et pommes de terre, tandis qu'il manque environ 2 millions de tonnes de blé et 3 millions de tonnes d'orge ; il faut y ajouter les réserves des meuniers et des boulangers ; en comptant celles du 1er juillet 1914, on peut dire que le besoin en seigle est couvert jusqu'au 1er septembre 1915 ; nous disposons des quantités nécessaire à la consommation jusqu'au début d'août seulement ; le manque d'orge fourragère ne joue qu'indirectement un rôle dans la question de l'alimentation du peuple.

« Dans les conditions normales, les réserves actuelles serviraient seulement à atteindre la prochaine récolte. Mais comme l'Angleterre a l'intention d'affamer le peuple allemand, il convient d'envisager le cas où la guerre dépasserait la date de la prochaine récolte. Il faut donc qu'au 1er août, nous disposions d'autant de réserves que cette année à la même date. »

La réalité est toute autre, et si le Gouvernement impérial n'avait pas adopté les mesures de ces derniers temps, l'Allemagne ne pouvait espérer atteindre la prochaine récolte. Elle y parviendra grâce à la réglementation des subsistances.

L'exactitude des chiffres fournis par l'Institut impérial de statistique a été plusieurs fois mise en doute par les économistes allemands eux-mêmes ; c'est pourquoi, tout en utilisant les seules données qui nous soient connues, il convient de faire à leur sujet les plus expresses réserves.

D'après l'Institut de Statistique, l'Empire a consommé un million de tonnes de seigle et 500.000 tonnes de blé par mois en 1913 ; en prenant ces chiffres pour base nous obtenons une consommation de 9 millions de tonnes de blé et seigle du 1er août au 1er février 1914. La dernière récolte, sur laquelle l'Allemagne vit, a donné (chiffres provisoires) 4 millions de tonnes de blé et 10 millions et demi de tonnes de seigle ; soit, en retranchant 1 million de tonnes pour les semailles : 13 millions et demi au total ; en soustrayant de cette der-

nière somme les 9 millions de tonnes consommées durant les 6 premiers mois de la guerre, nous voyons qu'il restait au 1er février 4 millions et demi de tonnes pour atteindre la prochaine récolte.

En continuant à s'alimenter comme en temps normal, l'Allemagne ne pouvait donc atteindre le mois d'août, mais le gouvernement impérial a, nous l'avons vu, réglementé la consommation des céréales, et les mesures édictées ont commencé à recevoir leur application effective à partir du mois de février; la consommation des céréales a été fixée à 2 kilogs par habitant et par semaine dans les grands centres et à 9 kilogs par mois dans les campagnes ; du début de février aux premiers jours d'août, les 55 millions d'habitants des campagnes et les 15 millions d'habitants des villes allemandes consommeront donc, au total, 4 millions de tonnes, dont il faut retrancher la proportion de fécule de pommes de terre que l'on peut estimer à 300. 000 tonnes. Nous obtenons ainsi 3.700.000 tonnes, chiffre représentant les besoins de la consommation ; en le retranchant des réserves disponibles s'é-

levant, nous l'avons dit antérieurement, à 4 millions et demi de tonnes, on voit que, d'après ce calcul, l'Allemagne pourrait atteindre la prochaine récolte; il est vrai que dans les estimations antérieures nous n'avons pas tenu compte du fait que le manque de fourrage a obligé les fermiers à augmenter l'alimentation en céréales, mais d'autre part nous ne mentionnons ni les stocks réunis à la suite des arrivages de l'étranger, ni les réserves accumulées par les meuniers au 1er juillet 1914 ; l'importance de ces réserves est difficilement appréciable.

Quoi qu'il en soit, et grâce seulement aux mesures déjà prises par le gouvernement impérial, l'Allemagne parviendra à atteindre la prochaine récolte, mais si la guerre se prolonge au delà de l'année courante, ce qui parait certain, les difficultés d'ordre économique iront en augmentant ; en effet, la prochaine récolte comportera, à n'en pas douter, un déficit fort important, car la culture des terres s'est réalisée dans de mauvaises conditions et avec une main-d'œuvre inexpérimentée ; d'autre part, le

blocus devient de plus en plus effectif et l'Allemagne n'a plus à compter avec les arrivages de blé provenant de l'étranger.

Mais la question du blé n'est pas la seule qui préoccupe les autorités allemandes : « Notre récolte de pommes de terre a été excellente », m'affirmaient MM. Sering et von Richthofen ; en fait, la récolte de pommes de terre elle-même est insuffisante !! elle a donné 450 millions de quintaux au lieu de 541 millions en 1913, alors que les besoins de l'Allemagne sont évalués à 504 millions de quintaux ; l'emploi de la pomme de terre pour la fabrication du pain ne fera que compliquer la question ; d'autre part, dans certaines parties du pays, on a dû nourrir de pommes de terre les bestiaux par suite du manque de fourrage ; on sait en outre que l'Allemagne possède environ 22 millions de porcs et que ces animaux mangent à l'engrais en moyenne 3 kilogs de pommes de terre par jour.

En résumé, il est à présumer que l'on ne tardera pas à décréter le monopole d'Etat comme pour les céréales.

L'alimentation en viande et en lait présente de son côté un nouveau problème :

En 1913, l'Allemagne a importé les matières suivantes destinées à l'engrais du bétail :

Orge pour engraisser le bétail	30.870.000 quintaux
Maïs.....	9.190.000 quintaux
Pois et déchets de riz.	9.000.000 quintaux
Tourteaux	7.900.000 quintaux
Son	14.400.000 quintaux

Toutes ces matières manquent actuellement, et comme elles représentent une partie importante de ce que consomment les 22 millions de porcs, il faudra se résoudre à abattre ces derniers en grand nombre.

L'augmentation du prix des fourrages oblige les fermiers soit à nourrir insuffisamment leurs bêtes et alors le rendement du lait est inférieur, soit à abattre sans discernement.

En effet, malgré les affirmations contraires de M. von Gwinner, c'est un fait que, durant les premiers mois de la guerre, on a abattu une partie des bêtes destinées à la reproduction ; ces sacrifices de bestiaux expliquent

pourquoi le prix de la viande n'a pas augmenté.

Le gouvernement allemand, dans son ordonnance du 11 septembre 1914, dut interdire de tuer le bétail qui pouvait servir à l'élevage ou n'était pas engraissé.

D'autre part, on a pris un certain nombre de mesures tendant à faciliter l'importation de la viande ; on a autorisé en particulier l'importation des bœufs provenant du Danemark, de la Suède et de la Norvège sans respecter le délai de quarantaine de 10 jours, ni les instructions concernant les garanties contre la tuberculose (rapport au Reichstag).

Ces dispositions montrent aussi que l'organisation de l'intendance de l'armée n'était pas parfaite et qu'il a fallu, durant les premiers mois de la guerre, activer un peu précipitamment les envois de viande et de denrées.

En résumé, nous ne croyons pas que l'Allemagne sera acculée à la famine et obligée à faire la paix pour ce motif, mais nous estimons toutefois que les sacrifices imposés aux populations finiront par exercer sur celles-ci

une action déprimante qui amoindrira la valeur morale des Allemands.

*
* *

L'industrie allemande souffre aussi cruellement par suite du blocus.

Les apprêteurs de coton manquent de fécule et d'amidon et ne peuvent plus livrer les apprêts pour filature dans les mêmes conditions qu'auparavant ; les tanneurs se trouvent aussi dans une situation fâcheuse, les matières essentielles à cette industrie leur faisant défaut.

Par suite de l'arrêt dans les exportations, les fabricants de porcelaine sont très éprouvés. Un grand nombre de verreries et d'imprimeries ont dû congédier leur personnel, et d'autre part, la crise du bâtiment sévit avec une violence extrême.

Le gouvernement allemand a pris une série de mesures concernant l'industrie ; on a fondé des sociétés d'accaparement pour la laine (*Kriegswoll Gesellschaft*), pour le cuir (*Kriegs-*

leder Gesellschaft) ; ces organismes sont chargés de monopoliser le commerce des articles dont ils portent le nom, d'entreposer des stocks de marchandises et d'empêcher la spéculation.

D'autre part, on a ouvert au ministère de l'intérieur, un bureau central de placement dirigé par M. Lewald (nous avons reproduit antérieurement les déclarations de ce fonctionnaire) ; cet office se compose « des représentants des autorités civiles et militaires intéressées et des délégués de toutes les organisations fondées dans le but de venir en aide aux chômeurs » ; le bureau ne fournit pas directement du travail aux chômeurs ; il reçoit les rapports des bureaux de placements et distribue convenablement les travailleurs dans les différentes régions de l'Empire. Le gouvernement a entrepris, en outre, des travaux publics assez importants (on a décidé également de continuer la construction des maisons ouvrières) et a établi un roulement de chômage dans certaines industries.

« Le petit commerce allemand est ruiné », me disait M. Bernstein ; les grandes maisons

mêmes souffrent beaucoup de la guerre. Le commerce d'exportation est arrêté et les chiffres du transit intérieur accusent une diminution assez sensible du trafic dans certaines régions.

L'Allemagne ne manque ni de charbon ni de fer. Toutefois, si les armées françaises pénétraient plus profondément en territoire alsacien-lorrain, les Allemands ne pourraient plus tirer du minerai de fer de la région de Thionville et de Metz (ces mines, avec celles du Luxembourg, fournissent à l'Allemagne le 70 0/0 de ses réserves de minerai).

La crise des métaux sévissait d'une façon inquiétante lors de mon séjour en Allemagne (1). Le cuivre, le nickel, l'aluminium et les petits métaux tels que le chrome, le mo-

(1) Les cours des métaux ont monté dans de telles proportions que le gouvernement s'est vu obligé à fixer des prix maxima. Voici quelques chiffres concernant ces cours.

		Fin Juillet	Fin Décembre
Cuivre.....	marks	133 — 138	170 — 200
Etain.....	—	298 — 138	475
Plomb.....	—	43 — 45	55
Zinc.....	—	51 — 53	85 — 90
Aluminium..	—	200	280 — 325
Antimoine...	—	65 — 75	200 — 210

lybdène, le vanadium, le tungstène, utilisés soit pour la production de l'acier Martin ou Bessemer, soit pour les aciers à blindage, faisait défaut.

M. von Gwinner n'exagérait pas lorsqu'il parlait « d'utiliser le cuivre des canalisations électriques d'éclairage ». On a envisagé la possibilité de remplacer le cuivre par le fer et « l'Union des ingénieurs électriciens » a été chargée d'étudier la question.

Le pétrole manque totalement dans certaines régions ; l'Allemagne en possède bien quelques gisements dans le Hanovre et le Holstein (200.000 litres par jour, dont la moitié environ en essence) ; mais cette production est tout à fait inférieure aux besoin de la consommation et de l'armée (cette dernière a envoyé sur le front 200.000 automobiles environ). D'autre part, il ne faut plus compter avec les gisements situés en Roumanie (1).

Par suite du manque de pétrole et de l'utilisation du cuivre des canalisations électriques

(1) L'évacuation de la Galicie par les armées russes permettra toutefois d'utiliser d'ici quelques temps les gisements situés dans cette région.

la population des campagnes sera privée du mode d'éclairage accoutumé. On prévoit l'extension de l'éclairage au gaz et on cherche à introduire un nouveau procédé basé sur l'emploi de l'acétylène. Le professeur Vogel, de Berlin, en a exposé récemment les avantages, mais ce n'est qu'un projet, et sa mise en pratique demanderait une préparation et des essais d'une durée incertaine.

Le défaut d'essence présente d'autres difficultés bien plus graves : en effet, si à la rigueur on peut la remplacer par le benzol pour les automobiles de guerre, on ne peut en dire autant pour les aéroplanes, les zeppelins et les sous-marins. On m'a bien affirmé à ce propos qu'en prévision de la guerre, le gouvernement allemand avait fait entreposer des réserves d'essence, mais je n'ai pu obtenir aucune précision à ce sujet.

C'est, d'autre part, un fait certain que les prévisions relatives à la consommation quotidienne des munitions étaient très au-dessous de la réalité, et dès maintenant le cuivre fait défaut, malgré la confiscation de tous les stocks existants en Belgique, dans le Nord

de la France et en Pologne. La pénurie d'acide sulfurique, dont l'usage est indispensable à la fabrication du coton-poudre commence aussi à se faire sentir ; en effet, l'Allemagne ne reçoit plus de pyrites importées du Mexique ou de l'Espagne, et la Sicile ne fournit que de petites quantités de minerai.

Il est vrai qu'en Autriche on trouve des pyrites cuivreuses, mais pour les utiliser, il faudrait monter toute une industrie et créer un nouvel outillage.

Le salpêtre, que l'Allemagne recevait du Chili, fait défaut ; mais les chimistes allemands se sont attachés à découvrir un nouveau procédé pour la préparation du salpêtre, et sont parvenus, en utilisant des recherches antérieures, notamment celles de Berthelot, à fabriquer du salpêtre artificiel au moyen de l'azote atmosphérique.

CONCLUSION

J'ai rapporté de mon voyage en Allemagne, une image assez nette de la situation. J'aurais pu, tout en faisant parler mes personnages, ajouter mes impressions personnelles, mais j'ai préféré me borner au rôle d'informateur et laisser à mes lecteurs le soin de tirer des faits les déductions opportunes ; j'ai présenté des documents que j'ai rassemblés, non pas dans le but de défendre une thèse, mais de contribuer à faire éclater la vérité, et je les ai soumis au jugement du public, sans plus. Je ne sortirai pas de la réserve que je me suis imposée dès le début et je me limiterai à retracer brièvement les grandes lignes de mon enquête.

J'ai pu constater en premier lieu que cette thèse, qui consiste à faire porter aux Etats alliés la responsabilité de la guerre actuelle,

n'est pas partagée par tout le monde en Allemagne ; on se rappelle les déclarations très nettes que j'ai recueillies à ce sujet. D'après les uns, la guerre était décidée depuis le coup d'Agadir, et le gouvernement allemand aurait saisi l'occasion favorable qui se présentait à la suite de l'affaire de Serbie. Suivant les autres (déclaration de M. Bernstein), l'empereur ne voulait pas la guerre, mais le parti militaire l'a entraîné à la faire.

Du reste, lorsqu'on connaît la mentalité allemande, la question de savoir si c'est l'empereur, le gouvernement ou le parti militaire qui ont entraîné l'Europe dans la guerre actuelle paraît absolument oiseuse : c'est en effet l'Allemagne tout entière qui a voulu la guerre. La race germanique est essentiellement guerrière, et les dirigeants de la pensée allemande ont toujours estimé que l'emploi de la force est un moyen légitime de contribuer à l'expansion germanique.

On m'avait affirmé, au début de mon enquête, que l'unité de vues dans l'action gouvernementale de l'Allemagne était complète. J'ai pu constater au contraire que cette har-

monie indispensable au bon fonctionnement de la machine de guerre fait défaut en maintes occasions (1). Le pouvoir civil se plaint des lenteurs de l'état-major, et celui-ci accuse le premier de manquer de finesse et de doigté. Il est possible que les deux soient dans le vrai, mais là n'est pas la question : « Notre diplomatie est au-dessous de sa tâche », m'affirmait un conseiller d'ambassade, M. von Richthofen, et MM. Witting, Liszt, etc., opinaient de la même façon. L'Allemand est critiqueur, dira-t-on, oui, mais il est aussi plein d'orgueil, et de telles déclarations doivent certainement coûter à son amour-propre. S'il tient ces propos, c'est bien que, dans le fond, il est outré des maladresses du pouvoir.

« Du premier au dernier des Allemands, nous sommes tous profondément unis », m'affirmait M. von Liszt ; j'ai eu, pourtant, l'occasion de constater sur le terrain de la poli-

(1) Dans la note que j'adressai à M. von Richthofen, et auquel ce dernier répondit par écrit figurait cette question : l'union est-elle complète dans les hautes sphères gouvernementales? le député libéral se refusa à m'éclairer sur ce point ; c'est la seule question qui demeura sans réponse et ce silence valait un aveu.

tique une opposition marquée. On se rappelle, en effet, l'attitude d'un groupe de la Social-Démocratie refusant de voter les crédits au cours de la réunion qui précéda l'ouverture du Reichstag ; depuis lors, les manifestations tumultueuses qui eurent lieu, soit au Landtag de Prusse, soit au Reichstag, prouvèrent l'exactitude des déclarations que l'on m'avait faites. Mais, dira-t-on, il s'agit d'une minorité sans grande influence ! Ceci est exact : les démonstrations en question n'ont pas une haute portée politique, mais elles prouvent néanmoins que l'unité morale dont se targuent les Allemands n'est pas absolue.

Du reste, cette constatation s'appuie sur d'autres faits ; prenons deux des interviews qui me furent accordées, celles de M. Witting et de M. Bernstein, par exemple, et nous verrons que l'un comme l'autre se démentent au bout d'une heure de conversation et, après avoir soutenu devant moi les opinions les plus optimistes, finissent par reconnaître en partie la vanité de l'effort allemand : « Nous occupons la France septentrionale, toute la Belgique et la Pologne, et notre situation est très forte,

au point de vue militaire », soutient M. Witting, au début de son entretien ; puis, de concessions en concessions, il finira par m'exposer la thèse d'une paix honorable et me parlera de la possibilité pour les Alliés d'expulser les troupes allemandes des territoires qu'elles occupent ; et M. Witting n'est pas un socialiste ; c'est un grand financier en contact avec les hommes du gouvernement.

L'interview de M. Bernstein n'est pas moins édifiante : « La situation économique et financière de l'Allemagne ne m'inquiète pas outre-mesure », et il conclut au bout d'une heure de conversation : « Nous vivons sur notre capital, notre prospérité financière est une façade, etc. » Manque de suite dans les idées, dira-t-on. Certainement, mais telle n'est pas la cause profonde de ces revirements brusques ; ils montrent surtout le trouble des âmes devant le danger menaçant.

Il va sans dire que, malgré le fléchissement moral qu'accusent de pareilles déclarations, il ne convient pas d'en déduire que les Allemands des classes élevées aient perdu tout espoir ; mais ils sentent déjà que l'Allemagne

ne peut plus aspirer à soutenir une guerre de conquête, et qu'elle mène uniquement « *un combat d'existence* ». Les gens raisonnables savent que l'Empire ne lutte plus pour satisfaire ses désirs effrénés d'expansion mondiale, mais qu'il en est réduit à tenter un effort suprême dans le but de sauvegarder son unité politique.

Si l'on pouvait consulter à nouveau les personnages qui m'ont fourni certaines déclarations au mois de janvier, on constaterait sans doute que leur pessimisme s'est encore accru : l'échec du premier plan de campagne en France, l'isolement profond où l'Allemagne se voit réduite, les pertes colossales en hommes, les difficultés d'ordre économique, inclinent les esprits à philosopher sur les causes de la lutte et sur ses conséquences possibles, et dès maintenant on peut affirmer que les dirigeants de l'Empire ne tarderont pas à manquer de la force morale indispensable à l'accomplissement de leur lourde tâche.

Mais j'ai rapporté d'autres raisons d'avoir confiance dans le résultat final. Mon enquête a montré à quel point sont vaines les raisons

qu'ont encore les Allemands de croire à la réussite de leur plan de campagne. L'armée allemande opérant sur le front oriental n'ayant pas obtenu de résultat décisif, l'espoir que m'exprimait M. von Richthofen de pouvoir transporter un million d'hommes sur le front occidental est devenu difficilement réalisable. Quant à la poussée du côté de la Serbie, les Allemands n'ont pu l'entreprendre, jusqu'à présent. L'intervention des États balkaniques et la prise de Constantinople portera, du reste, un coup décisif au projet allemand sur cette partie du front.

Les déclarations que les Allemands m'ont faites au sujet de l'Autriche montrent le mépris et les ambitions que l'Allemagne nourrit à l'égard de son alliée : « Notre idée était, dit M. von Liszt, que l'Autriche serait brisée au premier choc », et plus loin : « En dernier lieu, nous procéderions à l'annexion de l'archiduché d'Autriche. » Le sort de l'empire des Habsbourg parait réglé d'avance, quoi qu'il arrive, et ses efforts ne sauraient que retarder de quelques mois l'heure fatale de la liquidation.

Fléchissement moral chez les Allemands, manque d'unité d'action et de vues dans leur politique intérieure aussi bien que dans leur politique extérieure, manque de préparation économique pour une guerre de longue durée, échec de leurs plans stratégiques sur les deux fronts, telles sont les raisons principales qui nous ont fait rapporter de notre voyage en Allemagne la certitude du succès final pour les Alliés.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

Pages

PRÉFACE DE M. MAURICE BARRÈS.....
AVANT-PROPOS 13

CHAPITRE Ier

Premières impressions. — L'arrivée à Berlin. — Les prisonniers de guerre, une visite au camp de Döberitz. — Les derniers jours de l'année 1914..... 23

CHAPITRE II

Les partis politiques. — Un homme bien informé : M. Witting, directeur de la Banque nationale d'Allemagne. — Les libéraux : Un député professeur : M. von Liszt. — M. von Richthofen, conseiller d'ambassade, député au Reichstag. — M. Heckscher, directeur de la Hambourg Amerika Linie ; ses déclarations écrites. — Les conservateurs : M. von Gwinner, directeur de la Deutschbank. — Les réflexions d'un grand seigneur : le duc de Trachen-

Pages

berg, prince de Hatzfeldt. — Chez les socialistes : Edouard Bernstein, Sudekum, Liebknecht. — Au ministère de l'intérieur : déclarations de M. Lewald, directeur ; M. Richter, sous-secrétaire d'Etat ; une audience de M. Delbrück, ministre de l'intérieur, chancelier par intérim ; une note du ministère de l'intérieur..... 67

CHAPITRE III

La politique extérieure. — Un historien de marque : M. Schiemann. — Quelques professeurs : MM. Sering, Burgess, Ludwig Stein, Donath. — Les hommes politiques : déclarations de MM. Liszt, Heckscher, Bernstein, Richthofen. — Les opinions de M. Witting. — Une audience de M. Zimmermann, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères 121

CHAPITRE IV

Les intellectuels allemands et la guerre. — Une tentative de rapprochement intellectuel : la « Revue des nations ». — Le professeur Foerster, de l'Université de Munich. — Un grand chimiste : les déclarations de M. Ostwald. — M. Liszt. — M. von Harnack, directeur de la bibliothèque royale de Berlin. — M. Foerster, ancien directeur de l'obser-

Pages

vatoire de Berlin, ses opinions sur les événements actuels. — M. Haeckel, professeur de zoologie à l'Université de Iéna. — Une entrevue avec le professeur Lasson 181

CHAPITRE V

L'opinion allemande. — Comment le peuple et les classes moyennes sont renseignés. — La presse. — Quelques professeurs. 225

CHAPITRE VI

La situation économique et financière. — Une audience de M. von Havenstein, président de la banque d'Empire. — M. von Gwinner. — M. Riesser, directeur de la Hansabund. — Un résumé de la situation économique par le professeur Sering. — M. Beaumeister, secrétaire de la Fédération internationale ouvrière, me parle du chômage en Allemagne. — Un député économiste : M. von Richthofen. — MM. Sudekum et Bernstein. — Une mise au point... 249

CONCLUSION 309

ÉTAMPES. — IMP. « LA SEMEUSE » — 23.217

D
515
I3

Ibañez de Ibero, Carlos,
marqués de Mulhacén
Une enquête en Allemagne

PLEASE DO NOT REMOVE
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

UTL AT DOWNSVIEW
D RANGE BAY SHLF POS ITEM C
39 15 27 04 08 007 0